



DES MILLIERS DE SUBSAHARIENS À TAMANRASSET

Les migrants abandonnés et stigmatisés



PHOTO : B. SOUHL

Reportage réalisé par Farouk Djouadi

Les Subsahariens sont présents en force à Tam. Ils sont partout : dans les cafés, les marchés, sur les chantiers ou flânant dans les rues. Toutefois, aucune des parties concernées ne souhaite donner une évaluation ne serait-ce qu'approximative de leur

nombre. Pour des raisons inexplicables, la simple évocation de ce phénomène irrite les responsables locaux. «L'immigration clandestine ne nous concerne pas. La frontière est fermée et celui qui veut enquêter qu'il aille au Niger», nous a déclaré le wali de Tamanrasset, Abdelhakim Chater, au cours d'une très brève entrevue. (Suite page 2)

MOINES DE TIBHIRINE LA VISITE DU JUGE TRÉVIDIC REPORTÉE

■ Le juge français Marc Trévidic, qui enquête sur l'assassinat des moines de Tibhirine, n'a pas reçu d'invitation officielle d'Alger. Sa visite n'était pas annulée, mais simplement reportée à une date ultérieure. Le juge devait arriver aujourd'hui, mais il a dû renoncer à cette visite, faute d'autorisation officielle, selon l'Agence France Presse (AFP).



PHOTO : D. R.

LIRE L'ARTICLE DE S. RABIA EN PAGE 3

LE ROI DU MAROC EN TUNISIE BATTRE EN BRÈCHE L'AXE ALGER-TUNIS

■ Le roi du Maroc, Mohammed VI, est en visite depuis hier dans la capitale tunisienne en vue d'accords bilatéraux

■ Le monarque alaouite ne veut pas se faire distancer par Alger après le réchauffement des relations tuniso-algériennes et le soutien financier de l'Algérie.

LIRE L'ARTICLE DE MOURAD SELLAMI EN PAGE 10

ENTRETIEN ALI BENFLIS «LE PAYS N'EST PLUS GOUVERNÉ»



PHOTO : H. LYES

● Dans un entretien qu'il nous a accordé, le candidat malheureux à la présidentielle du 17 avril réitère que la crise politique s'est aggravée et que le pouvoir continue sa fuite en avant.

LIRE L'ENTRETIEN DE SAÏD RABIA EN PAGES 4 ET 5

Arts & lettres

PARUTION

DJAOUT ET LES ARTS PLASTIQUES

Metteur en signes

FESTIVAL DE CANNES

LE JOURNAL DE AZZEDINE MABROUKI

Le dernier mandat

Lire votre supplément en pages 11, 12, 13, 14, 15 et 16

REPORTAGE

DES MILLIERS DE SUBSAHARIENS À TAMANRASSET

Les migrants abandonnés et stigmatisés



Beaucoup reste à faire pour offrir des conditions d'accueil décentes aux migrants subsahariens

PHOTO : B. SOUHIL

Suite de la page 1

Un responsable sécuritaire tente d'expliquer l'attitude du wali : « Il n'est pas autorisé à parler de ce phénomène. C'est un sujet très sensible qui a une dimension internationale. Cela dépasse les attributions d'un simple wali. » Les autorités sont « déconcertées » par l'arrivée d'une délégation de la Croix-Rouge venue enquêter sur les conditions de détention des migrants subsahariens. Les enquêteurs se sont rendus à la prison de Tamanrasset et ont interrogé directement les détenus. Les autorités algériennes « ont rien à se reprocher puisque les détenus subsahariens sont traités comme les détenus algériens », assure la même source. Les services de sécurité ne veulent ou ne peuvent pas avancer des chiffres concernant le nombre de migrants vivant à Tamanrasset. « On ne peut pas donner de chiffres précis. Ils entrent de manière clandestine et la majorité d'entre eux ne restent pas ici. Ils vont au Maroc, à Oran, à Alger... C'est très compliqué. » Les forces de police et de gendarmerie ont été instruites il y a plusieurs mois

Les milliers de migrants subsahariens affluent à Tamanrasset au péril de leur vie. Qui sont ces migrants ? Comment ont-ils traversé le vaste Sahara ? Que font les autorités algériennes pour gérer ce phénomène qui prend des proportions tragiques ? Enquête.

d'arrêter les opérations de refoulement des ressortissants étrangers qui entrent illégalement en Algérie. La mesure profite à tout le monde sans exception, « même les migrants arrêtés pour vol, trafic de drogue et autres crimes sont relâchés une fois leur peine purgée. » La même source accuse la population locale de « com-

PLICITÉ » avec les migrants : « Ce sont les habitants de Tam qui les font entrer en Algérie et en plus on leur loue des maisons et des locaux. »

LES CRAINTES DE LA POPULATION

L'incapacité des autorités à gérer le flux migratoire n'a pas manqué de susciter l'inquiétude de la population. Les jugements et les réactions sont souvent sévères, voire matinées de racisme. Dans l'imaginaire, les Subsahariens sont mêlés aux trafics en tout genre.

Les migrants qui fuient des situations de conflits exacerbés et la misère extrême vécue dans leurs pays respectifs se retrouvent ainsi stigmatisés et poussés dans les retranchements du dénuement. Et pour survivre, certains parmi se rabattent sur des « activités » pas toujours régulières, ce qui bien entendu grossit les traits de cette réputation de fauteurs de troubles. Il n'est pas rare par ailleurs, comme c'est le cas ces derniers temps, qu'ils soient les premiers à être pointés du doigt lorsque la moindre épidémie se déclare. Avec la situation de guerre au nord du Mali, une autre forme de suspicion prend place, elle est liée au terrorisme. C'est dire si la défaillance de l'Etat à prendre au sérieux le problème des flux migratoire

et de réfugiés ne participe pas à mettre en présence les ingrédients du rejet dans ces contrées connues pourtant pour leur hospitalité. M. Zanami, un Targui de Guettaa El Oued, demande à l'Etat de « réserver une place spéciale pour les migrants près de la frontière, à In Guezzam, à Tinzaouatine ou à Bordj Badji Mokhtar ». L'image que l'on veut donner des migrants subsahariens n'est pas toujours conforme à la réalité. Après avoir risqué leur vie en traversant le désert, beaucoup de migrants travaillent dur pour pouvoir survivre.

F. D.

LE CRA PRÉPARE L'OUVERTURE D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) accélère ses préparatifs en prévision de l'« afflux massif » de réfugiés maliens et nigériens. « L'arrivée des flux de réfugiés est une éventualité. Nous nous préparons pour y faire face », indique Moulay Cheikh, président du bureau du CRA à Tamanrasset. Selon lui, un camp de réfugiés sera ouvert prochainement dans la wilaya de Tamanrasset. Si bien que des membres du CRA ont été envoyés la semaine dernière en stage de formation à Alger, et les moyens matériels (véhicules, tentes, médicaments et denrées alimentaires...) seront renforcés. Le lieu devant accueillir ce camp n'est pas encore déterminé, dit-il. Pour l'instant, les « rares migrants qui se déclarent réfugiés » sont transférés vers le camp de Timiaouine, dans la wilaya d'Adrar qui accueille principalement les réfugiés ayant fui la guerre au Mali. Moulay Cheikh assure que le CRA fournit des denrées alimentaires, des couvertures et des médicaments à tous les nécessiteux à Tamnasset, « sans distinction » entre migrants ou citoyens algériens.

5 QUESTIONS À UN PASSEUR

■ COMMENT ÊTES-VOUS DEVENU PASSEUR ?

J'ai commencé très jeune. Je ne sais rien faire d'autre. Beaucoup de gens de Tamanrasset sont comme moi. On ne nous a pas appris à faire autre chose. Quand il y a eu chez vous, au Tell, ce que vous appelez la décennie noire, pour nous c'était la décennie de l'enrichissement. Ce n'est qu'à partir de 2004 que l'Etat a commencé à resserrer l'état sur les contrebandiers.

■ COMMENT VOUS FAITES POUR AVOIR DES CLIENTS ?

Nous, les Touareg, nous n'avons pas de problèmes au Niger et au Mali. On ne nous demande même pas les papiers. Je connais des gens à Kidal (Nord Mali) et au Niger. Ils me ramènent des « Souadines » (les Noirs) qui veulent venir à Tam. Ma Toyota prend jusqu'à 22 personnes. Je donne à l'intermédiaire 5000 francs CFA pour chaque personne.

■ ET COMBIEN EXIGE-VOUS DES MIGRANTS POUR LES FAIRE ENTRER À TAM ?

Ça dépend du trajet. Si je les ramène de Tassalit ou d'In Khalil, le prix est 50 000 francs CFA (environ 15 000 DA). De Kidal, le prix augmente à 60 000 francs CFA, et quand des Nigériens arrivent à Guezzam, je les ramène pour 40 000 francs CFA. Le prix augmente aussi pour les migrants qui viennent du Nigeria et du Ghana. Ils ont les poches pleines de dollars. Il m'est arrivé de les ramener d'In Salah à Tam pour 10 000 DA par personne. On ne peut pas demander ce prix aux migrants maliens et nigériens. Ils sont très pauvres.

■ EST-CE QU'IL VOUS EST ARRIVÉ D'ABANDONNER VOS CLIENTS SUR LA ROUTE ?

Jamais. Moi, jamais. Il y a des passeurs qui ne craignent pas Dieu. Ils les abandonnent en plein désert. Les plus chanceux arrivent à Tam, et les autres crèvent de soif. Ça arrive tous les jours. Les passeurs les abandonnent pour fuir les GGF ou l'armée.

■ AVEZ-VOUS ÉTÉ ARRÊTÉ PAR LES GARDES FRONTIÈRES ?

On m'a arrêté une seule fois il y a plus de cinq ans. Je transportais du carburant pour Kidal. L'Etat est injuste. Les responsables volent des milliards et personne ne peut leur demander des comptes, et lorsqu'un pauvre homme vend un baril d'essence à la frontière pour nourrir sa famille, on lui saisit son véhicule et on le met en prison.

F. D.

Histoires de migrants

► **ABOUBAKER DJEBRIL** vient du Niger. Il a bien voulu nous raconter son histoire. « Je suis venu il y a deux ans. Nous étions un groupe de 15 personnes. Avant d'arriver à In Guezzam, le passeur nous a demandé de descendre et de nous disperser pour ne pas attirer l'attention des gardes frontières. Quand je suis arrivé à la ville d'In Guezzam (450 km au sud de Tam), un autre passeur nous a ramenés jusqu'à Amsel (à 45 km de Tam). Et là, j'ai pris un taxi jusqu'à la ville. Nous étions sept seulement à arriver à Tam », raconte l'homme de 35 ans. Pour lui, il n'y a aucun doute sur le sort des huit autres migrants disparus. « On s'est renseigné auprès de leurs cousins ici et au Niger. Personne ne les a revus. Ils sont sûrement morts en route. » La disparition de 46 migrants nigériens la semaine dernière près d'In Guezzam ne semble pas l'étonner. « Ça a toujours été comme ça. Avant de venir en Algérie, je savais que je risquais de mourir en route. Tout le monde le savait. Chaque jour que Dieu fait, il y a des migrants africains qui périssent dans le désert. » Boubaker se plaît à Tam : « Je suis cordonnier. Je gagne ma vie honnêtement ici. Là où je trouve mon pain, c'est mon Europe. »

► **KOUINDA JISOLÉE**, par contre, ne compte pas rester en Algérie où il est arrivé il y a à peine six mois. Il vient du Cameroun et compte poursuivre sa longue route vers

l'« eldorado » européen. « J'ai quitté le Cameroun pour le Nigeria il y a 10 ans. Je suis monté ensuite au Niger et je me retrouve aujourd'hui à Tamanrasset. Si Dieu le veut, je vais partir d'ici dans deux semaines pour aller au Maroc. J'espère ensuite aller en Espagne. J'ai ma petite sœur qui vit là-bas. » Le jeune Camerounais se présente comme étant un « artiste chanteur » qui a « trois albums » à son actif. Les circonstances l'ont obligé à devenir maçon. Un métier qui lui permet de vivre et de mettre de côté un peu d'argent pour financer son long périple.

► **SANDRINE** vient également du Cameroun. Elle vit à Tam depuis presque deux ans. « Je suis Camerounaise. J'ai eu des difficultés au pays. Tout allait mal pour moi. Je suis partie au Nigeria, puis au Niger. J'ai dépensé plus de 500 000 francs CFA (environ 150 000 DA) pour arriver ici. Je suis tombée sur des arnaqueurs qui m'ont volé mon argent », raconte la jeune femme. A l'instar de son compatriote chanteur, elle ne compte pas s'établir en Algérie. Son objectif est d'aller en France. En attendant, elle a ouvert un petit restaurant à Guettaa El Oued. L'affaire « marche chwywa chwywa (un peu) ». Sandrine a une fille d'environ un an qui s'appelle Maiza. « C'est une Algérienne. Elle est née ici », dit la jeune mère en riant.

ENQUÊTE SUR L'ASSASSINAT DES MOINES DE TIBHIRINE

Enième report de la visite du juge Trévidic

La France a estimé hier que la visite en Algérie du juge français Marc Trévidic, qui enquête sur l'assassinat des moines de Tibhirine en 1996 mais n'a pas reçu d'invitation officielle d'Alger, n'était pas annulée mais simplement reportée à une date prochaine. Le juge devait arriver aujourd'hui, mais il a dû renoncer à cette visite, faute d'autorisation officielle, selon l'Agence France Presse (AFP) qui cite une source proche du dossier. Pour les autorités françaises donc, «il s'agit d'un report». «La visite du juge Trévidic à Alger en novembre dernier s'est bien déroulée et a constitué une étape positive dans l'exécution de cette demande d'entraide. Les autorités judiciaires françaises et algériennes sont actuellement en contacts étroits pour préparer la prochaine visite en Algérie, dont le principe n'est pas remis en cause», a assuré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Romain Nadal, au cours d'un point de presse. «La France est très attachée à ce que la lumière soit faite sur les circonstances

tragiques qui ont causé la mort de ces hommes de paix (...). Il est de l'intérêt de tous de connaître la vérité et notamment les circonstances de la mort des moines de Tibhirine», a souligné le porte-parole, se disant confiant quant à «la qualité de la coopération en matière d'entraide judiciaire entre l'Algérie et la France».

Le juge Trévidic devait se rendre en Algérie avec des experts et d'autres magistrats pour procéder à l'exhumation des têtes des sept moines assassinés en 1996. Il s'y est rendu déjà en novembre 2013 et y a rencontré les responsables algériens, avant de programmer de revenir en février dernier sans y parvenir. Cette visite, qui a été reportée pour hier, a été, selon l'AFP, une nouvelle fois ajournée. «C'est une immense déception pour les familles de voir que pour la deuxième fois, ce déplacement est annulé en extremis», a réagi, à Paris, l'avocat des parties civiles, Patrick Baudoin. «On s'est constamment heurté à un système d'opacité et au refus de coopérer des autorités algériennes», a

déploré l'avocat, qui espère que le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, en visite en Algérie à la fin de la semaine prochaine, pourra débloquer la situation. «Si, à très bref délai, le juge Trévidic ne reçoit pas l'autorisation d'Alger de se rendre sur place, nous tirerons toutes les conséquences de ce refus délibéré de coopérer» des autorités algériennes, prévient l'avocat des familles. Pour lui, «ça voudrait dire qu'il y a quelque chose à cacher». Selon l'AFP, le juge Trévidic devait être accompagné d'experts, d'un photographe de l'identité judiciaire et d'un magistrat du parquet de Paris : en tout, une douzaine de personnes.

But de la mission: se rendre à Tibhirine pour faire exhumer et expertiser les têtes des sept moines, enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 dans leur monastère isolé, près de Médéa. Dans une commission rogatoire internationale de décembre 2011, le juge et sa collègue Nathalie Poux avaient demandé de pouvoir réaliser ces expertises, mais aussi de pouvoir

entendre une vingtaine de témoins. Fin 2013, l'Algérie avait donné son feu vert aux expertises des têtes, mais pas aux auditions. Des documents «confidentiel défense» ont été déclassifiés en 2009 par Nicolas Sarkozy au moment où les relations diplomatiques entre les deux pays étaient traversées par une crise qui a duré presque deux ans. Tout le monde attendait la révélation que pouvaient comporter les documents en question. Rien de plus finalement que ce que l'opinion publique en sait déjà sur cette affaire. Jusque-là toutes les pistes mènent à la conclusion que les moines ont été assassinés par le GIA. Un récent documentaire, *Le martyr des moines de Tibhirine*, de Malik Ait Aoudia et Séverine Labat qui ont recueilli les témoignages, les confessions des membres des services de sécurité des deux côtés de la Méditerranée, d'anciens membres des GIA, témoins oculaires de la tuerie, écarte définitivement la piste de la bavure militaire que certains nostalgiques du «qui tue qui ?» agitent.

S. Rabia

IL PRÉSENTERA LE PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT Sellaal demain face aux députés

L'Assemblée populaire nationale (APN), tant décriée par bon nombre de ses locataires, reprendra du service dès demain. Au menu de cette première séance en plénière, la présentation par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, du plan d'action du gouvernement, suivi d'un débat. Fort de ses 49 pages, le document, qui sera soumis à l'appréciation des parlementaires, ne comportent, de l'avis même de certains députés, aucune nouveauté louable. Le plan d'action du nouveau gouvernement, dirigé par Sellal, renferme des dispositions et engagements déjà martelés durant les quinze années de règne du président Bouteflika. On retrouve les mêmes thèmes et les mêmes dossiers, à l'exception peut-être d'un seul nouveau chantier : la révision de la Constitution.

Dans le chapitre économique, les rédacteurs de ce plan d'action se sont contentés de généralités, évitant d'aller dans le détail. Ainsi, pour améliorer le climat des affaires, le gouvernement se basera, dans son travail, sur trois axes. Il est prévu, selon le document, de «reconfigurer et d'opérer un redéploiement stratégique du secteur public industriel par la mise en place de groupes industriels performants et compétitifs dans les secteurs porteurs». Le plan d'action de l'Exécutif prévoit, en outre, la consolidation du processus du partenariat public-privé national et étranger, comme mesure à même de répondre à la diversification de la base industrielle nationale. Les investissements seront donc libérés et l'investissement étranger sera sollicité. Le plan ne dit rien sur l'adhésion à l'OMC et relève au second plan la révision de la règle des 51/49%. Sur le plan politique et social le gouvernement Sellal s'est assigné comme premier objectif le renforcement de la cohésion nationale et la stabilité afin d'instaurer la paix, condition inéluctable pour le développement. Selon le document, le pouvoir décide de tendre – une nouvelle fois – la main aux terroristes qui sont toujours dans les maquis et promet d'assurer un suivi des dossiers des victimes de la tragédie nationale, toutes catégories confondues, jusqu'à la clôture de ce dossier. Quant à la Constitution, elle «sera consensuelle», comme l'a annoncé Bouteflika. L'autre objectif que s'est assigné le gouvernement Sellal est la lutte contre le chômage et la substitution progressive des emplois en attente par des emplois durables. Selon le plan d'action du gouvernement, la gestion du marché de l'emploi sera revue dans le sens d'un «assouplissement» et d'une «simplification» des procédures. Dans ce sens, il est mis l'accent sur la redéfinition du contenu du SNMG avec un réaménagement profond de l'article 87 bis du code du travail. Le plan d'action accorde un chapitre sur le nouveau découpage territorial devant intervenir «graduellement». L'objectif étant de permettre aux collectivités de jouer «plus efficacement» leur rôle d'«impulsion» du développement local et de fourniture de prestations de qualité. Il est également question de la réalisation de 1,6 million de logements tous types confondus durant le prochain quinquennat 2015-2019.

Nabila Amir

RÉUNION DU GROUPE DES 77 + LA CHINE À ALGER

Lamamra appelle à «un multilatéralisme revivifié»

Le Mouvement des Non-Alignés poursuit ses travaux à Alger avec une réunion hier au Palais des nations du groupe des 77+Chine. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a insisté lors de cette réunion sur le renforcement, si nécessaire, de l'action collective du G77 afin de «revivifier» le multilatéralisme. «Le renforcement de notre action collective, à travers notre comité conjoint, renforcera inéluctablement le rôle du G77 en qualité de leader dans la défense et la promotion des intérêts de nos pays et confortera sa voix dans un multilatéralisme revivifié», a déclaré M. Lamamra pour lequel ce multilatéralisme doit inclure des solutions globales à la crise financière internationale. Des solutions auxquelles seront associés tous les pays. Pour Lamamra, la crise mondiale actuelle a dévoilé la précarité du système économique et financier mis en place depuis longue date «qui rend plus que nécessaire une réforme profonde de l'ensemble de l'architecture financière internationale». «Les réponses aux grands déséquilibres économiques

et financiers ne peuvent se concevoir que dans le cadre d'une approche globale prévoyant des mesures concertées en matière d'aide au développement, d'allègement de la dette, d'accès aux marchés, d'emploi, d'environnement et de transfert de technologies», a-t-il soutenu. «Cette réforme inclusive, transparente, solidaire et démocratique, vivement réclamée par les participants à cette rencontre, a besoin pour donner ses fruits d'être menée d'une manière inclusive, transparente, solidaire et démocratique, où les voix et les contributions de tous les pays doivent être prises en compte», estime ainsi le ministre des Affaires étrangères algérien. Il rappelle le geste de l'Algérie envers des pays pauvres en annulant la dette de 14 pays africains pour un montant de 902 millions de dollars et celle de deux autres pays pour un montant de 500 millions de dollars. «Ces actes, a-t-il dit, s'inscrivent dans le cadre des actions de solidarité immédiates et traditionnelles de l'Algérie envers ces pays», notamment en matière d'appui à la reconstruction et aux efforts de développement

économique et social. Se référant au parcours du Groupe des 77, M. Lamamra a rappelé que cette organisation s'est imposée comme «le porte-étendard des revendications des pays du Sud dans les négociations concernant les grandes questions internationales». Le ministre a affirmé, en outre, que le groupe s'est érigé, depuis sa création en 1964, en défenseur des intérêts économiques des pays du Sud. Evoquant la Charte d'Alger, adoptée en 1967 à l'occasion de la 1^{re} réunion des ministres des Affaires étrangères, le chef de la diplomatie algérienne a relevé que «le G77 a su très vite faire entendre la voix des pays en développement qui revendiquaient un ordre international plus juste». Il a souligné le fait que le G77 a été à l'origine de la création des différents mécanismes multilatéraux chargés du développement au sein de l'ONU tels que l'Onudi, le FIDA, le Fonds Perrez Guerrero pour la coopération Sud-Sud, le Fonds commun pour les produits de base, le Système global de préférences commerciales.

R. P.

COMITÉ CENTRAL DU FLN

Climat électrique à l'approche de la réunion

Un début discorde est apparu dans les rangs de l'opposition. Les propos tenus par Abderrahmane Belayat, coordinateur déclaré du FLN, au quotidien arabophone *El Khabar*, dans son édition d'hier, ont eu comme effet de révéler au grand jour les divisions que connaît le groupe des opposants au secrétaire général du parti. Pour le chef de file des opposants à Saadani, sa participation à la session du comité central est conditionnée par «l'inscription du vote de confiance au SG, à l'ordre du jour». Ces propos, que l'intéressé conteste avoir tenus, ont soulevé un début de polémique au sein des membres du comité central (CC). En réalité, cet épisode marque la défiance qui s'est installée entre les opposants à Amar Saadani qui

reprochent à Abderrahmane Belayat sa gestion du groupe. «Nous ne sommes pas des moutons de Panurge, déclare Abdelkader Cherrar, membre du CC. Les décisions qui doivent être prises doivent l'être en concertation avec tous les opposants à Amar Saadani. Il n'y a pas de super membres du CC et les autres. On est tous au même niveau.»

Pour les amis de Abdelkader Cherrar, la décision de mettre en place le groupe des «21» est une illustration de la volonté des amis de Belayat de vouloir imposer leurs points de vue et leur démarche. «Abderrahmane Belayat n'a pas à dire aux membres du comité central quoi faire, s'insurge Abdelkader Cherrar. Il doit veiller à la cohésion du groupe et éviter de vou-

loir imposer son point de vue.» Mais derrière ce point de discorde, se cache une lutte sourde qui oppose ceux qui militent pour le retour de Abdelaziz Belkhadem à la tête du FLN et ceux qui s'y opposent. Chez les opposants à Amar Saadani, on estime que seul l'ancien secrétaire général du parti peut provoquer le départ du SG actuel. Il est le seul qui peut amener le président de la République à s'impliquer dans la crise que traverse le premier parti d'Algérie et à lâcher Amar Saadani. «Aujourd'hui, c'est le seul qui est en mesure de faire partir Amar Saadani, juge un membre du comité central sous le couvert de l'anonymat. Il est le seul en qui le Président a confiance.» Pour les pro-Belkhadem, il faut saisir l'occasion de la session ordinaire du comité

central pour destituer Amar Saadani. Comme argument, ils rappellent le cas de l'ancien secrétaire général Abdelhamid Mehri, destitué après le vote de défiance. «Amar Saadani s'est tiré une balle dans le pied, analyse un membre du comité central. En annonçant une réunion ordinaire du comité central, le secrétaire général du FLN risque d'être mis en minorité. Il est rattrapé par les statuts du parti qui lui imposent l'organisation d'une réunion statutaire deux fois par an.» Mais cette démarche n'est pas du goût de ceux qui ne veulent pas du retour du conseiller spécial du Président à la tête du parti. «On s'est battus pour le faire partir, affirme Abdelkader Cherrar. Il n'est pas question qu'il revienne.»

Salim Mesbah

ALI BENFLIS. Ancien chef de gouvernement

«Le pays n'est plus gouverné»

Propos recueillis par Saïd Rabia

Un mois et demi se sont écoulés depuis le scrutin du 17 avril, dont vous avez rejeté les résultats. Quelle est, avec le recul, votre appréciation sur cette élection ?

Le recul n'y a rien changé ; mon appréciation reste strictement la même. Dès le départ, lorsque je l'ai formulée devant le peuple algérien, elle ne m'était dictée ni par des considérations personnelles ni par les données subjectives de l'instant. Cette appréciation, je l'ai exprimée en conscience sur la base d'une évaluation politique rigoureuse et sans concession. Elle reste valable et chaque jour qui passe conforte sa justesse à mes yeux.

Qu'ai-je dit que les développements depuis l'élection n'ont pas confirmé ? Qu'il n'y a pas d'élection, que le suffrage universel ne compte pas en Algérie et que tout ce dont il s'agit n'est qu'une distribution politico-administrative de quotas électoraux en fonction des inimitiés ou des allégeances ? Qui en doute ? Que le régime en place n'est obsédé que par sa propre survie et que tout le reste importe très peu pour lui ? Cela se confirme chaque jour.

Que la fraude est une sorte d'assurance tous risques politiques pour ce régime ? Qui conteste cette triste réalité, aujourd'hui, à part le régime lui-même ?

Que la vaste entreprise frauduleuse du 17 avril aggraverait la crise politique et l'impasse institutionnelle auxquelles l'Algérie fait face ? Tout le monde en est conscient, sauf le régime en place, encore une fois.

Il y a, actuellement, dans notre pays un problème d'une gravité extrême dont le traitement urge. Ce problème est celui d'institutions en déficit de légitimité et d'institutions à l'arrêt. Tout processus politique de sortie de crise sérieux et digne de ce nom devra nécessairement s'employer à régler ce problème essentiel au titre de la priorité la plus élevée.

Avez-vous regretté d'avoir participé à cette élection en vous disant, par exemple, que vous avez donné de la crédibilité à ce vote qui n'en est pas un, ou êtes-vous renforcé dans votre conviction ou dans la justesse de votre participation ?

Analysons cela avec un peu plus de rigueur, voulez-vous ? Même avec un zèle d'une rare intensité, comment aurait-il été possible que je donne de la crédibilité à une candidature sans crédibilité à la base et que ses promoteurs ont discrédité encore plus, par leurs pratiques et leurs comportements, avec, je dois le reconnaître, un talent et une créativité qui forcent l'admiration.

J'ajouterai ceci : l'élection s'est tenue ; j'y ai participé. Est-elle devenue pour autant plus crédible chez nous comme aux yeux du monde ? Ma participation n'a rien changé à cette réalité : cette candidature et avec elle l'élection du 17 avril n'étaient pas crédibles au départ et elles ne le sont pas davantage aujourd'hui.

Quant à ma décision personnelle de participer, elle obéissait à d'autres motivations et s'assignait d'autres objectifs.

Pour faire dans la concision, je dirai que mon but avait une triple dimension : celle de faire la démonstration qu'une alternative existait et qu'elle pouvait être portée par un projet politique rigoureux, crédible et prêt à l'emploi ; celle de prouver, sur le terrain, la capacité de ce projet politique de susciter une forte adhésion populaire ; et celle de faire confirmer, pour ceux qui en doutent encore, que notre pays et notre peuple sont demandeurs de changement et qu'ils y sont prêts. Voilà le sens de ma participation à l'élection présidentielle et, de ce point de vue, mon but a été atteint au-delà de toutes mes espérances.

Si l'élection du 17 avril était à refaire, quelle démarche suivriez-vous ? Seriez-vous amené à adopter une autre stratégie ou à prendre des décisions que vous n'avez pas pu prendre lors de cette élection ?



PHOTO : M. SALIM

Mon but était clair. Je viens de vous en livrer les dimensions et le contenu. Ce but a été atteint. Pourquoi changerais-je une stratégie qui s'est révélée gagnante avec un projet politique dont le mérite et la justesse ont été reconnus, avec un engouement populaire qui n'a faibli dans aucune région de notre vaste pays en faveur de ce projet et avec la promotion de la cause du changement que ce même projet a réussi en mobilisant et en élargissant les rangs de ceux qui veulent hâter l'avènement d'un ordre démocratique dans notre pays. Donc, il n'y a rien de fondamental que je puisse être amené à changer dans ma stratégie.

Bien sûr, j'aurais aimé pouvoir agir sur une seule chose, mais cela n'est pas en mon pouvoir : bannir la fraude seulement, mais cela est une autre histoire. Cela va au-delà de mes seules forces et exige une mobilisation et un rejet populaire plus grands. Leur temps viendra, j'en ai la certitude.

Avec le recul, auriez-vous, par exemple, exigé la disqualification du Conseil constitutionnel et demandé qu'il présente, dans la transparence la plus totale, les raisons qui l'ont poussé à l'acceptation, à l'époque, du dossier médical du Président sortant ?

Le Conseil constitutionnel a été, et c'est triste de le constater, une institution-pivot dans l'opération de fraude massive à laquelle a été réduite la dernière élection présidentielle. Il assume une responsabilité particulière dans la validation d'une candidature manifestement non conforme à la Constitution et aux lois de la République. Il a été préparé pour cela, comme chacun le sait. Il a agi en simple relais du pouvoir en place. Mais il n'est pas le seul.

Tout ce que l'Algérie compte comme institutions nationales – présidence de la République, gouvernement, Parlement – et comme démembrement locaux – wilayas, daïras et communes – ont été instrumentalisées au bénéfice de cette candidature. Pour pouvoir imposer cette candidature non conforme, contestable et contestée, ses promoteurs personnellement intéressés avaient besoin de plus d'un relais. L'Etat et l'administration algérienne dans son ensemble ont été leur terrain de manœuvre et d'instrumentalisation.

Vous avez annoncé un Livre blanc sur la fraude électorale, vous ne l'avez toujours pas présenté.

Soyez patient. C'est d'un Livre blanc qu'il s'agit, pas d'une déclaration ni d'un communiqué. La mouture que j'ai entre les mains est de 200 pages. Ce type d'exercice exige des investigations, la collecte d'informations, des

recoupements et l'analyse. J'ai le souci de l'exactitude et de la rigueur. Ce Livre blanc est en voie de finalisation et, ainsi que je l'ai promis au peuple algérien, il sera rendu public au cours du mois de juin.

Dans l'imaginaire collectif, la fraude se réduit au «bourrage des urnes», si je peux m'exprimer ainsi. Or elle est autrement plus complexe et plus sophistiquée. C'est ainsi que le régime en place l'a conçue et organisée

pour ne rien laisser au hasard.

Ce Livre blanc, dans une démarche de traçabilité, remonte toute la filière de la fraude ; il en identifie les relais ; il en démonte, l'un après l'autre, chacun des mécanismes ; il va aux sources de la fraude qui se trouvent, hélas, dans les failles béantes de notre régime électoral.

Le Livre blanc n'est donc pas une tâche aisée et le sujet qu'il traite, la fraude, n'est pas simple. La fraude est une véritable toile d'araignée dont il s'agit de désimbriquer chacun des fils.

Ce Livre blanc, je le conçois comme un apport à une réflexion politique et civique et comme une tâche pédagogique. La fraude est le point culminant de la malversation politique : elle est la négation de toute vie démocratique ; elle ôte tout son sens à la pratique politique ; elle foule aux pieds la souveraineté populaire ; elle tue le sens civique.

Lorsqu'au sommet de l'Etat, on fraude, on fausse et on triche, comment peut-on, sans rougir, professer pour la société des valeurs de probité, d'intégrité et d'honnêteté ?

Le Livre blanc aboutit à un seul constat : pour qu'une vie démocratique voie, enfin, le jour en Algérie, il faudra impérativement que le réseau de la fraude soit démantelé. Cette tâche n'est ni difficile ni insurmontable. D'autres pays l'ont accomplie au moyen d'une autorité indépendante chargée des élections. Même l'Afghanistan et l'Irak y sont parvenus avec succès. L'Algérie peut en faire autant.

Quel est votre jugement sur la situation politique du pays plus de quarante jours après le 17 avril ?

●●●

جديد
NOUVEAUTÉ

L'Institut français d'Alger (ex. CCF)
المعهد الفرنسي بالجزائر العاصمة

propose en juin prochain des cours intensifs
يقترح في شهر جوان المقبل

de perfectionnement au français pour adultes
(4 semaines : 50 heures)

دروس مكثفة للكبار لتحسين اللغة الفرنسية
(4 أسابيع : 50 ساعة)

Tout renseignement pratique (inscriptions, tarifs, horaires)
لمزيد من المعلومات العملية (التسجيلات، الأسعار، المواعيد)

sur le site : على الموقع :
www.if-algerie.com/alger

INSTITUT FRANÇAIS ALGER

ENTRETIEN



La crise politique et l'impasse institutionnelle sont toujours là et elles s'aggravent. Le pays n'est pas gouverné. La légitimité des institutions est mise en cause comme elle ne l'a jamais été auparavant. Nous continuons à accumuler les retards politiques, économiques et sociaux alors que, autour de nous, les autres changent, se réforment et avancent. Chez nous, c'est le règne de l'incurie, de l'incompétence et de l'impunité.

Vous voulez un exemple qui n'a rien de futile ? Observez cette affaire de l'autorisation donnée à l'exploitation du gaz de schiste ; elle est symptomatique de l'irresponsabilité et

pas la partie la plus aisée de la tâche tant l'engouement est grand.

Vous avez été contacté par la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique. Ne pensez-vous pas que les divergences qui vous séparent de ce groupement sont fondamentales et que, donc, les chances d'une convergence en vue d'actions communes sont minimes.

Votre question nécessite quelques clarifications préalables. D'abord, ma place aujourd'hui est clairement dans l'opposition. Ensuite, je suis pour une dynamique de convergence entre les forces politiques constitutives de cette opposition. Enfin, il me semble que ce qui peut rassembler ces forces dans leur refus des politiques désastreuses du régime en place est plus fort et plus important que ce qui peut les différencier.

Cette dynamique de convergence est indispensable pour le pays. En effet, face au choix de la stagnation fait par le régime en place, le rassemblement des forces politiques et sociales opposées à ce choix préjudiciable à tous les points de vue est le seul instrument politique à notre disposition pour baliser la voie du changement.

Comme vous le voyez, je ne suis pas dans un état d'esprit me permettant de conclure qu'entre les forces politiques, rassemblées au sein de la Coordination nationale, et moi-même il y a des divergences fondamentales, comme vous le dites.

Bien au contraire, je constate que nous nous rejoignons sur beaucoup de données importantes. Nous faisons la même lecture de la nature et des causes de la crise actuelle : nous y lisons une crise de régime qui se manifeste sous forme de crise politique et crise institutionnelle. Nous partageons le même rejet à l'acte de diversion que représente le projet de révision constitutionnelle.

Je vous concède que nous avons des sensibilités différentes quant à la démarche à suivre. La Coordination nationale plaide pour une transition démocratique. Je défends l'idée d'un processus politique global. Où est la différence ? Elle concerne la nature de ce processus ainsi que le type d'organisation à laquelle il devra obéir ; elle concerne l'agencement de ses priorités et enfin les résultats que nous devons en attendre.

Mais je vous rassure, le fil de la concertation et du dialogue n'est pas rompu entre nous. Notre souci commun est de faire aboutir la dynamique de convergence que je viens d'évoquer, car elle est dans l'intérêt supérieur du changement.

Participerez-vous à la rencontre de cette Coordination prévue le 7 juin prochain ?

Comme je viens de le dire, la concertation est en cours entre nous. Notre dialogue se poursuit jusqu'à ce moment où je vous parle. J'arrêterai la décision définitive au vu des résultats de cette concertation et de ce dialogue.

J'ajouterai que je ne suis pas seul. Je suis le coordinateur du Pôle des forces du changement. Ce Pôle aura son mot à dire et sa décision à prendre sur ce sujet.

Vous venez de décliner l'invitation de la Présidence pour participer aux consultations sur la révision de la Constitution. Vous lui avez fait savoir votre refus, vous l'avez aussi motivé. Mais que préconisez-vous pour concrétiser votre projet, étant donné que le pouvoir semble avoir fermé définitivement la parenthèse démocratique le 17 avril dernier ?

Ce pouvoir n'a jamais ouvert une parenthèse démocratique pour pouvoir la fermer. Sa vraie nature est celle d'un pouvoir personnel, autoritaire et sans légitimité. L'Algérie n'est pas encore un Etat démocratique ; elle

n'est pas encore un Etat de droit ; elle n'est pas encore une société des libertés.

Or, ce dont il s'agit pour moi c'est précisément de hâter l'avènement d'un ordre démocratique que le régime en place contrarie par sa nature, par ses pratiques et par ses comportements.

Pour réaliser cet objectif, je propose l'ouverture d'un processus politique global. Vous remarquerez que je ne donne pas de nom à ce processus. Je laisse cela au dialogue et à la décision consensuelle. Certains l'appellent Pacte national ; d'autres une transition démocratique, d'autres encore un mandat-transition.

Cela est pour moi une question de forme, bien que je sache que sous la forme se cachent souvent des questions de fond essentielles.

L'important à mes yeux est donc le contenu de ce processus politique global. Un tel processus ne saurait, sans se dénaturer, occulter certaines problématiques fondamentales dont le traitement est indispensable au règlement de la crise politique et à la sortie de l'impasse institutionnelle auxquelles le pays est confronté.

Au sommet de ces problématiques, prend place le retour à la souveraineté populaire et son respect. Il y a de la légitimité de nos institutions et, par voie de conséquence, de leur crédibilité et de leur autorité. Il y a ensuite la problématique du fonctionnement des institutions de la République. Ces institutions sont à l'arrêt. Quoi que dise et quoi que fasse le régime en place, il y a une vérité amère à reconnaître : le pays n'est plus gouverné.

Permettez-moi de vous le dire de manière

LE PRINCIPE, L'OPPORTUNITÉ ET L'UTILITÉ MÊME DE LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE POSENT PROBLÈME. EN QUOI LA RÉVISION CONSTITUTIONNELLE ENVISAGÉE PEUT-ELLE AIDER AU RÈGLEMENT DE LA CRISE DE RÉGIME QUE NOUS VIVONS ? WCETTE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE EST-ELLE APPELÉE À METTRE FIN AU RÉGIME PERSONNEL ET AUTORITAIRE IMPOSÉ AU PAYS ?

plus directe : ceux qui sont censés nous diriger manquent non seulement de légitimité mais, de surcroît, ils ne nous dirigent même pas.

Il y a en outre la nature du régime politique algérien qui reste posée et qu'il faudra bien régler un jour. Ce régime ne pourra pas être autre chose qu'un régime démocratique conformément aux normes universellement établies et admises. Ce régime devra être bâti sur une véritable séparation des pouvoirs dans le cadre de laquelle le gouvernement gouverne, le Parlement légifère et la justice assume son indépendance.

Dans ce régime, le gouvernement sera

responsable, contrôlable et soumis impérativement à la reddition des comptes. Le Parlement légifèrera en n'ayant pour guide que l'intérêt général et non les autres intérêts parasitaires que sont les corporatistes, catégoriels, clientélistes, régionalistes et claniques. La justice assumera son indépendance par le seul moyen qui vaille, celui de la rupture de son lien ombilical avec le régime en place, dont elle n'est que l'instrument et la caution. Lorsqu'un consensus national aura été réalisé autour de toutes ces tâches, alors – et seulement alors – viendra le temps constitutionnel.

La Constitution devra venir couronner ce processus. Elle devra être l'œuvre de constituants légitimes et représentatifs. Elle devra requérir le consensus le plus large possible. Elle devra jouir de l'assentiment du peuple souverain.

Ce n'est qu'en satisfaisant à l'ensemble de ces conditions nécessaires et suffisantes qu'elle méritera le nom de Loi suprême de la République.

Voilà ma vision de ce processus politique global que j'appelle de l'outrage fait à la Constitution en 2008. En cette affaire, la repentance a été bonne conseillère. Tamazight aurait dû être constitutionnalisé comme langue officielle. Il en est grand temps. Notre voisin marocain a fait ce choix et il ne s'en porte que mieux. Nous devons sortir de notre frilosité et de nos appréhensions mal placées pour accomplir ce pas qui va dans le sens de l'harmonie et de la cohésion au sein de la nation.

A part le retour à la limitation des mandats présidentiels, en tant que juriste, qu'apporte de plus la mouture de la Présidence ? Certaines dispositions font déjà polémiques. La constitutionnalisation de la réconciliation nationale, la possibilité de briguer un mandat présidentiel pour les enfants de harkis, la non-officialisation de tamazight, l'élargissement de la composante du Conseil constitutionnel et la possibilité de déléguer les pouvoirs du Président au Premier ministre. Qu'en pensez-vous ?

Le retour à la limitation des mandats présidentiels est une réparation de l'outrage fait à la Constitution en 2008. En cette affaire, la repentance a été bonne conseillère. Tamazight aurait dû être constitutionnalisé comme langue officielle. Il en est grand temps. Notre voisin marocain a fait ce choix et il ne s'en porte que mieux. Nous devons sortir de notre frilosité et de nos appréhensions mal placées pour accomplir ce pas qui va dans le sens de l'harmonie et de la cohésion au sein de la nation.

Maintenant, vous faites état de dispositions qui font polémique. J'observe que ce n'est pas seulement telle mesure ou telle autre de la proposition de révision constitutionnelle qui nourrissent cette polémique.

Le principe, l'opportunité et l'utilité même de cette révision constitutionnelle posent problème. En quoi la révision constitutionnelle envisagée peut-elle aider au règlement de la crise de régime que nous vivons ? Cette révision constitutionnelle est-elle appelée à mettre fin au régime personnel et autoritaire imposé au pays ? Cette révision constitutionnelle est-elle apte à régler le problème de la légitimité et du fonctionnement des institutions ? En quoi cette révision constitutionnelle est-elle destinée à faire de l'Algérie un Etat de droit et des libertés ?

Voilà les véritables questions qui me semblent devoir être posées avec courage et sagesse. Le régime en place les évite comme il se garde bien de leur apporter ne serait-ce qu'un début de réponse.

Cette réponse presse et les retards s'accumulent. Venir devant notre peuple avec cette réponse exige plus que les calculs de courte vue, les approches biaisées et les tâtonnements hasardeux.

Cela nécessite un sens élevé de l'intérêt national, la clarté de la vision et du projet politique et, par-dessus tout, un désir sincère de changement.

S. R.

de la légèreté avec lesquelles sont gérées les affaires publiques. Voilà un sujet controversé dans le monde entier.

Les pays sérieux l'ont soumis à débat, à expertise et à contre-expertise. Chez nous, rien de tel, alors même que l'exploitation de cette énergie non conventionnelle est susceptible d'avoir un impact grave et irréversible sur l'écosystème sensible et fragile du Sahara algérien.

Le peuple algérien, le premier concerné, est maintenu dans l'ignorance la plus totale des tenants et des aboutissants d'une telle autorisation.

Le régime en place ne se préoccupe que de durer et de faire durer la rente, voilà l'amère réalité que nous subissons.


Cette réalité dicte l'impératif du changement. Ce changement sera démocratique ou ne sera pas. Sur cette voie, il n'y a pas de place à la diversion ou aux demi-mesures. Un processus politique global doit être ouvert pour mener notre pays vers cette voie en dehors de laquelle il n'y a pas d'autre issue.

Où en est également la préparation du parti politique que vous avez annoncé ?

Je me suis astreint à une stricte observance des exigences de la loi. Tout est fait pour que la demande de création du futur parti satisfasse aux critères établis par la législation en vigueur.

Le projet de statuts, l'avant-projet de programme politique ainsi que le projet de règlement intérieur de ce parti sont prêts.

Nous finalisons actuellement la liste des membres fondateurs de ce parti. Ce n'est



Hôpital Bachir Mentouri Kouba Alger

Association AMIK

Journée de Formation Médicale Continue

Palais de la Culture Moudfi Zakaria - Alger

JEUDI 5 JUIN 2014

Service de Médecine Interne

THEMES :

- » DIABETE ET RAMADHAN
- » HYPOLYCEMIE ET DIABETE
- » AVC ET HTA
- » PROCTOLOGIE ET GROSSESSE
- » MICI ET GROSSESSE
- » NUTRITION AU COURS DES MALADIES CHRONIQUES

- » OMNIPRATICIEN ET HEPATOPATHIES CHRONIQUES
- » TRAITEMENT DE LA POLYARTHRITE RHUMATOÏDE
- » EXPLORATION DE LA CONSTIPATION CHRONIQUE
- » RADIOLOGIE THORACIQUE

Renseignements

Service de Médecine Interne, Hôpital de Kouba - Alger

Tél/Fax : 021.28.58.36 / 021.28.33.33

ÉCONOMIE

CLIMAT DES AFFAIRES

INDICES

La population active en Afrique atteindra 1 milliard de personnes d'ici à 2040, soit plus que le nombre des personnes en âge de travailler de la Chine et l'Inde réunies, a indiqué jeudi la directrice générale du FMI, M^{me} Christine Lagarde. Intervenant à la conférence sur l'Afrique, organisée par le FMI et le Mozambique les 29 et 30 mai à Maputo, M^{me} Lagarde a avancé que les défis à plus long terme qui pourraient influencer de façon considérable sur les perspectives de l'Afrique sont les défis démographiques, technologiques et environnementaux. Selon la patronne du FMI, les priorités pour que ces défis de l'Afrique deviennent des opportunités reposent sur les infrastructures, les institutions et le peuple. A ce sujet, elle a considéré que l'énergie, les routes et les réseaux technologiques sont les fondations de tout édifice solide et durable et qu'il convient de combler le déficit des infrastructures de l'Afrique. Au cours des trente dernières années, la production d'électricité par habitant en Afrique subsaharienne a pratiquement stagné, tandis que 16% seulement des routes sont pavées, contre 58% en Asie du Sud, alors que ces déficits représentent des coûts énormes pour les entreprises et pour la population. Quant au défi des institutions, il s'agit ici de gouvernance, de transparence et de cadres économiques sains, a-t-elle expliqué.

Dans le but de nouer et de développer les relations économiques entre l'Algérie et l'Espagne, Macir Vie adhère au cercle du CCIAE, composé d'entreprises algériennes et espagnoles en tant que sponsor et assureur exclusif. Depuis sa création, le Cercle opère essentiellement dans le but d'améliorer les relations économiques entre les deux pays en réunissant dans une même association, les entreprises espagnoles implantées en Algérie où intéressées par le marché algérien avec des entreprises algériennes qui souhaitent se développer ou se diversifier en partenariat avec des sociétés espagnoles. Dans le cadre de son adhésion au cercle, Macir Vie met à la disposition du Cercle du commerce et de l'industrie algéro-espagnol et les entreprises qui y adhèrent, un panel de produits d'assurances novateurs à des tarifs préférentiels, que ça soit en assurance de personnes, ou bien en assurance dommage à travers son entreprise mère la Compagnie internationale d'assurance et de réassurance (CIAR).

La réorganisation des circuits de production et de commercialisation des produits de la pêche seront parmi les projets qui seront poursuivis lors du plan quinquennal 2015-2019, a indiqué jeudi à Alger, le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi. Lors d'une visite au port de pêche d'Alger, le ministre a précisé que «30 poissonneries sont prévues dans les cinq prochaines années le long du littoral afin d'organiser le circuit de commercialisation des produits de la pêche», affirmant que le plan quinquennal 2015/2019 vise, entre autres, le doublement de la production par le recours à l'aquaculture, maritime et continentale. Le ministre a, d'ailleurs, pris connaissance du programme d'enseignement de l'Institut national supérieur de la pêche et de l'aquaculture afin d'accompagner les agriculteurs dans l'intégration de la pisciculture dans des bassins d'irrigation. Alger et Ghardaïa sont des wilayas qui ont déjà entamé des activités dans ce domaine, a expliqué le directeur de l'institut, Salem Latrèche.

Un code des investissements pour faire taire les critiques ?

● Outre la très controversée règle des 51/49%, les investisseurs étrangers mettent en cause la question de rapatriement des dividendes ● Selon la Britannique Lady Olga Maitland, présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique, d'autres obstacles d'ordre bureaucratique persistent.

Les pouvoirs publics multiplient les promesses pour une amélioration tangible du climat des affaires. Pourtant, les partenaires éventuels, ne se privent plus pour pointer du doigt les lacunes à combler. Ainsi et à peine une semaine de la visite du conseiller commercial auprès du département américain du Commerce pour le Maghreb, Douglas Wallace, qui a vivement critiqué le climat des investissements en Algérie, c'était au tour des britanniques d'y aller de leurs commentaires. Même si les officiels du Royaume-Uni, contrairement leurs congénères outre-atlantique, se passe volontiers de remettre en cause la désormais sacro-sainte règle des 51/49% ils les rejoignent sur certains détails comme la question du rapatriement des dividendes.

Selon les propos rapportés par l'APS, la présidente du Conseil d'affaires algéro-britannique, Lady



Lady Olga Maitland

Olga Maitland qui a estimé jeudi en marge de la Foire internationale d'Alger, que la règle 51/51 «n'est

pas un frein» et ne pose «aucun problème» à l'investissement britannique, certains «obstacles d'ordre bureaucratique» demeurent.

Parmi les «grands obstacles» que Lady Maitland a tenu à souligner, il y a les difficultés liées au rapatriement des dividendes. C'est donc la seconde fois que l'un des partenaires commerciaux de l'Algérie met en cause le contrôle accru des changes exercé par la Banque d'Algérie. Quelques jours auparavant l'Américain Douglas Wallace avait aussi mis en cause l'instabilité de la législation économique et l'absence de la protection des droits de la propriété intellectuelle. Des critiques qui interviennent d'ailleurs à quelques jours de la présentation du plan d'action du gouvernement devant l'APN. Plan d'action comprenant «un ambitieux» pack de réformes économiques assis sur deux priorités : l'amélioration du climat des

affaires et la lutte contre le blanchiment d'argent.

Des objectifs rabâchés durant les trois dernières mandatures et à la nomination des gouvernements successifs sans pour autant parvenir à des résultats concrets.

Bien que l'objectif fixé par le gouvernement Sellal dans sa nouvelle composition d'atteindre 7% de croissance sur la période 2015-2019, bien loin des estimations des institutions financières les plus crédibles, reflète un discours destiné à la consommation interne, les partenaires étrangers semblent bien vouloir faire part de leur opinion à ce sujet. Car au-delà des promesses usitées à propos des facilitations à l'investissement et de l'amélioration de l'accès au foncier, il est question d'un amendement du code de l'investissement et de la mise en place d'un nouveau cadre juridique pour réguler le partenariat public-privé. **M. R.**

COOPÉRATION ALGÉRO-POLONAISE

Une dizaine de projets de partenariat en cours d'étude

Le chargé de la promotion du commerce et des investissements à l'ambassade de Pologne à Alger, Janusz Pisz, a annoncé jeudi qu'une dizaine de projets de partenariat algéro-polonais sont en cours d'étude et devront aboutir prochainement.

«Plus de dix projets d'investissement entre des entreprises algériennes et polonaises sont en cours d'étude dans divers secteurs tel que l'agriculture, le BTP (bâtiment et travaux publics), l'hydraulique et l'industrie pharmaceutique», a relevé ce diplomate, cité par l'APS, en marge d'un forum d'affaires algéro-polonais organisé à Alger.

Les résultats de ces partenariats seront connus dans les prochains mois. Janusz Pisz a déploré en revanche l'exploitation des opportunités de coopération entre les deux pays. «Nous avons de bonnes relations de

partenariat avec l'Algérie mais ne nous exploitons pas les possibilités de coopération bilatérales qui existent», a-t-il regretté.

Pour rattraper le retard, la Pologne ambitionne, d'après lui, de «tripler le volume des échanges commerciaux bilatéraux dans les trois prochaines années et de renforcer l'investissement». Mais à la condition que les relations bilatérales entre les deux dépassent le stade de simples partenariats commerciaux à la concrétisation de projets d'investissement, particulièrement dans le secteur de la construction et de l'ameublement, a plaidé Janusz Pisz. En 2013, le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a atteint près de 500 millions de dollars. Interrogé sur la règle des 51/49% régissant l'investissement étranger, il répondit que les entreprises polonaises

«doivent la respecter et s'adapter au même titre que les autres entreprises» étrangères établies en Algérie. A noter qu'une quinzaine d'entreprises polonaises agissant dans divers secteurs, à savoir le bâtiment, l'automatisation industrielle, l'agroalimentaire, l'automobile, les cosmétiques et l'ameublement, étaient présentes à ce forum. Représentées par la Confédération algérienne du patronat, des entreprises locales avaient pris part aussi à ce rendez-vous économique. «La diversification» des partenaires étrangers est jugée importante pour le développement économique du pays, selon Boualem M'raïech, président de la CAP. Son organisation a fait des propositions aux Polonais en vue d'élargir les relations de partenariat principalement dans les volets de formation, du transfert du savoir-faire et des technologies. **H. L.**

SELON LA BANQUE MONDIALE

Nouvelle hausse des prix alimentaires dans le monde

L'exercice 2014 devrait fortement alourdir les gros importateurs de produits alimentaires de base comme l'Algérie. En effet, la Banque mondiale vient de se rallier à l'Organisation des Nations unies pour avertir quant à la hausse continue des prix alimentaires. En première ligne les céréales. L'Ukraine étant le troisième exportateur mondial de maïs et le sixième de blé, la situation de crise qui y prévaut à de quoi inquiéter.

Selon l'agence AFP, le rapport trimestriel de l'institution de Bretton Woods insiste sur le fait qu'entre janvier et avril, les prix des principaux aliments de base ont augmenté de 4% dans le monde, mettant fin au déclin «continu» observé depuis le pic de l'été 2012. Sur

les trois premiers mois de l'année, la hausse est particulièrement sensible pour le blé (+18%), le sucre (+13%) ou le maïs (+12%) et intervient en dépit de prévisions de «récoltes record» cette année, note la BM.

«Les inquiétudes météorologiques, les incertitudes politiques et les fluctuations des monnaies (qui renchérissent les coûts en cas de dévaluation, ndr) ne sont pas dissociables les uns des autres», affirme Ana Revenga, vice-présidente de la Banque en charge de la réduction de la pauvreté. Aussi, la sécheresse persistante dans certaines régions des Etats-Unis et la forte demande mondiale, notamment en provenance de Chine, expliquent en grande partie cette poussée. Mais la crise

en Ukraine n'y est pas étrangère. Le pays affiche ainsi les hausses les plus spectaculaires à l'heure où il est plongé dans une profonde crise politique et économique. Entre janvier et avril, le maïs a ainsi vu sa valeur s'envoler de 73% en Ukraine où le prix du blé a, lui, flambé de 37%, tirant avec eux les cours mondiaux.

«Les tensions géopolitiques en Ukraine n'ont pas encore perturbé les exportations mais pourraient avoir un impact sur la production future et le commerce si l'incertitude augmente», souligne la Banque mondiale. D'autres pays en proie à des tensions politiques et économiques ont été frappés de plein fouet. Sur un an, le prix de la farine a ainsi augmenté de 70% en Argentine

en avril. La flambée mondiale a, certes, été contenue par un déclin de 12% des cours du riz, un aliment de base dans de nombreux pays du Sud. Et globalement, les prix alimentaires sont inférieurs de 2% à leur niveau observé il y a un an.

Ana Revenga estime aussi qu'au cours des prochains mois, nous devons surveiller de près ces prix pour s'assurer que de nouvelles hausses ne fassent pas peser une pression supplémentaire sur les plus défavorisés. Pour rappel, le rapporteur des Nations unies pour le droit à l'alimentation, Olivier De Schutter, avait dit craindre une période de «prix alimentaires élevés et volatils» et la possible résurgence d'émeutes de la faim. **R. E.**

COMMUNE DE DAR EL BEIDA

Le développement local en tête des priorités

- La commune connaît une dynamique dans tous les domaines
- L'entretien de la voirie sera renforcé par le recrutement de 120 agents
- Les établissements scolaires sont équipés en matériel informatique et connectés au réseau internet.

A Dar El Beida, l'action des autorités locales pour améliorer le cadre de vie des citoyens s'articule autour de plusieurs volets. Selon le P/APC, M. Gamgani, «la priorité absolue est l'amélioration de l'environnement dans lequel les administrés vivent. L'hygiène est notre cheval de bataille. La municipalité a mis en œuvre tout le potentiel dont elle dispose pour redonner à la commune un aspect plus attrayant».

Dans cet ordre d'idée, la municipalité a relancé la régie communale ainsi que l'opération «Blanche Algérie».

«Nous avons, dans le cadre de la régie communale, 8 équipes d'agents qui interviennent en milieu urbain pour accomplir des tâches d'entretien», explique-t-il.

«Nous assurons dans le cadre de l'opération "Blanche Algérie", le ramassage des déchets et leur cheminement vers les décharges publiques», poursuit-il.

L'APC de Dar El Beida a mis en place des équipements pour le tri sélectif dans plusieurs cités de la commune, notamment à Boukarras, les Frères Ben Rabah, les 252 Logements, Aïssat Idir et au boulevard Mouloud Feraoun.

«Nous allons, dans le cadre de cette opération, généraliser ces dispositions pour les autres quartiers et lotissements de la commune», assure le président de l'APC.

Aussi, il est question, dans le cadre du programme de la municipalité, de recruter d'ici septembre pas moins de 120 agents et 20 chauffeurs pour le travail de voirie.

Quant au matériel spécifique au travail de la collecte des déchets ménagers, l'APC a acquis pour un montant de 27 milliards de centimes différents types d'équipements.

AMÉLIORATION DU SERVICE PUBLIC

Les nouvelles orientations des autorités pour améliorer le service public ont été accueillies favorablement par les citoyens de Dar El Beida.

«Les actes de décès et de mariage sont délivrés séance tenante, ce qui facilite considérablement nos démarches administratives», témoigne un citoyen de la commune. «Le service de l'état civil est entièrement informatisé. Les citoyens obtiennent leurs documents sur place», assure M Gamgani, «nous avons, dans le même sillage, instauré un dialogue permanent avec nos administrés, que ce soit au niveau des pléniers, où ils sont invités à assister librement, ou au niveau des jours de réception. Désormais, le citoyen à Dar El Beida a droit à des réponses écrites à ses



PHOTO: L'ES H.

doléances», ajoute-t-il. Contrairement à certaines APC de la capitale, qui connaissent des blocages pénalisants pour les citoyens et le développement local, à l'APC de Dar El Beida toutes les commissions participent.

«Toutes les décisions passent impérativement par les commis-

éclairage public, etc.) Quant à l'aménagement des quartiers, les travaux ont touché plusieurs cités et lotissements, notamment le boulevard M^d Khemisti, les boulevards de l'ALN et Mouloud Feraoun. A El Hamiz, les aménagements ont porté particulièrement sur la

LA COMMUNE, DOTÉE DE 25 AIRES DE JEUX, COMPTE 10 PROJETS QUI SERONT ÉGALEMENT RÉALISÉS DANS DIFFÉRENTS QUARTIERS. L'APC A MOBILISÉ UNE ENVELOPPE DE 2 MILLIARDS DA POUR LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES.

sions, cela dans un cadre bien transparent. D'ailleurs, nous publions continuellement sur notre site Internet et notre page Facebook toutes les décisions importantes», précise-t-il.

Dans le cadre des mesures pour l'amélioration du service public, des antennes administratives sont en cours de réalisation à El Hamiz, à la cité des Frères Achouri et à Abane Ramdane, en plus de celles qui sont totalement opérationnelles. «Des travaux porteront bientôt sur le réaménagement du siège de l'APC, particulièrement les locaux de l'état civil, et ce, pour un montant de 9 milliards de centimes», affirme le P/APC.

DÉVELOPPEMENT LOCAL

L'APC de Dar El Beida a entrepris depuis déjà plusieurs années la réfection de tous les réseaux (AEP, gaz, assainissement,

voirie et les trottoirs à la cité Fatma N'Soumer, colonel Amirouche et la cité Krim Belkacem. Concernant les routes, la municipalité a lancé 4 grands projets. «Ces projets ont permis d'ores et déjà de désengorger le centre-ville de Dar El Beida qui, faut-il le dire, connaît une importante congestion en matière de circulation routière», dira le P/APC. Le premier tronçon est un accès vers le boulevard Krim Belkacem à partir de la rocade en entrée et sortie. Le deuxième, est une sortie de la cité des 1100 Logements Chaâbani vers Alger et Ben Aknoun. Le troisième a été réalisé au lotissement Les Jardins (sens giratoire).

Le quatrième a été lancé sur budget communal, il comprend la réalisation d'une trémie reliant la localité d'El Hamiz à Dar El Beida par la rocade sud.

Dans le domaine de l'éducation, la commune de Dar El Beida a été dotée de plusieurs nouveaux établissements, en plus des établissements existants et dont certains ont été agrandis.

«Nous sommes arrivés à une moyenne de 30 élèves par classe, ce qui est une performance», soutient le P/APC.

Retenons que dans le volet éducation, il n'y a pas eu que de nouvelles réalisations d'établissements, mais ces structures ont également été dotées de tous les équipements nécessaires. «Toutes les écoles de Dar El Beida sont dotées de l'outil informatique, data show, télévision, etc. L'Internet a été introduit dans l'ensemble des établissements scolaires», affirme le P/APC, M. Gamgani. S'agissant du transport scolaire, la commune a loué 18 bus pour les trois cycles en plus des 7 bus qui appartiennent à l'APC. «Dans notre commune, nous n'assurons le transport qu'aux élèves qui habitent à plus de 2 km de l'école», dira-t-il.

La prise en charge de la jeunesse locale est une priorité de la municipalité, qui a lancé plusieurs projets. «Ces nouvelles réalisations auront le mérite de soustraire les jeunes de la commune à la rue», soutient-il. Pour ce faire, un vaste programme a été mis en œuvre, notamment le stade communal, complètement réaménagé, a été doté, entre autres, de 4 salles de sport, pour un coût de 40 milliards de centimes.

A El Hamiz, les mêmes travaux ont été effectués au stade.

«Les travaux sont en cours de réalisation, le taux d'avancement avoisine les 70%. Le stade sera doté de gazon artificiel et la capacité des gradins atteindra 3500

Les élus locaux jouent la carte de la transparence en publiant sur le site de l'APC toutes les décisions prises

places», assure le P/APC.

Deux autres stades connaissent les mêmes travaux à El Madina El Djadida et à Abane Ramdane.

En plus de ces structures, la commune, dotée de 25 aires de jeux, compte 10 projets qui seront également réalisés dans différents quartiers de la commune.

«Une piscine semi-olympique sera aussi prévue à la cité de La Liberté. Nous avons deux maisons de jeunes qui sont actuellement opérationnelles, l'une se trouve au chef-lieu de la commune, l'autre à El Hamiz, et également une bibliothèque et deux crèches», ajoute-t-il, et de poursuivre : «Afin d'encourager le travail des associations, qui sont des partenaires privilégiés dans le travail que nous menons dans la prise en charge des jeunes, particulièrement en matière de loisirs éducatifs et culturels, nous leur octroyons près de 2 milliards de centimes par an.»

Notons qu'en plus de ces projets, l'APC de Dar El Beida lancera et a déjà lancé plusieurs autres projets dans le domaine de la santé publique, telles que des salles de soins et des polycliniques.

Selon le P/APC M. Gamgani, la dynamique que connaît la commune de Dar El Beida, en matière de développement local, n'est pas le fait des seuls efforts des responsables au niveau local. «Le wali délégué nous a toujours soutenus dans notre démarche, en ne ménageant aucun effort pour nous aider dans le travail que nous menons en vue d'améliorer la qualité de vie de nos concitoyens. C'est grâce à cette aide directe et permanente de la part du wali délégué et de ses services, que nous avons pu atteindre un tel niveau de croissance. Nous tenons, puisque l'occasion nous est donnée, à lui rendre hommage et à le remercier», conclut-il.

R.A.I.

HORAIRES DES PRIÈRES Alger et ses environs

SAMEDI 31 MAI 2014

Fadjr.....	03:35
Chorouk.....	05:32
Dohr.....	13:20
Asser.....	16:35
Maghreb.....	19:59
Ichâ.....	21:42

MANQUE D'INFRASTRUCTURES À CHEKFA

Le problème du foncier demeure le principal handicap

● La commune accuse un grand retard en matière de projets.

Délaissée, pauvre est sans ressources, la commune de Chekfa, un paradis sublime de la nature, est d'abord confrontée à un manque d'assiettes foncières pour lancer des projets de développement. Dans un rapport présenté lors d'une session de l'APW sur le développement dans la wilaya, les membres de la commission de développement n'ont pas été avertis en remarques sur le retard de cette commune en matière de projets. Ils ont plaidé pour le lancement d'opérations pour rattraper ce retard. Il est d'abord urgent de trouver des terrains pour réaliser ces projets. Le marché de gros des fruits et légumes, la seule ressource économique de la région, faisant vivre plusieurs familles, est le plus important à lancer dans l'immédiat dans la localité de Djimar, selon les notes soulevées. Evoqué depuis des années, ce projet tarde toujours à voir le jour.

A l'APW, on insiste sur son inscription au titre du plan de développement 2015-2019. L'urgence est signalée pour la réalisation d'infrastructures de santé afin d'épargner aux habitants le déplacement vers les villes de Taher et de Jijel pour se soigner. L'absence de services administratifs de proximité a été également soulevée. Dans la commune de Chekfa on plaide aussi pour le lancement de



L'aménagement des routes s'impose pour désenclaver les mechtas

projets de désenclavement et la réalisation d'une zone d'activité. Au manque d'infrastructures sportives et scolaires, s'ajoute la préoccupation d'améliorer les capacités d'approvisionnement en eau de la population. Au registre de ces préoccupations figure l'achèvement d'un réseau d'assainissement dans Les centres urbains de Sebti, Boutaleb, Achoucha, Lagrib et Dridra. Le désenclavement de la commune passe, soutient-on, par l'aménagement de la route des carrières de la localité de Larbaa et

la RN 43 pour lui donner la vocation d'un axe économique permettant de relier la wilaya de Mila, via les communes de Ouled Askeur et Bordj T'Har, au port de Djendjen. Plusieurs autres voies sont proposées dans les projets de désenclavement, au sud et au nord de la commune, que la commission de développement de l'APW a soulevé aux autorités. Sur le plan régional, on plaide pour la réalisation d'une route reliant la RN 43, via la commune de Chekfa, à la wilaya de Mila.

Amor Z.

PHOTOS: D.R.

LE FRONT DE MER TOMBE EN DÉCRÉPITUDE

L'une des grandes attractions de la ville de Jijel, à savoir le front de mer de la cité Assaous, tombe en décrépitude. La situation s'est encore aggravée après l'effondrement, il y a deux années, d'une partie de l'esplanade. Un appel d'offres pour la réalisation de la première tranche de protection de ce front est en cours de préparation, au niveau de la direction des travaux publics, et devrait être lancé d'ici le mois de juillet prochain. Le projet a été inscrit dans le cadre du programme complémentaire de l'année 2013 pour un montant de 500 millions de dinars. On rappellera qu'une enveloppe de 1,6 milliard de dinars avait été dégagée pour la protection et l'aménagement de cet espace côtier. Les travaux concerneront un parcours de 330 mètres. Le réaménagement de ce front de mer ouest permettra à coup sûr d'atténuer la pression sur le littoral bordant la plage Kotama, qui se mue en véritable capharnaüm durant la saison estivale, avec tout son lot de délinquance et de gardiens de parking improvisés. Il y a quelques années, avant l'interdiction de toute activité sur le front de mer de la cité des martyrs Assaous pour des raisons de sécurité, les lieux étaient le réceptacle d'une nuée d'estivants, qui venaient humer l'air marin et se restaurer. Même les activités culturelles étaient organisées dans la partie faisant face à la gare routière ouest. Des soirées mémorables qui attireraient un monde fou. Il y a lieu de souligner qu'un deuxième front de mer devrait être réalisé sur la partie Est de la ville, sur une longueur de 500 m et dont les études ont déjà été confiées pour un montant de 7,137 millions de dinars.

Fodil S.

RACCORDEMENT AU RÉSEAU DE GAZ NATUREL ATTEINDRE UN TAUX DE 83% EN 2019

L'objectif affiché pour un taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya est de 83% à l'horizon 2019, selon un communiqué des services de la wilaya. Cette projection devrait se concrétiser par une hausse du nombre de localités alimentées en gaz de 36 actuellement à 86 pour un total de 120.400 branchements. Pour atteindre cet objectif, un programme, réparti sur trois tranches, a déjà été lancé dans le cadre du plan quinquennal 2010-2014. Ce dernier totalise le raccordement de 18 449 foyers pour un effort financier de 35,5 milliards de dinars. Le linéaire du réseau à mettre en place est de 693,67 km. Pour la première tranche qui est en cours de réalisation, elle devrait cibler 3130 branchements après la pose de 141,72 km de canalisations pour un montant de 835 millions de dinars. Les travaux entrant dans la 2ème tranche ont été confiés à la fin du 1er trimestre 2014 alors que la dernière tranche est actuellement couverte par une étude qui devrait être bouclée incessamment, ajoute la même source. Enfin, pour les projections du prochain quinquennat, les besoins exprimés tablent sur le raccordement de 176 quartiers avec un total de 13 956 foyers et une dotation financière de 1,6 milliards de dinars.

F. S.

JOURNÉE MONDIALE SANS TABAC

Le fléau prend de l'ampleur en milieu scolaire

La journée mondiale anti-tabac, célébrée annuellement le 31 mai, a été l'occasion pour les services de la DSP de la wilaya de revenir sur cet événement pour œuvrer à la lutte contre le tabagisme. Les directeurs des EPH et des EPSP ont été destinataires d'une correspondance à travers laquelle ils ont été tenus de mettre en œuvre l'instruction ministérielle n°9 du 18 mai 2014 émanant de la direction de la prévention et de la promotion de la santé, relative à la célébration de la journée mondiale sans tabac 2014. Si l'OMS préconise l'augmentation des taxes sur le tabac pour lutter contre sa consommation, en Algérie cette journée « vise à protéger les générations actuelles et futures non seulement des conséquences désastreuses du tabac sur la santé, mais aussi du fléau que représente le tabagisme sur la société », selon les termes de cette instruction. Les objectifs contenus dans cette note visent également « à informer et sensibiliser le public sur les dangers du tabagisme et de faire impliquer la société civile dans cette lutte ». Or, et en dépit de ces recommandations, force est de relever que la lutte contre le tabagisme est loin de réussir



ses objectifs. La nonchalance avec laquelle on observe des jeunes s'adonner à la vente du tabac devant les établissements scolaires est un facteur qui décourage toute action de lutte efficace contre ce fléau. Les notes adressées par le passé à divers organismes pour interdire cette vente sont restées lettre morte dans un contexte où le tabagisme en milieu scolaire est de plus en plus décrié. Face à une telle situation, les campagnes lancées épisodiquement par les unités de diagnostic et de suivi (UDS), relevant des services de la santé scolaire pour sensibiliser les élèves contre les méfaits du tabac, sont loin d'atteindre leurs objectifs. « D'une part on dit à l'élève de ne pas fumer, et d'autre part on l'encourage à s'adonner à la cigarette par cette tolérance de la vente du tabac devant les établissements scolaires », déplore-t-on. Pour l'histoire, on rappelle que le tabagisme fait près de 6 millions de morts chaque année, dont plus de 600.000 d'entre eux sont des non fumeurs, victimes du tabagisme passif, selon l'instruction du ministère de la santé. Plus de 80% de ces décès sont enregistrés dans des pays à faibles revenus.

A. Z.

APRÈS LEUR ACCESSION EN DNA

10 millions de dinars pour la JSD et le CRVMJ

Les deux clubs de la ville de Jijel, la JSD et le CRVMJ, qui ont réalisé l'exploit d'atteindre la division nationale amateurs (DNA), après seulement une année passée en inter-ligues, ont reçu de la part du wali, Ali Bedrici, la somme de 10 millions de dinars chacun comme prime d'accession. Cette subvention a été remise aux présidents des deux clubs lors d'une réception organisée, jeudi dernier, à l'hôtel de la wilaya en l'honneur des deux équipes. Faisant l'éloge de ce sacre, le wali a salué la solidarité qui s'est manifestée autour

des deux équipes, notamment lors des derniers matchs au cours desquels le public, et toute la population sportive se sont mobilisés pour atteindre cet objectif. Pour le soutien financier aux deux clubs, le wali a promis une prime exceptionnelle aux joueurs s'ils parviendront à réaliser d'autres accessions la saison prochaine. « Vous aurez une prime dont vous n'avez jamais rêvé », leur a-t-il lancé sous les applaudissements des présents. Des trophées ont été remis aux capitaines et aux présidents de ces deux

équipes que cette accession a unies pour la cause du football et du sport dans la wilaya. Il faut dire que même les rivalités chauvines, qui ont longtemps caractérisé les rapports entre l'équipe d'Ennemra et celle du quartier populaire du village Moussa, ont été mises de côté. A voir les rapports de convivialité qui ont uni les joueurs des deux camps lors de cette réception, une nouvelle ère de cohabitation sportive et de fair-play est désormais ouverte entre les deux clubs dans l'objectif d'atteindre les divisions supérieures, selon les dirigeants.

A. Z.

SITE DE L'EX-MOSQUÉE EL ANSAR LE REMBLAIEMENT PRÉVU POUR CETTE SEMAINE

Le remblaiement de la grande excavation prévue initialement pour ériger la mosquée El Ansar sur les débris de l'église démolie au début des années 1990, devrait intervenir cette semaine, avons-nous appris d'une source sure. Le remblaiement tant attendu par les riverains, permettra d'éliminer les eaux qui y stagnent et les détritus jetés chaque jour par les commerçants informels, qui activent aux abords. Le remblaiement sera la première phase, avant la réalisation d'un jardin public que d'aucuns espèrent qu'il ne sera pas phagocyté par les commerçants informels. Ce remblaiement laissera pousser un ouf par les riverains qui souffrent de cet état de fait depuis années. Mais un petit pincement au cœur nous piquera quand même du fait qu'on n'ait pas songé à réaliser un parking souterrain qui sera surplombé d'un jardin public. Ce qui fera alléger un tant soit peu le problème de stationnement au centre-ville.

F. S.

UNE NOUVELLE CONSÉCRATION POUR JIJEL FM

Le duo d'animateurs, Réda Abdi et Lamia Haroud, a remporté le premier prix de la catégorie émissions radiophoniques lors de la 8ème édition du concours Média-Star d'Ooree-doo, dont les résultats ont été annoncés mardi dernier. Ce prix est une nouvelle consécration pour la radio Jijel FM, dont plusieurs journalistes ont déjà remporté des prix par le passé dont, le premier prix de la 15ème édition du festival arabe de la radio et de la télévision tenu en 2012 en Tunisie, au concours destiné aux jeunes talents. Ce dernier avait consacré l'émission « Jeel-Why » présentée par l'animatrice Hiba Santouh et réalisée par Boubeker Meriche.

F. S.



PORT ET AÉROPORT D'ORAN

La fiche de police sera supprimée dès demain

● La fiche de renseignements ne sera plus demandée aux voyageurs par la Police des frontières.



PHOTO : DR

La suppression de la fiche de police vise la simplification des procédures pour les voyageurs

La Sûreté nationale compte instaurer un nouvel organigramme afin de renforcer le concept de proximité. Cet organigramme sera élaboré dans le cadre de la réorganisation de la police, a noté le Général-Major Hamel lors de sa visite d'inspection effectuée mercredi à Oran. «La police de proximité figure parmi les priorités dans la stratégie de la DGSN», a-t-il ajouté.

Le DGSN a procédé au cours de cette visite, à l'inauguration des sièges de sûretés urbaines et de brigades mobiles de la Police judiciaire dans les quartiers de Aïn El Beida, Arzew et El Barki. Ceci répond au souhait des habitants qui avait demandé le renforcement de la sécurité dans ces zones. Dans le quartier

de Sidi El Bachir, M. Hamel a inauguré un important groupement de nouvelles infrastructures régionales, dont le siège de l'inspection régionale de la Police de l'Ouest, un projet évalué à plus de 13 milliards de centimes, un autre service spécialisé dans la lutte contre le trafic des stupéfiants, une brigade de recherches et de lutte contre l'immigration clandestine, un centre de formation et une salle omnisports, en plus du laboratoire régional de la Police scientifique dans cette nouvelle zone située sur la RN11. «Ce pôle s'inscrit dans le plan de modernisation de la police», a souligné le Directeur général de la Sûreté nationale. Il vise à améliorer les conditions de travail des cadres de la DGSN et répond

également aux attentes de la population dans le domaine du renforcement de la sécurité. «Grâce à ces nouvelles réalisations, la couverture sécuritaire, actuellement de 76% au niveau d'Oran (un policier pour 314 habitants), sera revue à la hausse», a-t-il souligné avant d'ajouter que «d'autres dispositions ont été prises dans l'intérêt des citoyens et notamment des voyageurs, à savoir la suppression, à partir du 1er juin, de la fiche de renseignements et de contrôle», dite fiche de police au port d'Oran et à l'aéroport d'Es-Sénia.

Le DGSN a annoncé d'autres mesures de facilitation pour l'accueil de la communauté algérienne établie à l'étranger.

F.A.

TOURISME

Un port de plaisance sera aménagé

Le développement du tourisme de plaisance est lié à la réalisation, dans certaines villes côtières du pays, de marinas (ports de plaisance), ont relevé, à Oran, des opérateurs économiques lors de la 5^{ème} édition du Salon international du Tourisme, des Voyages et des Transports, qui s'est tenu récemment.

Actuellement, les opérateurs spécialisés dans la construction navale sont très inquiets pour l'avenir de leurs entreprises. Pour eux, le manque de ports de plaisance à travers les 14 wilayas côtières du pays est en train de tarir les débouchés

commerciaux de ces entités commerciales qui sont pourvoyeuses d'emplois pour les jeunes diplômés sans parler des gains financiers qu'elles peuvent engendrer durant la saison estivale pour les amateurs et touristes étrangers de passage, à bord de petites embarcations de plaisance ou de voiliers en mer Méditerranée à partir de la côte algérienne, pour la location de postes à quai. Le manque de ces structures freine énormément le développement du tourisme maritime, les sports nautiques et la pêche, qui peuvent être pratiqués durant toute l'an-

née grâce à la présence d'un important mouvement associatif très motivé. Il n'existe actuellement qu'une seule marina à Sidi Fredj sur le littoral algérois, qui date de l'époque coloniale. Les propriétaires et les amateurs de bateaux de plaisance sont obligés de se rabattre, pour la mise à quai de leurs unités, vers les seules pêcheries implantées à proximité des ports commerciaux. Ces structures ne disposent pas d'équipements adéquats pour la réception et le stationnement des bateaux de plaisance. Elles sont actuellement saturées. A la pêcherie,

il existe plus de deux cents unités de plaisance et autres petites embarcations à s'y entasser. Lors de sa visite à Oran, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat a tenu à rassurer les gérants des chantiers navals et les opérateurs du secteur touristique quant à la réalisation de ces structures d'accueil. Il a annoncé que des entretiens sont en cours avec les départements des Transports et celui des Travaux publics pour inscrire le projet de construction de marinas. Un appel d'offres sera lancé aux potentiels investisseurs à Oran.

Tegguer Kaddour

300 LOGEMENTS LPA À BELGAÏD

DÉBUT DES PREMIERS VERSEMENTS



PHOTO : DR

Les postulants à la formule LPA (Logement promotionnel aidé) peuvent enfin voir le bout du tunnel. Après plus d'une année d'attente et des mois de suspense, les souscripteurs des 300 logements LPA de Belgaïd (quota de Bir El Djir) peuvent retirer leurs ordres de versement auprès du département de développement de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) situé dans le quartier d'Ed-Derb. La première tranche devant être versée a été fixée à 500 000 DA. Les bénéficiaires de ce programme peuvent verser plus que la somme indiquée, précise-t-on du côté de l'assistante du DG de l'Office. Le prix définitif du logement promotionnel aidé (LPA) ne doit pas, en aucun cas, dépasser les 280 millions de centimes. Ce prix fixé conformément au cahier des charges reste applicable aux promoteurs immobiliers privés comme au public. La wilaya d'Oran a instruit l'ensemble des promoteurs chargés de réaliser ce programme de respecter la fourchette des prix fixée par l'Etat. L'aide de la Caisse nationale du logement a été fixée, quant à elle, à 700 000 DA.

En effet, depuis le transfert de 41 381 demandes de LPA vers les daïras respectives, la situation est devenue contraignante pour de nombreux demandeurs en quête d'informations.

L'Office a toujours rappelé que les 41 381 demandes ont été transférées depuis plus d'une année vers les daïras. 27 412 demandes ont été transférées vers la daïra d'Oran, 1 490 vers la daïra d'Aïn El-Turck, 889 vers la daïra d'Arzew, 485 vers la daïra de Bethioua, 2 593 vers la daïra d'Es-Sénia, 7 027 vers la daïra de Bir El Djir, 559 vers la daïra de Boutlélis, 168 vers la daïra de Oued Tlélat et 698 autres demandes vers la daïra de Gdyl. Le projet prévoit la réalisation de 1 400 logements confiés à l'OPGI, dont 100 logements à Aïn El-Turck et 1 300 autres à Belgaïd. L'agence foncière a bénéficié d'un quota de 850 logements répartis entre 3 daïras. Il s'agit de Oued Tlélat, Es-Sénia et Gdyl. Un quota de 300 logements a été donc retenu par localité. La wilaya d'Oran a bénéficié, pour rappel, de 6 500 logements LPA dont une bonne partie du programme sera réalisée à Belgaïd et Aïn El-Turck.

La wilaya avait insisté sur le respect des délais de réalisation et surtout sur l'aménagement d'espaces verts au niveau de chaque cité, des nombreux projets d'équipements dont des groupes scolaires, des antennes de l'état civil, des infrastructures sanitaires de proximité, etc.

F.A.

OÙ SORTIR À ORAN ?

► CRASC (TECHNOPÔLE USTO) : 10 h, Colloque international «Carrefours Sahariens : Vues des rives du désert».

► SALLE DE CINÉMA «ES SAADA» (EX-COLISÉE) : 14 h, coup d'envoi du Festival culturel et artistique au profit des enfants, dans le cadre de la célébration, par l'association oranaise «Djazaïr El Khair», de la Journée internationale de l'Enfant.

► CAFÉ DUPLEX (RUE DE LA VIEILLE MOSQUÉE) ET L'ESPACE DE LA GALERIE «ANIK» : de 10 h à 18 h, événement culturel, artistique et littéraire intitulé «Fan el Kalima» (L'art des mots), organisé par les Associations culturelles locales «Art actif» et «Le Petit Lecteur» avec le soutien de l'Institut Français d'Oran.

T. K.

HORAIRE DES PRIÈRES

Fajr	04h03
Dohr	13h01
Asr	16h49
Maghreb	20h12
Isha	21h51

EMPLOI À OUARGLA

Entre manif et réunions, nouvelle commission d'enquête



Discours de Tahar Belabes, l'ex-coordonnateur de la CNDDC

Journée mouvementée jeudi à Ouargla, où la CNDDC a fini par organiser sa marche du 29 mai, mobilisant une centaine de chômeurs qui ont défilé et défié l'imposant dispositif sécuritaire. Ils ont investi la rue menant à la grande poste, celle comptant le portail des officiels de la wilaya.

Tous les leaders de la CNDDC étaient présents à cette marche empêchée par deux fois. Une démonstration de force, dans un climat tendu, vu la présence en force des agents de l'ordre.

Les chômeurs, pour éviter tout dérapage, ont pris le chemin inverse, vers le portail ouest du siège de la wilaya.

BELABES TOUJOURS VIRULENT

Scandant les mêmes slogans, avec la même hargne et la même détermination, et décidément prêts à ne pas se laisser amadouer par le discours officiel, refusant de la sorte de traiter avec les responsables de l'Anem, le chef du cabinet du wali, dont ils ne cessent de réclamer l'éviction du dossier de l'emploi.

La CNDDC veut traiter directement avec le wali, sans médiation.

Avant de se disperser, Tahar Belabes a tenu un discours, rappelant l'engagement des chômeurs, les incitant à plus de détermination. L'ex-coordonnateur de la

CNDDC a lâché : « Notre mouvement est ciblé par la police qui veut nous confisquer notre droit de protester. Impossible ! » Et s'adressant aux policiers : « Vous pouvez nous priver d'oxygène mais jamais du droit de nous exprimer ».

Ces déclarations ont été suivies par d'autres plus lourdes et touchant le haut sommet de l'Etat, qualifiant le Premier ministre de « mentor des corrompus ». Il a d'ailleurs promis de continuer « la lutte pacifique dans la rue », et ce, jusqu'à « l'embauche du dernier chômeur de Ouargla ».

FOUATIH, PATERNEL ET ENGAGÉ

Pendant ce temps, et devant le portail est de la wilaya, une trentaine de diplômés en hydrocarbures poursuivaient leur sit-in quotidien, annonçant une grève de la faim si la promesse de les recruter à Sonatrach, cautionnée par le wali, n'est pas concrétisée avant la fin mai. D'où le point de presse présidé par Mohamed Lakhdar Fouatih, chef du cabinet du wali, chargé de la coordination du conseil de l'emploi à la wilaya qui a promis, usant d'un ton paternel, de relancer le DG du groupe Sonatrach ainsi que TSP, une société de services pétroliers qui s'est engagée à embaucher 11 des 30 chômeurs.

LE WALI CHARGE CHAALAL

Franc parler, humour et fermeté ont caractérisé le discours du wali de Ouargla, lequel a affirmé avoir réussi à placer 8000 chômeurs durant l'année 2013. Reconnaisant les dysfonctionnements qui ont caractérisé l'activité de l'Anem, Ali Bouguerra estime que « le problème de l'Anem réside dans le choix des hommes », qualifiant ces derniers « de cadres indignes de servir leur pays vu leur comportement irresponsable et leur usage de la rumeur et de l'intox pour envenimer une situation de crise déjà enflammée ». En réponse à une question d'El Watan Week-end sur les résultats de la mission d'enquête présidée par le DG de l'ANEM, Ali Bouguerra démentira les déclarations de Mohamed Tahar Chaalal à qui il aurait conseillé « de purger son administration et nettoyer son staff ». Le wali annonce en effet que « la mission de la semaine dernière a évalué l'activité de l'ANEM durant l'année écoulée et que celle de l'inspection commencera la semaine prochaine avec une commission constituée de plusieurs cadres du ministère du travail et non de l'ANEM ».

Ahmed Zergoune et Houria Alioua

HASSI MESSAOUD L'ENAFOR CÉLÈBRE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

Sous le slogan « Tous pour une Entreprise propre, une vie saine et un environnement agréable », les employés de l'Entreprise nationale de forage, munis de gants de sécurité et de sacs poubelles verts, ont répondu présents en participant activement, jeudi dernier, à la campagne de ramassage des déchets cumulés aux alentours de leurs différentes bases, initiée conjointement par M. Djamel Khaldi, président-directeur général de l'Enafor et l'Association de la protection de l'environnement de Hassi Messaoud.

Il était facile de distinguer plus d'une cinquantaine de travailleurs bénévoles, toutes catégories socioprofessionnelles confondues, « cadres dirigeants, cadres supérieurs, cadres moyens et agents de maîtrise et exécution », à la tâche, s'adonnant sérieusement à ce travail pour accomplir entièrement l'action de ramassage des déchets plastiques et papiers, jetés ici et là, tout autour des clôtures de chaque base que compte Enafor à Hassi Messaoud.

Un engouement ne laissant nullement les passants, véhiculés ou à pied, indifférents face à ce spectacle encore rare, dont plusieurs d'entre eux n'ont pas raté l'occasion de manifester leurs encouragements avec klaxons, et sourires aux visages. Les employés bénévoles de l'Enafor ont quant à eux exprimé leur satisfaction quant à l'organisation de ce genre d'action servant la préservation de leur environnement professionnel, pour lequel la majeure partie de leur temps y est consacrée. **R. R.**

OUARGLA SUD AUTO, LE SALON AUTOMOBILE FAMILIAL FAIT LE PLEIN

La coupole de La silice, à Ouargla, abrite depuis quatre jours un Salon de l'automobile conjointement organisé par la Chambre de commerce et d'industrie des Oasis de Ouargla et Com Event, l'organisateur du Salon professionnel Sud Auto, habituellement tenu chaque année à Ghardaïa et qui a été déplacé à Ouargla eu égard à la situation peu propices à ce genre d'événements dans la capitale du M'zab. Cette exposition à laquelle prennent part sept concessionnaires dont Elsecom, présent en force à la salle omnisports apprêtée en salon, est rehaussée par la présence de Mohamed El Azouni de Tarik Essalama, qui multiplie depuis sa venue à Ouargla la prise de contact avec son public ouargli tant au niveau des stands qu'à la radio locale. Même si le Salon ne contient pas de nouveauté, vu la présence remarquée de plusieurs concessionnaires au niveau du chef-lieu de la wilaya de Ouargla, les exposants présents à cet événement se sont démarqués par la qualité de la présence et le service après-vente offert à la clientèle. Les organisateurs pensent organiser une conférence-débat sur la sécurité routière en guise de clôture à ce Salon qui se tiendra jusqu'au 31 mai et où le public est cordialement invité, d'autant plus qu'il s'agit du week-end où les familles peuvent se déplacer et profiter de leur temps libre pour découvrir peut-être leur futur véhicule familial. Une petite virée au niveau des stands confirme en effet que ce Sud Auto est bel et bien une exposition familiale par excellence, où parents et enfants se rendent pour opérer un choix. D'ailleurs, plusieurs exposants nous ont fait part de l'importance des commandes opérées depuis l'ouverture du Salon. Une belle opportunité d'affaires pour les uns et les autres. **H. Alioua**

BERRIANE

Une vaste campagne de fumigation contre la Leishmaniose

Il semble que les services de la commune de Berriane, dans la wilaya de Ghardaïa, sont déterminés à faire de leur mieux afin de freiner, un tant soit peu, la propagation dangereuse de la leishmaniose dans leur localité. C'est ce dont témoigne cette vaste campagne de fumigation contre l'insecte provocateur de ce genre de pathologies et que viennent de lancer ces jours-ci les services communaux de cette daïra. En effet, avant la mise en branle de

cette opération sanitaire, les services précités ont convenu d'organiser premièrement des journées de sensibilisation sur cette maladie à l'effet de permettre au grand public de mieux se renseigner sur son identification réelle et surtout sur les différentes mesures de prévention contre cette maladie qui ne cesse de parler d'elle-même avec des chiffres inquiétants dans la capitale du M'zab. Et pour mener à bien cette mission, le bureau local de santé et d'hygiène

a tracé à cet effet un plan d'action en commençant par le recensement de pas moins de 8421 habitations dont 4000 d'entre elles feront l'objet de cette opération qui va cibler, selon les dires des responsables locaux, les quartiers les plus touchés par ce syndrome. Par ailleurs, seize personnes dotées de tous les moyens nécessaires dont les instruments de l'aspersion ont été mobilisées à cette occasion par le bureau local de la santé, et ce, afin de cibler

tous les quartiers de cette commune. Selon les acteurs de cette campagne, le coup d'envoi à cette opération a été donné dans les quartiers d'EL Maladh et Guelta Tinne, où le taux de couverture a atteint les 80%, en attendant de toucher d'autres quartiers tels que Bab Saâd et celui d'El Bazz où se concentre un nombre non négligeable des étables pour bovins qui représentent, à leurs yeux, une source d'inquiétude à prendre au sérieux. **Farid Azzoug**

RÉGION CENTRE

DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE BLIDA

Les tensions s'apaisent !

● Durant des années, le conflit caractérise la relation entre la direction de l'établissement et le syndicat.

ZONES ENCLAVÉES

À MÉDÉA

Des prestations médicales pour 90 000 résidents

Quelque 90 000 résidents des zones éparses de la wilaya de Médéa vont bénéficier à titre gracieux de prestations médicales dans le cadre de la caravane sanitaire de la Protection civile, qui entamera, jeudi, son périple à travers plus d'une cinquantaine de communes, a-t-on appris mercredi auprès des responsables de cette structure. S'inscrivant dans une démarche solidaire envers les catégories les plus défavorisées de la population, cette caravane sanitaire va sillonner, durant un mois, l'ensemble des zones rurales de la wilaya en vue de prodiguer différentes prestations médicales au profit des habitants qui n'ont pas pu avoir accès à une prise en charge médicale appropriée, a indiqué la même source.

Quelque 312 villages et hameaux enclavés, ventilés sur 58 communes, seront visités à la faveur de cette opération qui a nécessité la mobilisation, a-t-on souligné, d'une équipe médicale composée de médecins généralistes, d'infirmiers, d'accompagnateurs psychologiques et d'assistants sociaux, relevant des services de santé de la Protection civile. Des véhicules médicalisés et d'évacuation sanitaire réquisitionnés pour cette opération vont assurer le transfert des patients dont l'état nécessite une prise en charge au sein d'une structure sanitaire spécialisée, a-t-on signalé de même source. Le passage de cette caravane sanitaire sera mis à profit pour sensibiliser les populations des zones visitées sur différentes pathologies, notamment les maladies les plus répandues en milieu rural et particulièrement pendant la période estivale. Une campagne de prévention sera animée par l'équipe médicale lors de chaque halte pour informer les habitants sur les règles et les consignes à suivre afin d'éviter toute complication sanitaire susceptible de mettre leur vie en danger ou celle des proches, a-t-on fait observer.

charge totalement : leur restauration sera assurée ainsi que celle des encadreurs et des observateurs.

GÉNÉRALISATION PROGRESSIVE DE L'ITALIEN

Sur le plan purement pédagogique et selon les instructions de la nouvelle ministre de l'Éducation nationale, un intérêt particulier est donné aux exposés, à la lecture et aux travaux dirigés. Les langues étrangères (en particulier l'italien, qui a été introduit cette année dans un lycée pilote, en l'occurrence le lycée Ibn Toubert de Boufarik et qui sera élargi l'année prochaine sur quatre établissements) connaîtront, elles aussi, un bond en avant et seront mieux considérées. Questionné sur les revendications de certains parents d'élèves au sujet du calcul des moyennes (la moyenne est en général comptabilisée comme suit : devoirs et évaluation continue sur 40 + la note de la composition sur 60, la somme des deux est divisée par 5 ; la moyenne sur 20 est multipliée par le coefficient de la matière), le directeur de l'éducation a répondu que le ministère a choisi deux établissements par wilaya pour expérimenter la nouvelle méthode (devoirs et évaluation continue sur 20 + la composition sur 40, le tout divisé par 3) qui sera, par la suite, étendue à tous les lycées du pays. La fiche de synthèse n'étant pas pour l'instant prise en considération au baccalauréat et la différence entre les deux décomptes étant insignifiante, ces revendications sont injustifiées et ne permettront pas à la recherche d'avancer. Au sujet de M^{me} la ministre de l'Éducation, celle-ci demande à ses détracteurs de lui donner du temps et prouver à tous qu'elle a les atouts nécessaires pour provoquer un changement radical dans son ministère. Le temps, le dialogue, la confiance de son entourage et le courage de secouer les vieilles habitudes : voilà ce dont a besoin ce jeune directeur de l'éducation fraîchement installé à Blida pour guider son équipe vers la sortie du tunnel.

Rahmani Mohammed



L'heure semble être au changement

Grèves, arrêts de travail, sit-in, revendications, accusations en tous genres, bras de fer entre les différents syndicats et la tutelle ont marqué, ces dernières années scolaires, la direction de l'éducation de Blida. Cette dernière a été le théâtre de tous les conflits. Entre le silence de l'ancienne directrice de l'éducation et son absence sur le terrain et les revendications légitimes des travailleurs du secteur au sujet du retard récurrent dans le versement de leur salaire et de la régularisation de leur situation administrative et professionnelle, l'atmosphère a toujours été tendue. Les conditions de travail n'étaient donc pas favorables et ne permettaient pas d'atteindre les objectifs assignés par le ministère de l'Éducation nationale. Depuis peu, un nouveau directeur de l'éducation, un jeune, a été placé à la tête de cette institution. Khitous Kamel, PES de physique, devenu d'abord intendant, puis

intendant principal, chef de service du personnel à Bouira, inspecteur de l'éducation, secrétaire général à l'académie (DE) de Blida et enfin directeur, a, de l'avis de tous ses collaborateurs, l'effoie d'un meneur d'hommes. Ses maîtres-mots sont le dialogue, la communication et la transparence. Il a commencé par redonner au service communication ses lettres de noblesse, un service qui ne pouvait pas s'acquiescer de sa tâche honnêtement, puisque l'information « verticale » (du chef vers les subalternes) n'existait quasiment pas. En mettant à sa tête Meftouh Mohamed, un professionnel, et en lui donnant toute l'autonomie et toute la latitude qu'exige une telle mission, le nouveau directeur de l'éducation de Blida veut instaurer le dialogue à tous les niveaux : fonctionnaires/administration, syndicats/tutelle, direction/différents partenaires. Il a pris les rênes de cette direction au moment où tout allait

mal : les professeurs qui « ne voulaient pas » remettre les bulletins des deux premiers trimestres pour « faire pression » sur l'ancienne directrice, et cette dernière qui « ne voulait pas » les écouter, créant ainsi une situation de blocage où syndicats et parents d'élèves s'étaient invités. Sa première « sortie » a été la rencontre avec les différents syndicats (les plus influents, à Blida sont l'Unpef et le Cnapest élargi), une grande partie de leurs revendications a été réglée, le reste sera résolu progressivement. Cette première action a débouqué la situation et a insufflé un regain de confiance dans le secteur. Les visites du directeur de l'éducation dans les établissements ont permis de toucher du doigt les véritables problèmes et de prendre les mesures qui s'imposent. Aujourd'hui, tout semble aller pour le mieux : les préparatifs pour les prochains examens (5^e, BEM et baccalauréat) sont terminés : les candidats seront pris en

KHITOUS KAMEL. Directeur intérimaire à l'académie de Blida

«Je veux instaurer un climat de dialogue»

Propos recueillis par
Brahim B.

Vous avez été installé à la tête de l'académie de Blida à la veille des examens. Quelles sont les premières mesures que vous avez adoptées ?

Depuis 2013, en tant que secrétaire général à l'académie de Blida, je suivais de près les activités de l'éducation et je veillais personnellement pour que le déroulement des examens s'effectue dans de bonnes conditions. Dernièrement, j'ai été désigné à la tête de la direction de l'éducation nationale de Blida. Une fois installé, j'ai pris quelques mesures en déployant tous les moyens humains et matériels, en collaboration avec tous les chefs d'établissement et les cadres du secteur pour que Blida se positionne au-devant de la scène de la réussite. Pour le soutien, le wali de Blida a instruit, fin avril, les directions de l'exécutif à collaborer avec nous. Le transport pour l'acheminement des sujets, la santé pour la couverture sanitaire, le commerce pour le contrôle de la nourriture destinée aux candidats, la Protection civile pour apporter les premiers secours

en cas de malaise touchant les candidats et un plan de sécurité assurant l'aide à l'organisation des trois examens (5^e, BEM et baccalauréat). La direction de l'éducation a mobilisé pour l'examen de fin d'études primaires (5^e), 102 centres d'examen répartis sur l'ensemble du territoire de la wilaya, où 3398 encadreurs ont été mis à la disposition des candidats, au nombre de 20530. L'examen de 5^e a eu lieu, mais il nous reste les deux autres examens (BEM et bac). Pour les épreuves du BEM, 42 centres sont prévus pour les besoins de cet examen. 16061 candidats, dont 10 livres sont encadrés par 3398 encadreurs. Les observateurs sont au nombre de 42. Concernant le bac, 16 578 élèves sont attendus le 1^{er} juin, dont 4766 candidats libres. Ils seront répartis à travers 38 centres d'examen réservés à cet effet. 3651 encadreurs et 266 observateurs sont mobilisés pour l'occasion. Cette année, c'est le lycée Mohamed Boudiaf d'El Affroun qui a été désigné comme centre de correction du bac. Au total, 410 observateurs sont invités à superviser les trois examens. Un budget de 400 millions de centimes a été

dégagé par la wilaya pour les besoins de la restauration.

Le bras de fer opposant l'ex-directrice au Cnapest élargi a provoqué des mouvements de protestation tout au long de l'année scolaire. Qu'en est-il actuellement ?

Le mutisme et la lenteur du traitement des doléances entre partenaires aggravent le climat de dialogue et créent une crise dont les premières victimes sont les élèves, surtout ceux inscrits en classes d'examen. Pourtant, pour résoudre les problèmes, il n'y a pas plus simple que d'écouter et dialoguer. Aujourd'hui, le brouillard s'est dissipé et tout est rentré dans l'ordre, bienheureusement. Les portes sont grandes ouvertes aux parents d'élèves, aux enseignants, aux syndicalistes et aux journalistes. Déjà, plusieurs revendications ont été réglées, notamment l'ouverture du dialogue, l'installation d'un climat de confiance, la régularisation de quelques dossiers en souffrance depuis 2012, y compris les retards dans le versement des salaires, les primes de rendement couvrant une enveloppe de 45 milliards. Les autres revendications seront



traitées successivement selon la priorité. Nous voulons que ce secteur reste noble et que la mission qui lui a été confiée soit respectée vu son importance de production des futures générations porteuses de savoir et de science.

Et pour la rentrée scolaire prochaine ?

La rentrée scolaire doit être minutieusement préparée dès maintenant. Nous nous préparons à recevoir d'autres structures scolaires. Par contre, plus de 700 enseignants ont exprimé le vœu de sortir en retraite. Nous allons étudier cela au cas par cas. Un concours de recrutement est prévu pour renforcer nos structures en moyens humains.

B. B.

BUREAU DE BLIDA

Pour toutes vos
annonces publicitaires
Centre des affaires El
Wouroud
Local 66, 3ème étage Bab
Dzair Blida
(En Face Air Algérie)
Tel/fax : 025 21 54 27

EL WATAN

GUELMA Plainte contre le directeur de l'éducation

La fédération des associations des parents d'élèves de la wilaya de Guelma a déposé jeudi dernier une plainte contre le directeur de l'éducation de la wilaya, suite à l'incident survenu lors de l'examen de 5^{ème} au CEM Houari Boumediene de la commune de Belkheir, et dont a été victime la coordinatrice de cette fédération dans la daïra de Guelaat Bousbaa. Cette dernière a été chassée des lieux, sans ménagement, par le directeur de l'éducation, selon une source de la fédération des associations des parents d'élèves. La plainte adressée au ministre de tutelle, au wali de Guelma ainsi qu'au président de la fédération nationale des associations des parents d'élèves, dont une copie nous a été remise dénonce ce genre de comportements. La dite fédération annonce le boycott de toutes les activités d'organisations par la direction de l'éducation jusqu'à l'obtention d'excuses de la part du directeur auprès de leur coordinatrice.

Karim Dadci

SKIKDA Un chauffard heurte mortellement un homme

Un homme a été tué jeudi dernier dans un accident de la route sur le tronçon de l'autoroute est-ouest passant près de Leghdir, au sud de Skikda, apprend-on de la Protection civile. La victime, S. Mourad, 35 ans, originaire d'Oum Toub, dans la wilaya de Skikda, a été mortellement heurtée par un véhicule, non loin de Aïn El Hamma, rajoutent les mêmes sources. Le conducteur du véhicule n'a pas jugé utile de venir en aide à sa victime et a préféré s'enfuir.

K. O.

MILA Un jeune tué par la foudre

Un homme de 20 ans, répondant aux initiales K. R., a été retrouvé carbonisé, dans la nuit de mercredi à jeudi, à mecheta Aïn Amara, dans la commune de Benyahia Abderrahmane, au sud de Mila. La victime, tuée par la foudre, selon les conclusions de l'expertise médicale réalisée à l'hôpital de Chelghoum Laid, a été retrouvée étendue sur le sol, à environ 100 m de son domicile, avec des brûlures profondes au niveau du ventre, de la poitrine et du cou. Sa dépouille mortelle a été déposée à la morgue de l'hôpital de Chelghoum Laid.

B. K.

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS TRISOMIQUES À CONSTANTINE

Mobilisation pour favoriser une scolarité normale

● De nombreuses familles rencontrent d'énormes difficultés à cause d'une méconnaissance de la maladie.

Assurer aux enfants trisomiques une place dans la société, et en faire des citoyens actifs est l'idée qui a été débattue jeudi, avec l'action lancée par l'association de wilaya pour l'insertion scolaire et professionnelle des trisomiques (AWIT 21 Amir Constantine), à l'école primaire El Hachmi Mohamed Saleh à Daksi. Son objectif primordial est l'insertion scolaire et professionnelle des enfants atteints de la trisomie 21. Cette association a pour mission également d'assister les familles et mobiliser les spécialistes pour développer les programmes de prise en charge de ces enfants. «Grâce à une prise en charge précoce et adaptée, l'enfant

trisomique peut se développer au sein de sa famille et s'intégrer à l'école, devenant un membre actif dans la société. Et pour cela, il y a des commissions qui sont chargées d'accueillir, d'informer et d'orienter les familles ayant des enfants trisomiques pour réduire les souffrances, les discriminations et les difficultés rencontrées», a déclaré Asma Labeled, présidente de l'association. Et d'ajouter : «Le délégué du secteur urbain de Daksi, Abdelkrim Lounis, nous a accordé deux classes équipées pour les enfants trisomiques où on leur apprend l'orthophonie et la psychomotricité afin de les préparer à l'école.» Notons que cette association autonome,

travaillant en partenariat sur le plan pédagogique avec l'ANIT (association nationale d'insertion scolaire et professionnelle des enfants atteints de trisomie 21 d'Alger), a pour objectif aussi l'amélioration de la connaissance de cette maladie, afin de sensibiliser le grand public et mobiliser la générosité des citoyens. «Nous avons jusqu'à maintenant 15 enfants trisomiques, et nous souhaitons bien que dans les différentes communes de la wilaya, chaque école ouvre ses portes et octroie deux classes pour ces enfants afin de faciliter la tâche pour les parents et les informer sur la prise en charge de cette maladie», a conclu notre interlocutrice.

Yusra Salem

ASSOCIATION DES JOURNALISTES FEMMES

La communication institutionnelle en débat

Le baptême de feu de l'association des journalistes femmes de Constantine (AJC) a été consacré à la communication institutionnelle, une problématique récurrente, à laquelle universitaires, spécialistes et journalistes ont tenté d'apporter des réponses tout en préconisant les meilleurs moyens susceptibles de faciliter l'accès aux sources de l'information. Au cours d'une journée d'étude nationale, organisée jeudi dernier, à l'hôtel Cirta de Constantine, plusieurs intervenants ont plaidé fortement en faveur d'une parfaite connexion entre les responsables en charge de l'information institutionnelle et les intervenants du monde des médias, tous supports confondus. Dans cet ordre d'idées, M^{lle} Chaieb Soumia, sous-directrice de la communication extérieure au ministère de la communication, a fait part de la volonté du département de Hamid Grine d'instaurer un climat de confiance avec les médias qu'il considère comme «des partenaires incontournables». «Nous sommes actuellement dans une stratégie de réforme qui doit passer par la nécessité de donner l'image d'un pays stable et sincère et la communication institutionnelle fait partie intégrante d'une stratégie mondiale», a-t-elle affirmé. Les représentants de la Gendarmerie nationale et de la Police ont également tour à tour, relaté les missions dévolues à leurs corps en sus des relations d'interactivité avec les médias. Il en a été de même pour M^{me}

Yamina Nia, des services de la wilaya, qui a abordé la genèse de la création de la cellule de communication de Constantine. D'autre part, deux expériences sur la quête de l'information ont été évoquées par Mmes Samira Menaâ et Nardjes Kermiche. La première, rédactrice en chef de la revue «L'Echo», un bimensuel dédié à la finance et l'économie, a plaidé en faveur de l'encouragement des professionnels de l'information régionale estimant, à ce titre, qu'il est nécessaire d'éviter la stigmatisation en considérant à juste valeur les journalistes exerçant en dehors d'Alger. Elle a précisé, en ce sens, qu'«un journaliste reste un journaliste indépendamment de l'organe et du lieu d'exercice de sa fonction». Quant à la seconde, journaliste émérite au quotidien régional Ennasr, elle a mis en exergue le facteur temps dans la transmission de l'information ce qui entrave, a-t-elle soutenu, le travail du journaliste en citant, à titre d'exemple l'impossibilité des professionnels de la presse de disposer de données officielles et rapides durant les affaires liées aux deux enfants assassinés à la nouvelle ville Ali Mendjeli et le crash de l'avion militaire à Oum El Bouaghi. Pour d'autres, la rencontre de l'AJC, présidée par M^{me} Ilhem Tir, chef du bureau du quotidien le Temps d'Algérie, a constitué une bonne occasion pour la corporation des journalistes de prendre davantage conscience de l'importance d'une information crédible et fiable.

Lydia Rahmani

MÉCONTENTEMENT À OULED RAHMOUN

Une trentaine d'habitants de la commune de Ouled Rahmoun ont exprimé ce jeudi leur mécontentement et leur grande déception, après l'affichage de la liste des bénéficiaires du programme de 370 logements. «Cette liste ne répond pas à tous les critères, et elle n'a pas été établie de manière crédible et selon les normes», dira un des protestataires. Ces habitants se sont rendus le jour même au siège de l'APC pour exprimer leur colère. «Nous allons faire un recours, c'est un droit quand même», a ajouté notre interlocuteur. À ce propos le P/APC de Ouled Rahmoun a nié toutes les rumeurs au sujet de prétendus dépassements dans cette opération, précisant que parmi ces 30 personnes, qu'il a reçues dans son bureau, seulement 5 ou 6 répondent vraiment aux critères, et qu'ils ont le droit de bénéficier d'un logement social. «La



plupart d'entre eux n'ouvre pas droit au logement. J'ai reçu plusieurs membres d'une seule famille qui veulent avoir chacun un logement. Chose qui est impossible», a-t-il déclaré.

Y. S.

TÉBESSA Une commission d'enquête à l'hôpital Allia Salah

Une commission d'enquête ministérielle, a été dépêchée, hier, à l'hôpital Allia Salah de Tébéssa pour élucider les circonstances de la mort d'une malade admise au mois de juin 2013 dans cet établissement hospitalier, apprend-on de sources bien informées. La commission d'enquête, dépêchée par le ministre, Abdelmalek Boudiaf, est composée de trois cadres du ministère. Ces derniers vont se pencher sur la mort suspecte de K. M., décédée quelques jours après son admission au service de réanimation.

Une première enquête a révélé qu'il s'agissait d'une mort naturelle survenue suite à une négligence. Dans cette même optique, trois cadres de l'hôpital : le directeur-adjoint des activités sanitaires, le directeur de l'hôpital et un réanimateur ont été déferés lundi dernier devant le parquet, a ajouté notre source. La semaine dernière, la direction de cet hôpital a fait l'objet d'une action en justice pour négligence engagée par la famille Guehairia, dont l'enfant est décédé des suites de brûlures. Agé de 4 ans, Khalil Allah Guehairia a été admis au service des urgences, avant de rendre l'âme trois jours après.

Lakehal Samir

KHENCHELA Attribution de 3500 logements avant le 25 juin

Encore une fois, le wali de Khenchela, Djelloul Boukarabila, a choisi hier les ondes de la radio locale, pour déclarer qu'un quota de 3500 logements sera distribué avant le 25 juin en cours. Il a rassuré les citoyens également que la distribution des logements, selon les procédures réglementaires, sera faite dans la transparence, tout en appelant les postulants à faire preuve de patience et de sagesse, surtout qu'un autre quota de 2000 logements sera également attribué au mois de septembre prochain. Notons que les citoyens attendaient depuis des années cette opération qui a trop tardé, en dépit des multiples promesses faites par le wali lui-même. Le même responsable avait déjà déclaré au mois de décembre de l'année écoulée que «plus de 3000 logements sociaux seront attribués dans les dix premiers jours du mois de janvier 2014 dans la commune de Khenchela». Au mois de janvier, il fera part du report de l'opération pour un bref délai, affirmant que «toutes les demandes établies entre 2006 et 2011 ont fait l'objet d'une enquête approfondie par la commission chargée des dossiers». Rappelons que la wilaya de Khenchela accuse un important retard dans la distribution des logements sociaux, et que le nombre des demandeurs ne cesse de croître. La dernière attribution remonte au mois d'octobre 2011, avec 1149 unités, et ce après 7 ans d'attente, plus précisément après l'attribution de 2005, avec 1200 logements.

Kaltoum Rabia

BISKRA Un fellah grièvement blessé par un sanglier

Un agriculteur âgé de 46 ans, exploitant une parcelle plantée d'abricotiers dans le hameau de Beni Souik, à 5 km au nord de Djemorah, a été grièvement blessé, dans l'après-midi de jeudi, par un énorme sanglier, a-t-on appris de sources concordantes. Retrouvée gisant et ensanglanté par des voisins, la victime a été transportée vers l'hôpital Bachir Benaouer de Biskra, où des soins lui ont été prodigués. Suite à cette attaque, qui n'est pas la première du genre, les fellahs de Beni Souik ont organisé une battue afin de déboucher la bête et la tuer. Après des heures de poursuite, l'animal s'est emparé dans une barrière de fils barbelés et ces chasseurs improvisés en ont profité pour achever à coups de barre de fer et d'armes blanches le porc sauvage grommelant. A noter que le pullulement de sangliers est signalé dans les exploitations agricoles de Djemorah, Meziraâ, Zeribet El Oued, Garta et Oumache, où des hordes entières divaguent à la recherche de nourriture, rapportent plusieurs témoins.

H. M.

RELIZANE

8 manifestants
arrêtés

Les interpellations entamées par les éléments de la brigade compétente, au lendemain de la protestation enclenchée par la population de Sidi Saada et ayant provoqué l'interruption de la circulation sur le tronçon autoroutier, ont abouti à l'arrestation de 19 personnes, dont 8 ont été placées sous mandat de dépôt et le reste a bénéficié de la citation directe. Ils sont été accusés d'attroupement, d'émeutes et de blocage de la circulation sans autorisation. Pour rappel, la population s'était révoltée ce jour-là et a procédé au blocage de la circulation sur l'autoroute pour dénoncer l'indifférence des responsables devant les dangers liés à la récente secousse tellurique qui a eu lieu dans la région. **I. B.**

SIDI BEL ABBÈS

L'extension
du foyer
des personnes
âgées
compromise

Les travaux d'extension de l'unique foyer des personnes âgées de Sidi Bel Abbès ont été gelés depuis quelques mois. Cet arrêt est lié à des considérations d'ordre technique et financier. L'interruption des travaux, qui s'installe dans la durée, risque d'être préjudiciable à la réalisation du projet. Les travaux d'extension, qui avaient fait l'objet d'une première réévaluation financière estimée à une vingtaine de millions de dinars, risquent de subir une procédure similaire générée par l'instabilité des coûts de réalisation. Le contrat liant les services locaux concernés et l'entreprise réalisatrice a été résilié. **M. H.**

EL-BAYADH

Un mort sur la
route

L'excès de vitesse et le non-respect du code de la route ont été la cause d'un tragique accident de la circulation qui a coûté la vie, à l'aube de ce mardi dernier, au conducteur d'un véhicule de tourisme, âgé d'à peine une trentaine d'années, et blessé grièvement une autre personne qui a été transférée au CHU de Sidi Bel Abbès en raison de son état jugé grave. Ce véhicule, après avoir percuté et déraciné trois pylônes électriques, a terminé sa course folle au milieu du terre-plein de la double voie de circulation la RN 47. **R. M.**

TLEMCCEN

Un centre d'accueil
pour les femmes victimes
de violences

● Le futur centre proposera aux femmes victimes de violences une prise en charge adaptée et une panoplie de formations professionnelles.



Le futur centre viendra en aide aux femmes victimes de violences

Un centre d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales et familiales, érigé à Hennaya, à une dizaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya, sera bientôt opérationnel, le mois de septembre prochain, selon le directeur des affaires sociales M. Khaled Benhamouda. Cette structure d'hébergement et d'accompagnement, adaptée aux femmes victimes de violences, d'envergure régionale, s'étend sur une superficie de deux hectares et disposera d'une capacité d'accueil de 60 lits. Les femmes qui rejoindront ce centre y trouveront, en sus d'une prise en charge adaptée, une équipe spécialisée, les moyens nécessaires leur permettant de reconquérir

leur dignité et recouvrer une vie normale grâce à une opération de coopération avec la direction de la formation professionnelle, a souligné notre interlocuteur. Ainsi, les locataires de cet établissement spécialisé pour leur réinsertion sociale, auront à leur disposition une panoplie de formations professionnelles : la coiffure, la couture, la pâtisserie, la cuisine collective et une initiation à l'informatique. Par ailleurs, selon toujours le DAS, un autre centre spécialisé, un centre d'aide par le travail (CAT), destiné aux handicapés mentaux de 18 ans et plus pour leur réinsertion sociale et professionnelle, entrera en activité au début de l'année 2015. Ce nouveau foyer de Hennaya prendra en charge les enfants

issus des 7 centres psychopédagogiques de la wilaya, ayant atteint la majorité. Ce foyer de vie, explique M. Benhamouda, permettra à ces personnes ayant des besoins spécifiques d'exercer un travail dans un environnement protégé. Et pour assurer leur épanouissement, le CAT leur proposera des métiers, notamment ceux relatifs aux travaux de la ferme : élevage, arboriculture, culture sous serre ainsi que la poterie tout en les mettant dans des conditions de travail favorables et en leur procurant un soutien médico-psycho-pédagogique susceptible de développer leurs capacités et leur autonomie. Les produits de leur travail seront destinés à la vente et les artisans percevront une rémunération. **O. El Bachir**

BÉCHAR

L'université s'ouvre
sur le milieu professionnel

Le laboratoire de recherche universitaire en fiabilité des matériaux et structures en régions sahariennes (FIMAS) s'implique et s'ouvre sur le milieu professionnel en organisant, hier, une journée scientifique à laquelle ont participé étudiants, représentants des organismes publics de construction, des laboratoires de recherches et bureaux d'étude. Le laboratoire scientifique de recherche tente de poser les premiers jalons d'un nouveau départ par la mise en place et la promotion de canaux de communication, jusqu'ici absents, entre université-société-administration et entreprises professionnelles pour fonder les bases d'une recherche scientifique qui se veut objective, selon les organisateurs de la journée scientifique. Mais cela ne peut se concevoir et se réaliser que par « la prise en compte des problématiques locales, leur examen minutieux, pour ensuite recevoir une résolution selon la spécificité de chaque problématique », indique un intervenant. Pour donner un aperçu clair à l'étudiant appelé à choisir la filière de spécialité et participer à la diffusion de la culture scientifique dans la société,

il a été recommandé une vulgarisation autour des thématiques scientifiques et techniques qui émanent du laboratoire de recherche. Un large débat s'est instauré entre participants à cette journée au sujet des problèmes posés dans les régions du Sud et qui sont liés au génie civil, tels que les structures, les matériaux, la géotechnique et l'environnement. Mais, concrètement, les débats se sont focalisés, pour l'essentiel, sur la nécessité de la prise en considération des conditions spécifiques et l'utilisation de matériaux de construction convenant aux conditions climatiques sévères dans les régions sahariennes. Enfin, les intervenants ont mis l'accent aussi sur la préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement, à l'instar de la valorisation des déchets. La bibliothèque universitaire, lieu de la rencontre, a abrité une exposition et des affiches retraçant l'itinéraire et le processus historique de recherche de la mécanique des sols entamé à partir du 18^{ème} siècle par les pionniers de cette discipline, notamment le célèbre précurseur Charles Augustin de Coulomb. **M. Nadjah**

ADRAR

L'ex-maire de Sbâa
en prison

Encore une fois, et ce, en moins de quinze jours, la CNAS d'Adrar vient d'être victime d'une autre extorsion de fonds. En effet, cela intervient juste après l'affaire du chèque de 7.265.602,31 DA détourné par un commerçant à son profit. Cette fois-ci, il s'agit de K.A.A., l'ex-maire de la commune de Sbâa, une localité située à 40 km au nord d'Adrar et qui abrite la raffinerie algéro-chinoise SORALCHIN. Celui-ci, en qualité de gérant d'une petite entreprise de transport sanitaire, et son ami A.A., employé de la Sonatrach, ont été placés, cette semaine, sous mandat de dépôt par le procureur. Et ceci, pour le motif de falsification de documents administratifs, fausses déclarations, extorsion de fonds et abus de confiance. Les mis en cause ont été arrêtés suite à une plainte émanant de deux malades (des insuffisants rénaux) pour avoir imité leurs signatures à leur insu auprès des services de la CNAS. Une pratique qui leur permettait d'encaisser à tort des indemnités de transport non assurés. La vérification faite par la police auprès de l'institution d'assurance a confirmé les charges portées contre les inculpés. K.A.A. aurait facturé et encaissé des sommes importantes, depuis un bon bout de temps, pour des services non faits. **A.A.**

CHLEF

L'Union des entrepreneurs
intègre la Confédération
du patronat

L'union des entrepreneurs de la wilaya de Chlef a rejoint officiellement la Confédération générale du patronat du BTPH. L'assemblée constitutive du bureau de wilaya a eu lieu jeudi à l'hôtel Hadeef, sous la présidence du président de la CGP, Abdelmadjid Denouni, du vice-président chargé de l'organique et de deux autres cadres de l'organisation patronale. Les entrepreneurs présents ont, à l'unanimité, choisi le président de l'Union des entrepreneurs algériens, Abdelkader Meraini, en qualité de président du bureau de wilaya de la Confédération générale du patronat du BTPH. « C'est un militant et un défenseur infatigable des entreprises locales de réalisation », a souligné le président de la SGP à son sujet. Le débat qui s'en est suivi a été l'occasion, pour les chefs d'entreprises engagés dans des programmes de logements et d'équipements publics, de soulever une série de problèmes administratifs. Il s'agit, selon eux, de comportements négatifs qui nuisent à l'évolution et au développement de l'outil de réalisation, et risquent, par là même, de compromettre l'exécution du programme quinquennal d'habitat et des structures d'accompagnement dans la wilaya. En réponse à ces préoccupations, le président de la Confédération générale du patronat, Abdelmadjid Denouni, a demandé aux entrepreneurs locaux de « refuser tous les avis d'appel d'offres décidés en violation de la réglementation en vigueur » et de signaler à la CGP « tous les obstacles rencontrés pour l'exécution des marchés publics ». **A. Yechkour**

MASCARA

Un policier pour 170 habitants

En visite d'inspection dans la wilaya de Mascara, le Général-Major Abdelghani Hamel, Directeur général de la Sûreté nationale, a instruit, jeudi 29 mai, le chef de la Sûreté de daïra de Sig d'occuper le terrain pour contenir la criminalité et la délinquance qui sévissent dans la ville des olives. « Les échos qui me sont parvenus font état de la croissance des actes de criminalité et de délinquance à Sig. Je vous ordonne d'occuper plus le terrain et de se rapprocher autant que possible du citoyen », dira-t-il en s'adressant au chef de la Sûreté de daïra de Sig. Le DGSN a tenu, dans le même contexte, à préciser que « cette situation n'est pas étroitement liée au manque d'effectif ! La Sûreté de daïra de Sig, qui vient de bénéficier d'un nouveau siège, dispose de quelque 263 agents, tous grades confondus ». Selon les statistiques affichées, la localité de Sig, distante de 45 km du chef-lieu de la wilaya, compte 70 043 habitants et son ratio de couverture sécuritaire est de un policier pour 257 habitants. Selon M. Abdelghani Hamel, le ratio actuel en matière de couverture sécuritaire dans la wilaya de Mascara est de un policier pour 170 habitants. « Une couverture qui dépasse de loin la moyenne nationale qui est de l'ordre de un policier pour 300 habitants. Les résultats sont satisfaisants à Mascara », a-t-il déclaré aux journalistes. Côté social, 750 logements de type promotionnel aidé (LPA), destinés aux employés du secteur de la Sûreté nationale, sont en cours d'exécution dans la wilaya de Mascara et les travaux de réalisation de 150 unités sont en voie d'achèvement. En plus de ce quota, « 150 autres logements LPA sont achevés à 100 % », a révélé le wali de Mascara, Ouled Salah Zitouni. **Souag Abdelouahab**

COMMUNE DE BOUDJIMA

Les unités de soins se dégradent

● Le programme de santé de proximité initié par les pouvoirs publics n'a pas donné de résultats probants sur le terrain.

Les établissements de santé existant dans la commune Boudjima qui relèvent de l'Etablissement public de santé de proximité d'Ouaguenoun (EPSP), à une vingtaine de kilomètres au nord de Tizi Ouzou, ne répondent plus aux besoins de la population locale en matière de santé de proximité. Il s'agit de la polyclinique du chef-lieu et des deux unités de soins des villages Afir et Agouni-Oufekkous. Sur le plan des statistiques, l'administration en charge du secteur peut aisément se réjouir d'avoir assuré une «couverture sanitaire» au profit des 16 000 habitants de cette commune. Mais, l'état de ces structures en décrit tout le contraire. La polyclinique souffre de multiples insuffisances ; manque de personnel médical, absence d'une ambulance, pénurie des vaccins, des médicaments et des produits parapharmaceutiques. Etant exigüe et dans un état de décrépitude, cette structure semble faire office d'une entité administrative que d'une unité de santé pouvant accueillir les malades dans des conditions qui répondent mieux aux normes de la santé publique. Le service des urgences qui



Les structures de santé dans les localités rurales demeurent sous-équipées

jouxe la maternité fait craindre la menace de contamination des bébés, vu la proximité avec les patients. Le personnel médical réclame quant à lui l'amélioration des conditions de travail. La structure grouille de monde à chaque journée de vaccination pour enfants. Les deux unités de soins des villages Afir et Agouni Oufekkous auraient pu prendre en charge les soins et les vaccinations. Seulement, elles se sont avérées inefficaces compte tenu de leurs services très réduits qui se limitent aux pansements et aux soins légers.

Quant aux vaccins pour enfants, ils ne sont pas effectués dans ces unités qui n'assurent plus leur mission en matière de santé de proximité. «Au lieu d'emmener mon enfant à l'unité de soins d'Afir, qui est à 100 mètres de chez moi, je suis obligé de parcourir 5 km jusqu'à la polyclinique du chef-lieu pour qu'il fasse le vaccin», dira un villageois qui déplore en outre l'absence d'un médecin pour les consultations médicales au niveau des deux unités. Les autorités locales ont maintes fois saisi le responsable

de l'EPSP et le directeur de la santé (DSP) de la wilaya sur la situation qui prévaut au niveau des 3 unités de soins, mais en vain. «Le directeur de la santé avait constaté lui-même l'état dégradé de la polyclinique. Il avait promis de créer un service de consultations spécialisées à la polyclinique, la doter d'une ambulance et reprendre les vaccinations au niveau des unités de soins, mais rien de tel n'a été fait», déplore M. Akli Besline, issu du secteur de la santé, aujourd'hui élu à l'APC.

Farid Guellil

TALA AMARA (TIZI RACHED)

Le projet AEP se fait attendre

Les citoyens du village Tala Amara relevant de la commune de Tizi Rached sont en souffrance du manque d'eau potable dans les robinets en raison notamment de la vétusté du réseau de distribution qui présente des fuites depuis sa mise en service en 1991.

Le comité de ce village comptant 12 000 habitants ne cesse de saisir les autorités concernées depuis des années, mais en vain.

Cette contrée est alimentée depuis les sources des forages à partir de l'Oued Sébaou malgré le fait qu'elle est située à de 2 km seulement du barrage de Taksebt. «L'agence locale ADE procède continuellement aux réparations du réseau d'eau potable, cependant comme les conduites sont obstruées, d'autres fuites surgissent avec la pression de l'eau pompée», dira Mouloud Serik du comité de village. S'agissant des quantités d'eau distribuées, notre interlocuteur fera savoir que le quota est insuffisant, car le réservoir d'eau qui dessert le village se vide au bout de 2 heures de pompage, note-t-il. «Le problème de l'insuffisance de l'eau s'ajoute à celui des pertes considérables de cette matière vitale dans la nature. L'arrivée de la saison estivale ne fera qu'accroître le calvaire des familles qui sont plus que jamais dans le besoin en eau», ajoute Mouloud.

En outre, nous avons appris auprès des villageois que lors d'une réunion tenue

le 20 mai dernier avec le directeur des ressources en eau (DRE) de Tizi Ouzou, ce responsable a indiqué qu'un projet portant sur la réalisation d'un nouveau réseau de distribution est affecté à ce village et qu'un avis d'appel d'offres a été lancé. En outre, les villageois demandent la réfection et le revêtement de la route

principale et des axes routiers du village qui sont étroits, dégradés et dépourvus de caniveaux dans certains endroits. Pour sa part, le maire de la commune dira : «Nous ne pouvons lancer aucun projet dans ce village tant que le réseau AEP n'est pas rénové. Sa rénovation relève de la DRE», indique-t-il.

F. Guellil

AÏN EL HAMMAM

Retard dans la réhabilitation du réseau électrique

Les habitants du village El Korne Oufel-la, dans la commune de Aïn El Hammam, continuent d'attendre la mise en place du nouveau réseau électrique de basse tension. Le rojet est pourtant «inscrit dans le programme des travaux pour l'année 2011, comme l'atteste une correspondance qui nous a été adressée par le P/APC de l'époque, nous informant de l'inscription de la réhabilitation du réseau», nous informe un membre du comité de village. De nombreuses requêtes ont été adressées depuis, à toutes les autorités, y compris au ministre de l'Intérieur sans que le problème de l'ancien réseau qui date de la colonisation ne soit résolu. Plus que les désagréments

causés par la vétusté de l'installation, c'est surtout «le mépris» affiché par certaines administrations à leurs doléances qui les dépite. Dans la lettre adressée au wali de Tizi Ouzou, les villageois soulignent «le silence opposé par vos services qui ont bien reçu nos courriers, à notre recours.» Dans la requête destinée au ministre de l'Intérieur, ils soulignent le «manque de considération à notre égard qui va à l'encontre de vos instructions». L'attente, faut-il le remarquer, a trop duré et les habitants d'El Korn, toujours aussi patients, ne désarment pas. «Nous sommes déterminés à briser ce mur qui se dresse contre nos droits», termine un membre du village.

Nacer Benzekri

JOURNÉE D'ÉTUDE À L'APW QUELLES PERSPECTIVES POUR LE SECTEUR DE L'ARTISANAT ?

Dans le cadre de la 6ème édition du salon national de l'artisanat, l'Assemblée Populaire de la Wilaya de Tizi Ouzou (APW) a abrité le mercredi dernier, à son siège, une journée thématique sur l'artisanat. Des élus de l'assemblée, des représentants du secteur du tourisme et des artisans ont pris part à cette rencontre. Dans son intervention, M. Oussalem Mohamed Ouamer, enseignant chercheur à la faculté des sciences économiques de l'université Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou explique la relation entre l'économie et l'artisanat traditionnel en Algérie. «L'artisanat est un vecteur de tourisme. Cependant, dans notre pays, contrairement aux pays développés, il est très difficile de créer une activité artisanale autonome faute de moyens financiers. En outre, l'activité artisanale souffre de nombreux problèmes, à l'instar de la dynamique touristique demeurant très lente, d'où la concurrence des pays étrangers et les pays voisins particulièrement, la non structuration et l'absence d'organisation du marché artisanal et aussi le caractère embryonnaire du marketing et de gestion de l'artisanat». Pour le spécialiste, la connaissance fine de différentes branches artisanales et la création des conditions cruciales de coopération permettant de construire une activité artisanale efficiente, demeurent parmi les exigences fondamentales sur lesquelles repose l'amélioration de ce secteur.

De son côté, lors de sa prise de parole, Madame Akkache Dabbia, indique dans sa communication portant sur «le patrimoine artisanal», que la valorisation du patrimoine artisanal passe par le tourisme. Les intervenants ont interpellé les responsables du secteur sur la nécessité de mettre en place des mécanismes complémentaires entre l'artisanat et le tourisme. Rabéa Saïm

FUITE D'EAU À LA NOUVELLE-VILLE

Les habitants de la cité de EPLF de 600 logements, sise à la Nouvelle-ville de Tizi Ouzou se plaignent d'une importante fuite d'eau due à la détérioration de la conduite traversant la cité. Selon un membre du comité de la cité, cette perte d'eau considérable qui cause depuis 10 jours la dégradation du bitume sur l'axe routier ainsi que l'aire de jeu des enfants, suscite l'inquiétude auprès de la population qui craint la pollution de l'eau du robinet. «Le comble est que notre cité se situe juste en face de l'agence de l'ADE, et la fuite se passe devant leurs yeux !», souligne notre interlocuteur. Pourtant, cette fuite d'eau à été moult fois signalée au niveau du service de maintenance de l'ADE qui n'a toujours pas pu envoyer une équipe pour solutionner le problème. «En tant que membres du comité, nous avons soulevé cette fuite en eau potable aux responsables de la maintenance. Mais à ce jour, la situation ne cesse de s'aggraver dans notre résidence. Nous interpellons les services concernés à intervenir afin de mettre fin à ce gaspillage inacceptable», ajoute le résident de cette cité. Rabéa S.

MAÂTKAS INSALUBRITÉ AU CHEF-LIEU

Les eaux usées se déversant à ciel ouvert et émanant des habitations sises à proximité du dispensaire de Maâtkas, génèrent des odeurs insoutenables aux alentours. Cet état de fait cause des désagréments à l'ensemble des riverains et des passants, en plus des risques de maladies que la population encourt, avec notamment le ruissellement permanent de ces eaux dans la nature. «Nous ne pouvons pas ouvrir les fenêtres de nos maisons, tant les odeurs émanant particulièrement de deux points noirs où sont localisées ces fuites, sont trop fortes», diront des habitants de maisons avoisinantes, précisant que de multiples réclamations ont été adressées aux responsables concernés, mais en vain à ce jour. Ces lieux de désagréments sont situés, rappelons-le, à quelques encablures de la cité des 12 logements et des sièges de la daïra et de la mairie de Maâtkas. A. Ikkour

LE ROI MOHAMMED VI EN VISITE HIER EN TUNISIE

Les Marocains cherchent-ils à «marquer» Alger ?

● Rabat craint que le nouveau rapprochement tuniso-algérien ne se fasse à ses dépens et le monarque vole, lui aussi, au secours de l'économie tunisienne.



Le roi Mohammed VI cherche à placer de nouvelles entreprises marocaines en Tunisie

PHOTO : D. R.

Tunis
De notre correspondant

Le monarque marocain, Mohammed VI, est arrivé hier à Tunis pour la 1^{re} fois depuis l'avènement des révoltes arabes. Au-delà de la signature d'accords bilatéraux dans les secteurs public et privé, que vient chercher Mohammed VI derrière sa visite en Tunisie ? Le roi du Maroc est accompagné lors de sa visite en Tunisie d'une délégation comprenant une centaine d'hommes d'affaires qui ont déjà participé, jeudi, au Forum économique tuniso-marocain, tenu sur le thème «Des synergies à bâtir au service de la croissance et l'emploi». Le volet du renforcement de la coopération bilatérale est par ailleurs le principal point apparent à l'ordre du jour de la visite du monarque marocain.

En effet, Hichem Loumi, le vice-

président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Uitica) parle de trois thèmes, à savoir «l'évaluation des économies des deux pays, les opportunités d'investissement et surtout la complémentarité en matière de croissance et d'emploi». «On vise à faire de la Tunisie un hub régional, une plate-forme de correspondance, dans le but d'optimiser les marchés voisins», a-t-il précisé, en affirmant que l'objectif est de faire de «Tunisie-Maroc une plateforme compétitive pour l'internationalisation des entreprises du Maghreb».

«SE PARTAGER LE GÂTEAU»

Tout ceci est beau, mais ce n'est sûrement pas l'unique objectif du Maroc derrière ce premier déplacement de Mohammed VI dans un pays sur lequel a soufflé le «printemps arabe». De l'avis de tous les observateurs, Rabat suit avec pru-

dence le réchauffement de l'axe Tunis-Alger, suite à la venue de Mehdi Jomaa au pouvoir en Tunisie, surtout après le récent soutien financier apporté par le gouvernement algérien à son voisin de l'Est. Les relations tuniso-algériennes étaient plutôt au frigo pendant la gouvernance de la «troïka», dirigée par les islamistes d'Ennahdha. Plus encore, le président tunisien, Moncef Marzouki, se reconnaît une descendance marocaine dans la mesure où il a de la famille installée au Maroc et que son père y soit décédé et enterré. Donc, Rabat craint que ce nouveau rapprochement tuniso-algérien ne se fasse à ses dépens et le monarque vole, lui aussi, au secours de l'économie tunisienne.

Faute de financements, comme l'avait fait Alger, Rabat offre d'aider à faire de Tunis un hub régional et une plate-forme de correspondance vers les pays voisins, notamment l'Afrique occidentale, soit le

même objectif préconisé par les Marocains. «Le Maroc propose de nous allier pour se partager le gâteau et damer le pion aux Européens, au lieu de se casser la figure l'un de l'autre», ironise un homme d'affaires tunisien, qui veut garder l'anonymat.

En contrepartie, Rabat souhaiterait des facilités pour ses financements en Tunisie, notamment via Attijariwafa Bank et sa filiale tunisienne Attijari Bank. On parle des désirs marocains de s'octroyer certaines entreprises saisies aux barons du régime de Ben Ali. Il est à souligner qu'actuellement, 100 sociétés tunisiennes sont implantées au Maroc, contre 30 sociétés marocaines installées en Tunisie. Les échanges commerciaux sont encore très faibles. Le total ne dépasse pas les 250 millions d'euros dans les deux sens, malgré l'affiliation des deux pays à l'accord d'Agadir d'échanges commerciaux. **Mourad Sellami**

BRÈVES

ESPAGNE

● Six personnes chargées de recruter et d'envoyer des combattants djihadistes au Mali et en Libye ont été arrêtées dans l'enclave de Melilla au nord du Maroc, a annoncé hier le ministère espagnol de l'Intérieur. «Parmi les personnes arrêtées se trouverait le premier djihadiste espagnol revenu du conflit au Mali après être passé par les camps d'entraînement du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao)», un des groupes islamistes armés alliés à Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), selon le communiqué du ministère qui précise que l'opération, toujours en cours, a donné lieu à huit perquisitions. Le 14 mars dernier, les polices espagnole et marocaine avaient démantelé, une cellule qui envoyaient des combattants en Syrie, au Mali et en Libye. Sept personnes avaient été arrêtées, dont deux Français.

UKRAINE

● La Russie retire ses soldats massés à la frontière de l'Ukraine, a confirmé jeudi le secrétaire d'Etat John Kerry. «Les troupes qui étaient à la frontière reculent vers Moscou, pas vers Kiev», a déclaré M. Kerry à la télévision publique américaine PBS, confirmant ce qu'avait constaté mardi un responsable du Pentagone. En revanche, «il y a des preuves selon lesquelles des Russes traversent la frontière, le personnel de Tchétchénie entraîné en Russie franchit la frontière pour attiser les choses, pour engager le combat», a accusé M. Kerry. Le ministre américain s'en est ému mercredi au téléphone auprès de son homologue russe, selon le département d'Etat. Mercredi, le président tchétchène Ramzan Kadyrov a démenti avoir envoyé des militaires combattre dans l'est de l'Ukraine, sans exclure toutefois que des Tchétchènes aient pu s'y rendre de leur propre gré.

CENTRAFRIQUE

● Dix-sept personnes ont été tuées et 27 autres ont été enlevées mercredi dans l'attaque de l'église Notre-Dame de Fatima à Bangui, a indiqué hier à Genève une porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR). M^{me} Fatoumata Lejeune-Kaba a indiqué que l'enceinte de l'église abritait près de 9000 déplacés au moment de l'attaque. Cette dernière a été attribuée par des témoins à des hommes de l'ex-rébellion Séléka. Le site de l'église est maintenant totalement vide, a précisé le HCR soulignant que cela a été «la pire attaque contre un centre de déplacés à Bangui (...)». «Des églises, des monastères, des mosquées ont constitué des abris sûrs pour les déplacés. A Bangui, 32 des 43 centres de déplacés sont des institutions religieuses», a ajouté la porte-parole. Il y a au total 425 000 déplacés en Centrafrique, dont 132 000 à Bangui.

SÉNÉGAL

● Karim Wade, 45 ans, fils de l'ex-président sénégalais Abdoulaye Wade, en détention préventive depuis plus d'un an, sera jugé à partir du 31 juillet pour «enrichissement illicite» à hauteur de 178 millions d'euros, a appris hier l'AFP auprès du ministère de la Justice et de sa défense. «La date finalement retenue est le 31 juillet» pour le début du procès de Karim Wade, qui fut conseiller et ministre de son père Abdoulaye Wade qui a dirigé le Sénégal de 2000 à 2012, selon une source au ministère de la Justice. Le procès de Karim Wade devant une cour spéciale était initialement prévu en juin. Karim Wade avait été inculpé et écroué pour six mois le 17 avril 2013 à Dakar, accusé d'avoir acquis de manière illicite divers biens, dont des sociétés, des terrains et des véhicules, estimés au début à 1 milliard d'euros. Karim Wade a affirmé que les poursuites engagées contre lui étaient «politiques et fantaisistes».

MANIFESTATIONS CONTRE L'EXTRÊME DROITE EN FRANCE

La jeunesse française dit non au FN

Paris
De notre correspondant

Des milliers de jeunes, notamment des étudiants et des lycéens, ont manifesté, jeudi dernier, dans les plus grandes villes françaises pour dénoncer les idées racistes et xénophobes du Front National, victorieux des élections européennes du 25 mai, avec 25% des voix. Initiée par l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et l'Union nationale lycéenne (UNL), cette journée de colère contre la victoire de l'extrême droite en France a été baptisée «Marches citoyennes contre le F Haine». L'appel de l'UNEF et de l'UNL a été soutenu par plusieurs autres organisations de jeunesse, dont l'Union des étudiants algériens de France (UEAF), des associations féministes et des syndicats ouvriers, afin, disent-ils, d'«organiser la riposte contre l'extrême droite». La plus grande marche a été organisée à la place de la Bastille à Paris. Elle a attiré plus de 8000 personnes selon les organisateurs (4200 selon la préfecture de po-

lice). Le cortège a battu le pavé jusqu'à la place de la République en lançant des slogans très hostiles au FN. A la veille des marches conjointes partout en France, les organisateurs ont rendu public un communiqué dans lequel ils expliquent ce qui motive leur démarche. Ils y appellent la classe politique française à faire barrage à l'extrême droite, rappelant le sursaut citoyen contre Jean-Marie Le Pen en avril 2002. Pour eux, la victoire du Front National aux élections européennes est «un nouveau séisme démocratique». «Avec une abstention particulièrement élevée, puisqu'elle concerne près de 57% des électeurs, ce scrutin illustre la profonde crise démocratique que traverse le pays», ont-ils écrit. Ce qui les rend «plus inquiets», c'est le «vote FN» des jeunes qui ne cesse d'augmenter. «Pourtant, ce vote n'est pas à l'image de la jeunesse. Dans leurs engagements, leur mobilisation et leur combat, les jeunes portent des valeurs d'égalité, de solidarité et d'ouverture sur le monde qui sont à l'opposé de celle de l'extrême droite», ont-ils regretté. Et de rajouter : «Nous

refusons que l'extrême droite soit le porte-parole de notre contestation... Le Front National à 25%, ce n'est pas notre France !» Ces jeunes de gauche et d'extrême gauche, qui sont descendus dans la rue pour «imposer leur voix», pensent que les élections européennes de 2014 «sont d'abord une sanction pour les politiques libérales menées en Europe... et sont également une sanction pour le gouvernement (français ndlr)». Ils se sont adressés directement au gouvernement socialiste : «C'est nous que le gouvernement doit entendre. Pour en finir avec l'extrême droite, il doit tenir ses engagements, concrétiser la priorité jeunesse, écouter ceux qui l'on porté au pouvoir et qui attendent maintenant qu'on leur rende des comptes.» A signaler que la Confédération générale du travail (CGT) appelle à une journée de grève et de manifestation le 26 juin contre le résultat des élections européennes et avant la conférence sociale des 7 et 8 juillet, a indiqué, mercredi 28 mai, son secrétaire général, Thierry Lepaon.

Samir Ghezlaoui

ARTS & LETTRES

FRONTON

Quand le béton...

PAR AMEZIANE FERHANI

J'étais dans notre beau Sahara, contemplant le lever du soleil, aussi spectaculaire que son coucher, moins la pointe de nostalgie. Et quand la lueur naissante fit place à une douce radiation lumineuse puis enfin à l'aurore, dans un decrescendo de rouges, d'oranges et de mauves, je découvris avec horreur que les dunes étaient devenues grises. Totalement grises à perte d'horizon. En me rapprochant, il m'apparut qu'elles avaient été entièrement recouvertes de béton. Elles avaient gardé leur forme mais, sous la chape meurtrière, elles avaient perdu la soierie de leur grain, l'élégance de leur mouvement immobile et les nuances de leurs couleurs. Elles avaient perdu toute âme. Je me souviens que je fis l'effort de réfléchir, me demandant ce qui avait bien pu justifier un tel massacre et un tel gaspillage. Avait-on voulu fixer les dunes pour stopper la désertification ? Voulait-on les rendre carrossables ? D'effroi, je me réveillais. J'allais d'abord vers ma bibliothèque pour y consulter *l'interprétation des rêves* du seul Sigmund célèbre et *Le Livre secret des rêves* de Cheikh Abou Hend. Mais, les ayant lus, je savais qu'ils professaient — rare point où ils ne divergent pas — que toute activité onirique, agréable ou détestable, prend source dans la vie réelle.

Je me rendis compte alors qu'en roulant à Alger, mes yeux avaient machinalement enregistré une image : le recouvrement total par du béton de la falaise sur laquelle se situe le cimetière d'El Madania où repose notamment le maître du chaâbi, Hadj Guerrouabi. Objectif apparent : rouvrir à la circulation le pont fermé pour cause de chutes de pierres. Voilà, semble-t-il, que le même traitement va être infligé, plus haut, à la montée vers Riad El Feth pour étouffer le mur naturel de calcaire et ses aloès d'origine. Et, dans la descente entre le pont d'Hydra et Bir Mourad Raïs, le même béton projeté a commencé à envahir les abords droits de la route. Des chantiers sans panneaux ni informations pour citoyens indignes de savoir et de dire mot sur leur cadre de vie.

Alors que ça et là on constate des efforts d'embellissement végétal et floral, que signifie cette technique jamais encore pratiquée dans le monde, à ma connaissance ? Imaginez que toutes les percées et parois naturelles d'Alger, et il en existe plusieurs qui font aussi la personnalité et le charme de la ville, soient enterrées sous ce béton monstrueux et agressif. Déjà que la Mitidja, le littoral et tant d'endroits de notre (belle) Algérie se trouvent noyés et défigurés par ce matériau. Certes, il y a tant à construire. Mais cela doit-il se faire contre la nature ? Quand donc cessera l'alliance du béton et de la bêtise qui fonde l'entreprise d'enlaidissement systématique du pays ? Pourtant, nombre de décideurs, de retour de voyage, ne manquent pas dans leur intimité — et avec poésie parfois — de louer la beauté et l'harmonie des villes étrangères qu'ils ont visitées !

ZESTE D'ÉCRITURE

« Plus bas, piquetés de rangées de figuiers de Barbarie, de maigres champs de blé s'échinaient à coller aux flancs de la montagne. On eut dit que, d'un moment à l'autre, n'en pouvant plus, ils lâcheraient prise et s'écraseraient dans la vallée ».

Anouar Benmalek
Le poumon étoilé

PARUTION DJAOUT ET LES ARTS PLASTIQUES



"LES CASBAH NE S'ASSIÈGENT JAMAIS" DE KHADDA (MNBA)

Metteur en signes

PAR WALID BOUCHAKOUR

Poète, romancier et journaliste, Tahar Djaout était aussi un fin connaisseur du monde de la peinture algérienne qu'il a accompagné par ses articles, ses entretiens et ses critiques journalistiques. Dans sa riche production de journaliste culturel qui s'étale sur près de deux décennies, les arts plastiques sont la discipline la mieux représentée avec la littérature. Entre son premier compte rendu d'une exposition de Martinez dans *El Moudjahid Culturel* en 1976 et ses derniers portraits de jeunes artistes dans *Algérie Actualité* à l'aube des années 90', Djaout n'a cessé de scruter les tendances, les développements et les impasses qu'a connus la scène picturale en cette période charnière, tant sur les plans politique et économique que culturel de l'Algérie. L'ensemble de ces articles touchant aux arts plastiques a été regroupé en un beau livre édité par les éditions Kalima sous le titre *Une mémoire mise en signes (écrits sur l'art)*. Un document précieux pour l'histoire de l'art en Algérie. Les critiques, entretiens et enquêtes de Djaout, réunis par Michel Georges Bernard, qui a déjà consacré plusieurs écrits à ce sujet, nous offrent une vue

d'ensemble de l'évolution de la peinture algérienne moderne entre les grandes figures des fondateurs, encore en activité alors, et les nouvelles expérimentations des jeunes artistes qui s'affirmaient progressivement à l'ombre des premiers. Les concepteurs de l'ouvrage ont opté pour un ordre thématique plutôt que chronologique dans la présentation des articles, mais la préface de Hamid Nacer-Khodja et la postface de Michel Georges Bernard, ainsi que les notices biogra-

instinct de poète, sa large culture et ses idéaux culturels lui ont permis de naviguer avec assurance dans le monde des arts plastiques. Il militera pour une peinture libérée de tous les carcans, y compris celui de « l'authenticité » qui tournait souvent à une folklorisation et celui de l'engagement « révolutionnaire » quand il se résument à des slogans vides de sens pour artistes en mal d'inspiration. Sur la trentaine d'articles réunis, on notera que Djaout évoque surtout les artistes qu'il aime et qu'il admire, s'attardant très peu sur les autres. Le critique fait part plutôt de ses admirations que de ses déceptions et ne signale les faiblesses d'une œuvre qu'allusivement. Son exigence d'honnêteté intellectuelle et son respect du métier de journaliste (même s'il disait le considérer comme un simple « gagnepain ») l'amèneront à multiplier les entretiens et les enquêtes sur le terrain afin de donner l'image la plus fidèle de son sujet. Deux événements balisent la période que recouvrent les articles de Djaout, comme le note Hamid Nacer-Khodja dans sa préface : la consécration de Martinez par sa première rétrospective en 1976, et le décès de Mohamed Khadda en 1991. Ces deux artistes occupent justement une place particulière dans ses écrits et sa carrière journalistique et littéraire.

Suite en page 12

Un document précieux pour l'histoire de l'art en Algérie.

phiques des artistes cités permettent de replacer les textes dans leur contexte. De par leur densité et leur continuité, ces articles nous permettent de retrouver les tendances artistiques importantes de leur époque. Tahar Djaout a vécu l'effervescence de la peinture du signe post-Aouchem, avec ses réussites et ses limites, il a analysé la crise multifactorielle des années 80' et a porté les espoirs de renouveau de 1988. Djaout n'est certes pas un critique d'art professionnel, mais son

MAIS ENCORE...

■ À L'AFFICHE	Suite Parution : Djaout et les arts plastiques	12
■ À LA VOLÉE	Poésie/ Lacheraf et Bacha/ Slim en smoking/ Manga Café/ René Sintès/ Naqd...	13
■ À VRAI DIRE	Ahcène Assous, directeur du Théâtre régional de Sidi Bel Abbès	14 et 16
■ À SUIVRE	Festival de la Création féminine : Comme grains en sauce/ Cannes : Le dernier mandat	15

Pour écrire à Arts & Lettres, bienvenue sur notre adresse email : arts-lettres@elwatan.com

IL MILITERA POUR UNE PEINTURE LIBÉRÉE DE TOUS LES CARCANS, Y COMPRIS CELUI DE «L'AUTHENTICITÉ» QUI TOURNAIT SOUVENT À UNE FOLKLORISATION, ET CELUI DE L'ENGAGEMENT «RÉVOLUTIONNAIRE» QUAND IL SÉ RESUMAIT À DES SLOGANS VIDES DE SENS POUR ARTISTES EN MAL D'INSPIRATION.

À L'AFFICHE

PARUTION DJAOUT ET LES ARTS PLASTIQUES

Loin de se confiner à la célébration des artistes confirmés, Djaout s'intéressait également à ceux de sa génération

Martinez est l'artiste le mieux représenté quantitativement, avec pas moins de cinq articles, mais aussi l'un des plus encensés. Il apprécie ses recherches sur le patrimoine culturel et, surtout, les libertés qu'il prend à redéfinir ses éléments dans son œuvre. Djaout estime que Martinez «fera siens les multiples explorations et les multiples alphabets. Il les forcera à se mouler dans sa réalité propre et à la dire sans fard.» Cette affinité peut également s'expliquer par l'intérêt que portait Martinez à la poésie et qui se concrétisera par plusieurs illustrations de recueils poétiques dont deux de Djaout. Au-delà d'une simple collaboration entre un peintre et un poète, Djaout y voyait un dialogue et des correspondances possibles entre les deux disciplines artistiques. Ainsi, il décrivait les illustrations de Martinez comme un véritable magma textuel et poétique : «Grouillement de points et de mots. Genèse de syllabes et de hachures. Nouveau texte en train de naître d'un bouscèlement d'horizon». En outre, dans un texte écrit pour une exposition de Martinez, Djaout donne une définition du rapport de la peinture à la représentation qu'on pourrait reprendre quasiment mot à mot pour définir le rapport de la poésie (et particulièrement celle de Djaout) à la langue : «La vraie peinture n'entretient aucune relation avec la signification utilitaire des choses qu'elle représente. Les choses sont arrachées à la gangue des significations arrêtées, lavées de leur gangue de servitude et haussées au niveau de suggestions qui ouvrent des portes insoupçonnées devant notre regard, nous exhortant à aller toujours plus loin dans l'exploration.»

La même aspiration à la fusion entre l'écrit et l'image donne naissance à *L'Oiseau minéral*, recueil de huit poèmes de Djaout illustrés par Mohamed Khadda. Ce dernier donnera plus tard le même titre à une œuvre inspirée de la poésie de Djaout, et ce dernier écrira à son tour le poème *Olivier* qui convoque la peinture de Khadda à travers son arbre fétiche. La boucle est bouclée en 1990 quand Khadda reprend le poème dans sa dernière exposition, quelques mois avant sa mort. Le dialogue se poursuivra même au-delà de la mort avec le poème *Voyage dans le soleil* qu'écrivait Djaout l'année suivante à la mémoire du peintre. Parmi les fondateurs de la peinture



ŒUVRE DE HAMID TIBOUCHI

dans une expo parisienne), Djaout admire évidemment la révolte de «l'écorché vif», Issiakhem, et se laisse volontiers séduire par l'enchanteresse simplicité des compositions de Baya. Mais, s'agissant de Khadda, le journaliste quitte, presque malgré lui, sa distance critique pour laisser libre cours à sa verve poétique. Là encore, le poète trouve à lire dans la peinture et les correspondances se tissent naturellement : «Le peintre, calligraphe et décrypteur, parvenu au terme de son alphabet et de sa lecture, peut enfin exhumer et nommer les veines et les rythmes souterrains, les signes essentiels du monde». Parmi les articles de Djaout, on retrouve également une précieuse interview, réalisée en 1981 pour *Algérie-Actualité*, où M'hamed Issiakhem se confie longuement sur ses visions artistiques et ses jugements sur l'évolution de la scène artistique. Le jeune journaliste avait réalisé la gageure de s'introduire dans l'intimité de ce créateur au tempérament bien trempé, au sein-même de son atelier. Il évoque une anecdote qui illustre bien l'approche particulière de cet homme habité par son art. Devant la toile d'une esquisse de femme, le peintre prend son pinceau trempé d'encre noire et s'écrit : «Regarde, je vais la faire pleurer», avant de faire couler deux traînées sombres de ses yeux. Djaout est fasciné par ce géant de la peinture qui se refusait à toute mystification et préférerait aux trompettes de la gloire «un métier qu'il jugeait d'utilité publique: dessinateur de portraits-robots à la Sécurité nationale». Le peintre revient sur les difficultés qu'il y avait à imposer un art pictural algérien en dehors des canons et des clichés de l'orientalisme dominant durant l'ère coloniale. Il évoque également les espoirs de l'indépendance et la création de l'Union nationale des arts plastiques (UNAP) dont il juge sévèrement les fourvolements bureaucratiques et politiques ultérieurs. Il juge aussi sévèrement l'usage abusif du signe sous prétexte, et en gage, de quête identitaire et le replace comme un élément parmi d'autres dans l'évolution d'un artiste. Interro-

gé sur l'évolution de son œuvre, Issiakhem répondra avec son sens de la formule cinglante : «Avant la guerre, c'était la souffrance, durant la guerre, c'était la souffrance et après la guerre, il y a eu encore la souffrance. Il y a une continuité dans mon œuvre.» Plus tard, Djaout rendra un vibrant hommage au peintre décédé en 1985 à travers un article intitulé *Faire avouer aux choses leur vérité*. Loin de se confiner à la célébration des artistes confirmés, Djaout s'intéressait également à ceux de sa génération, tels que Rachid Koraïchi, Arezki Larbi, Salah Slama ou Hamid Tibouchi. Ce dernier, en plus des liens d'amitié, attire particulièrement son intérêt par son œuvre qui s'exprime tant en peinture qu'en poésie, «ces deux sœurs mémorielles», selon l'expression de Djaout qui lui confiera l'illustration de son recueil *Insulaire & Cie*. La sculpture et la gravure trouvent également leurs places, notamment avec le graveur Mokhtar Djaâfer qu'il présente avec un art consommé de portraitiste : «Avec son apparence de guerrier mogol, Mokhtar Djaâfer semble prédestiné à se battre contre les matériaux rétifs, à s'acharmer sur les aspérités et les débordements — à commencer par son propre crâne où aucune esquisse de chevelure n'est tolérée». Son séjour de deux années à Paris permet à Djaout de connaître et de faire connaître les artistes algériens qui y vivent, à l'image de Rachid Khimoune, Abderrahmane Ould Mohand, Amara Mohand ou du photographe Djamel Farès. Il consacre un article d'ensemble à la présence des Algériens sur la scène artistique parisienne intitulé *Ces artistes prisonniers du froid*. De retour à Alger, Djaout poursuit sa prospection de nouveaux talents jusqu'au début des années 90' avec des articles sur la jeune Ferial Kouadria et Karim Sergoua «sur le sentier de la guerre» pour imposer ses déroutantes installations.

Sur un plan plus large, Djaout a laissé des enquêtes de grande valeur sur l'usage de la calligraphie en peinture (*Devenir du signe*) et sur le marché de l'art algérien, ou plutôt sur son inexistence, comme le dit bien le titre de l'article *Autopsie d'un fantôme*. On lui doit également deux articles de réflexion d'ensemble sur le devenir des arts plastiques. Le premier, intitulé *Où en sont les arts plastiques ?*, brosse un tableau sans concession de la réalité de la scène artistique en 1981 entre l'exclusion des fondateurs et l'étouffement des nouvelles expressions par des institutions soumises à l'arbitraire des décideurs. Soucieux de dépasser le simple constat, Djaout enchaîne deux mois plus tard par une réflexion d'ensemble qui brasse très large, depuis les peintures rupestres aux dernières expérimentations de l'art contemporain, pour interroger les raisons de la crise. L'article intitulé *Une mémoire mise en signes*, qui donne d'ailleurs son titre à l'ouvrage, se termine par des propositions pour le plasticien tel que l'impératif d'une «recherche de nouvelles sensibilités, de nouveaux langages et de nouveaux engagements pour la société dont il partage les interrogations et les espoirs». En parcourant les articles de Tahar Djaout, nous retrouvons les mêmes aspirations que dans ses œuvres littéraires pour un langage renouvelé et une expression libérée. Toute l'utilité de ce recueil d'articles est justement de reconstituer le parcours que Djaout a tracé sur plusieurs sentiers mais dans la même direction, celle de «la famille qui avance».

W. B.



LES AURESSIENNES D'ISSIAKHEM

algérienne moderne, Khadda est probablement celui dont Djaout se sentait le plus proche. Il appréciait chez lui l'effort de réflexion sur l'évolution artistique de l'Algérie et citait d'ailleurs ses écrits en guise d'éclairage dans ses articles. Il estimait également son engagement citoyen et son militantisme politique. Mais l'affinité entre les deux artistes est peut-être plus profonde que cela et se situe précisément sur le plan artistique. L'auteur de *L'invention du désert* appréciait chez Khadda cette recherche d'absolu à travers le dépouillement des formes et de l'expression. Un absolu qu'exprime très bien l'article intitulé *Décharnement et plénitude* à propos d'une rétrospective au Musée des Beaux-Arts d'Alger. Il décrivait ainsi les toiles : «Lavées et essorées à l'extrême, elles ne retiennent dans leurs serres que l'essentiel : ces couleurs et cet élan qui résument pour nous le drame». Dans un autre article à propos des pionniers de l'art moderne algérien (Issiakhem, Baya et Khadda réunis



PHOTO : D. R. DJAOUT ET MARTINEZ

À LA VOLÉE

BRÈVES... ... ET AUTRES NOUVELLES

POÉSIE

Amine Khene

L'Algérie sera présente au 24^e Festival international de Poésie de Medellin, en Colombie, qui aura lieu du 19 au 27 juillet prochain, annonce l'APS qui tient l'information des organisateurs. Le poète Amine Khene a, en effet, été invité à cette manifestation, l'une des plus importantes du genre au monde, qui attire, en moyenne, plus de 100 000 personnes ! Ce qui peut montrer que la poésie continue à passionner. Né à Alger en 1958, Amine Khene, haut fonctionnaire international, poursuit depuis son plus jeune âge sa verve poétique. Il a publié plusieurs recueils. Le dernier, *Arabian Blues* (2012) lui a valu de belles distinctions : le Prix Méditerranée Nikos Gastos et un Prix de poésie de l'Académie française.

REVUE A.L.A.

Lacheraf et Bacha



La revue algérienne éditée à Paris, *Algérie Littérature / Action* (n°177-180, janvier-avril 2014) reprend un document précieux : le numéro spécial sur Mostefa Lacheraf de «*Réflexions et Perspectives*» (n°2, 2012), publication de l'Université d'Alger 2. On y trouve également des comptes-rendus de lectures et surtout un important dossier consacré à la céramiste et potière Ouiza Bacha (1936-2013). Voici une artiste-artisane qui mérite d'être mieux connue en Algérie, elle qui est reconnue mondialement par les spécialistes. La poterie n'étant plus confinée à l'artisanat (traditionnel toujours ou moderne rarement) se découvre en art majeur dans les mains de fée et les yeux du cœur de l'enchanteresse Bacha. Motifs, formes, symboliques berbères rejoignent l'éternel méditerranéen, pour notre plus grand ravissement. Des personnalités telles que Ben Mohamed, Tahar Yami, Arezki Métrif, Dalila Morsly, Ali Silem (par les textes) ou Aimé Contejean, Denis Martinez, Pierre-Yves Morvan (par les illustrations), saluent sa mémoire en lui rendant un hommage qu'elle n'a point mérité. A quand, en Algérie, une exposition-hommage à cette artiste qui compte tant d'admirateurs ici et dans le monde ?

CANNES

Slim en smoking



Le dessinateur Slim s'est plié de bonne grâce au rituel de la montée des marches du dernier Festival de Cannes, bien que les paparazzis aient déploré l'absence du Gatt, le chat de ses élucubrations bouzidesques. Slim était là comme «acteur» du film documentaire du réalisateur roumain, Radu Mihaileanu, «*Caricaturistes, douze fantassins de la démocratie*» programmé dans les Séances Spéciales de Cannes (hors-compétition). Le film présente ses sujets comme «*douze fous formidables, drôles et tragiques, des quatre coins du monde*» qui «*défontent la démocratie en s'amusant*». Le film sera distribué très prochainement en France dans les salles de cinéma. Il reste à savoir comment, à Oued Besbès, les personnages de Bouzid et Zina ont perçu leur créateur en smoking. Avec fierté sans doute.

PROJECTION

«De rouille et d'os»



René Sintès : un artiste oublié d'Alger

L'exposition que le Centre culturel algérien de Paris a dernièrement consacrée à René Sintès a connu un grand succès, lié à la création de l'artiste, à son destin terrible et au fait qu'il soit rarement évoqué. Né en 1933 à Alger, il a grandi dans l'amour de la ville et de ses habitants, refusant la ségrégation coloniale. Ses opinions politiques, si non humanistes, lui coûtèrent cher. Il fut enlevé le 25 mai 1962 par un commando de l'OAS. Son corps ne fut jamais retrouvé mais son œuvre, connue à partir de 1950, est demeurée. Le didac-

Invité par l'Institut français, le réalisateur Jacques Audiard sera aujourd'hui à la Cinémathèque d'Alger pour présenter son film, *De rouille et d'os* (2012, 120') et en discuter avec le public. Avec une belle distribution, centrée sur Marion Cotillard et Mathias Schoenaerts, le film raconte l'histoire émouvante entre Ali, qui vient de découvrir son fils qu'il connaît à peine, et la belle Stéphanie, dressée d'orques dans un parc marin. En plein spectacle, elle est victime d'un accident et devient handicapée. Alors qu'elle n'a vu Ali qu'une seule fois, elle va lui téléphoner du fond de son fauteuil roulant. Entre eux va se nouer une relation forte et empreinte d'une passion peu commune. Le film a obtenu de nombreux prix. Salle de la Cinémathèque, rue Larbi Ben M'hidi, Alger. Entrée sur carte d'accès. Envoyer mail à (evenementcinema.alger@if-algerie.com). Faites vite !

MANGA

Café à bulles



Le site culturel Viniculture signale un projet de Manga Café à Alger, lancé par HB Editions. Les promoteurs lancent un appel aux dessinateurs algériens de mangas pour participer à la décoration. Le site promet d'informer régulièrement de l'état d'avancement. On notera que c'est le deuxième lieu du genre qui fait référence à l'univers du 9^e art puisqu'à Ben Aknoun, face au stade, il existe, depuis une année, un sympathique café-restaurant nommé «*Caricatures*». Passion de BD et lieux thématiques vont bien ensemble.

VIDÉOS, CLIPS ET DROITS D'AUTEUR

Google, ONDA, même combat

Une convention pour la protection des vidéos et clips algériens diffusés sur Youtube sera signée le 12 juin entre l'Office national des droits d'auteur et droits voisins et Google, a annoncé, samedi à Oran, Sami Bencheikh El Hocine, directeur général de l'Office. L'annonce a été faite à l'ouverture d'une journée d'études sur «*le patrimoine culturel entre savoir et savoir-faire à l'ère du numérique*», organisée en collabora-

tion avec l'Université d'Oran dans le cadre du Mois du Patrimoine et, ce, en présence d'universitaires, d'artistes, d'écrivains et d'hommes de culture. «*Ce sont des royalties qui seront versées par Google à l'ONDA pour toutes les vidéos algériennes exploitées sur le Net*», a-t-il souligné, ajoutant que «*c'est une initiative dédiée à tous les artistes qui doivent désormais percevoir leurs droits via l'ONDA*».

ANECDOTE

De drôles d'oiseaux !

L'écrivain britannique, Ian Fleming, créateur du personnage James Bond 007, était passionné par les oiseaux. Pour nommer son héros, il a donc simplement pris l'identité d'un chercheur en ornithologie, le P^r James Bond. L'histoire ne précise pas comment le savant a pris la chose, mais on n'a pas connaissance de protestation de sa part. Dans l'un des films de la série, *Meurs un autre jour*, on peut voir l'acteur Sean Connery se faire passer pour un ornithologue et lire un ouvrage du «vrai» James Bond. Peut-être que Ian Fleming voulait signifier que les espions sont de drôles d'oiseaux ?

FESTIVAL DE LA BD DE MONTRÉAL

L'Algérie, invitée d'honneur

Belle consécration pour le 9^e art algérien mis en avant par le Festival international de la BD de Montréal (30 mai au 2 juin). Le clou de cette participation, organisée par l'AARC en partenariat avec le FIBDA, est une grande exposition sur la BD algérienne qui restera un mois au Canada. Elle comprend 60 panneaux présentant les deux générations d'auteurs. Les visiteurs pourront rencontrer Slim, Djilali Difali, l'Andalou et Saïd Abaou. Deux débats sont prévus : «*Découverte de la BD algérienne*» par Dalila Nadjem, commissaire du FIBDA, et «*BD d'Algérie et du Québec*» avec des auteurs. Également au programme, le spectacle «*Algérie-rien*» de l'humoriste et bédéiste, Gyps. Un espace est consacré à l'édition de BD dans tous ses genres dont le Manga-DZ. Vu l'importance de la communauté algérienne dans ce pays, on s'attend à un rush.



PHOTOS : D. R.

REVUE NAQD

Géostratégie

Avec la haute tenue intellectuelle à laquelle elle a habitué ses lecteurs, la revue *Naqd* vient d'édition un numéro spécial sur «*La nouvelle donne géostratégique : Maghreb/Machreq et Sahara/Sahel*». Elaboré par des universitaires ou spécialistes algériens et étrangers, le dossier permet d'interroger une brillante actualité avec le recul nécessaire de l'analyse pour aboutir à un inventaire des tendances. Un outil indispensable pour les chercheurs et journalistes qui travaillent sur ces questions, comme pour les décideurs.

«J'AI PEUR QUE SI L'ON CONTINUE AINSI, ON NE SE RETROUVE DANS LA SITUATION DU THÉÂTRE TUNISIEN SOUS L'ANCIEN RÉGIME/ LA CENSURE ÉTAIT SI FÉROCE QUE LES ARTISTES ÉTAIENT OBLIGÉS DE TRAVAILLER LES SYMBOLES ET LES LUMIÈRES/ EN ALGÉRIE, IL N'Y A PAS DE CENSURE ET NOUS SOMMES POURTANT EN PLEIN DEDANS !»

À VRAI DIRE

AHCENE ASSOUS DIRECTEUR DU THÉÂTRE RÉGIONAL DE SIDI BEL ABBÈS

«Passeurs d'émotions, pas de discours»

Un regard acéré mais lucide, et une vision de changement...

PAR FAYÇAL MÉTAOUI

Vous plaidez pour l'amélioration de la qualité des productions théâtrales pour drainer le public vers les salles...

Nous sommes dans une période de refondation de l'activité théâtrale. Seulement, nous constatons dans cette refondation une négation de ce qui a été fait auparavant. Or, nos aînés nous ont laissé beaucoup de choses. On peut citer Rachid Ksentini, Mahieddine Bachtarzi, Allalou (Ali Sellali), Rouiched, Mustapha Kateb, Kateb Yacine, Abdelkader Alloula, Ould Abderrahmane Kaki... Tous ces créateurs et leurs comédiens visaient le grand public. Et ce grand public

leur parlent pas en tant qu'Algériens. Il faut revenir aux fondamentaux, à ce qu'on fait nos aînés comme Kateb Yacine qui avait mis de côté le français, lui préférant l'arabe populaire. Un arabe compris par les intellectuels et la grande majorité des spectateurs. Les pièces de Kateb Yacine remplissaient les salles. On peut également prendre l'expérience de Abdelkader Alloula, de Rouiched jouant l'Algérois de La Casbah ou de Hassan El Hassani incarnant le personnage populaire venu de la campagne... Tout cela a disparu. On cible les salles des grandes villes en oubliant les petites villes et villages. Notre but est d'attirer le grand public. Pour cela, il faut faire un théâtre qui fasse plaisir aux spectateurs. Là, on est à côté !

Vous semblez avoir des craintes pour le futur...

J'ai peur que si l'on continue à ce rythme, on ne se

Les comédiens qui y participent sont satisfaits de la présence nombreuse des spectateurs. Le rôle des théâtres régionaux est justement de défendre et d'assurer le service public. Ils doivent donc aller là où le public existe. Nous l'avons fait avec Kateb Yacine dans l'Action culturelle. Nous avons joué dans les théâtres antiques, sur les places publiques, dans les villages, dans les petites salles, au TNA et ailleurs. Si le spectacle interpelle le public, il peut fonctionner partout.

Faut-il interpellier le public par les thématiques ?

Pas uniquement les thématiques. Mais également les formes. Je considère que le théâtre, c'est l'art du comédien. Donc, on peut jouer une pièce dans n'importe quel espace. Aussi, est-il important de souligner que la mission des théâtres régionaux doit être repositionnée de sorte à élargir les territoires des représentations théâtrales au niveau national. Il faut aussi s'intéresser à ce qui se passe dans les grandes villes, étudier le public qui se déplace pour les spectacles, celui qui ne vient pas, s'intéresser aux spectacles produits. Aller vers le public signifie également changements des formes. Autrement dit, se débarrasser de toutes ces lourdeurs qui n'apportent rien, se concentrer sur les comédiens et sur les textes. Des textes qui posent des questions artistiques. Cela peut amener les artistes à réfléchir sur d'autres produits, d'autres textes.

Les textes algériens, notamment...

Oui. Nous avons un riche répertoire qu'il faut explorer. Trop de textes noirs sont montés sur scène actuellement. Avec tout le respect que j'ai pour les auteurs moyen-orientaux, je dirais que nous ne sommes pas dans la même situation. J'ai remarqué que plusieurs troupes puisent dans ces textes. C'est une tendance liée probablement à la langue. La nouvelle génération maîtrise l'arabe. Les metteurs en scène trouvent donc une certaine facilité à reprendre des textes du Moyen-Orient ou des pays du Golfe. Mais, la manière dont ces textes sont présentés au public algérien pose problème. Le public ne se sent interpellé ni par la forme, ni par les codes et les références. Je parle de mon expérience au Théâtre de Sidi Bel Abbès. J'ai une relation avec le public. Un public qui paye sa place pour les représentations. Il y a des spectacles qui n'attirent pas les spectateurs. Parfois, les spectateurs ressortent en pleine représentation...

Et que réclame le public actuellement ?

Le public réclame la comédie. Jean Cocteau (dramaturge et cinéaste français) a dit un jour que «l'humour est la politesse du désespoir». Nous souhaitons avoir sur scène des spectacles comiques. Kateb, Alloula, Rouiched, Allalou, Hassan El Hassani, Hadj Abderrahmane ont tous fait de la comédie. Les jeunes comédiens algériens qui font dans le stand-up rencontrent du succès partout. Ils parlent le langage du public à qui ils s'adressent avec des problématiques qui intéressent ce même public. Les 15-20 ans remplissent les salles lorsque les spectacles leur parlent, payent leurs tickets et entrent en salle. Pourquoi les jeunes qui font du stand-up drainent-ils les foules ? Il y a sûrement une explication. La comédie fonctionne bien ailleurs dans le monde. Les one-man-shows, les grandes comédies drainent les foules. Les théâtres régionaux doivent, à mon avis, réviser les thématiques, les visions esthétiques et artistiques. On devrait en débattre dans chaque festival, organiser des colloques pour aller vers la profondeur des choses, s'interroger : «quel théâtre pour quel public» ? Il ne faut pas qu'on continue sur une voie qui ne mène nulle part. Alors débattons ! Les spectacles tragiques joués sur les scènes algériennes sont souvent noirs. La tragédie est entre le blanc et le noir. C'est une palette de couleurs. Le problème est donc dans la manière de mettre en scène la tragédie, l'interprétation, les codes utilisés. La société est sur une rive, l'art théâtral algérien sur une autre ! Le théâtre est hors débat ! A charge aux hommes de théâtre de remonter la pente. Il faut donc commencer à y réfléchir. Nous sommes des passeurs d'émotions, pas des passeurs de discours.

Suite en page 16



PHOTO: D. R.

«Nous avons affaire à des spectacles formatés. Parfois, nous assistons presque à des épisodes de feuilletons syriens sur scène !»

existait autant que ce qu'on appelle l'élite. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'on ne prend pas le public en considération dans les créations. Peter Brook (dramaturge britannique) disait : «Répétition, représentation, assistance». Là, on s'éloigne de notre public par certaines pièces qu'on voit partout au niveau du pays.

Que peut-on reprocher justement à ces créations ?

Les visions scéniques, les textes et les thématiques ne sont pas ancrés dans le vécu des Algériens. On oublie de se poser des questions sur la manière avec laquelle le texte dramaturgique devrait arriver au grand public. Ce n'est pas un problème de langue. Aujourd'hui, presque 80% des spectacles sont en langue arabe moderne, je n'aime pas le terme d'arabe classique ou littéraire. Tout est dans la manière avec laquelle les metteurs en scène conçoivent les spectacles, dans la manière avec laquelle les comédiens prennent en charge la langue arabe... On a l'impression que l'âme algérienne n'existe pas dans certaines pièces. Nous avons affaire à des spectacles formatés. Parfois, nous assistons presque à des épisodes de feuilletons syriens sur scène ! Quand le Syrien utilise l'arabe, il le fait avec l'âme syrienne. Cela apparaît dans la manière d'interpréter le texte. Des spectateurs nous disent parfois que les pièces ne les interpellent pas, ne

retrouve dans la situation du théâtre tunisien sous l'ancien régime. La censure était tellement féroce que les artistes étaient obligés de travailler les symboles et les lumières. En Algérie, il n'y a pas de censure et nous sommes pourtant en plein dedans ! Les auteurs, metteurs en scène et comédiens devraient débattre, réfléchir à ces questions. Ce n'est pas le débat de l'administration, c'est celui des créateurs. Un débat qui n'existe pas encore.

Les théâtres régionaux devraient-ils tourner leurs spectacles dans leurs propres régions, jouer des pièces dans les villages, la campagne, pour atteindre cet objectif ?

On n'invente rien, cela a été fait avant nous. Par exemple, le fameux train théâtral du TNA des années 60'. Un train qui avait sillonné l'Algérie avec les artistes à bord, s'arrêtait dans les petites gares et les villages pour des spectacles. Kateb Yacine avait organisé le théâtre populaire. Alloula a fait la même chose. Nous avons malheureusement perdu cette tradition. Les théâtres régionaux produisent des pièces qui ne sont présentées que dans les maisons de culture et des théâtres urbains. Qu'en est-il de l'Algérie profonde ? A l'intérieur du pays, il existe un public potentiel qu'il faut atteindre. Il y a une forte demande. Certains théâtres régionaux commencent à faire du travail de proximité.

RENDEZ-VOUS FESTIVAL NATIONAL DE LA CRÉATION FÉMININE

Comme grains en sauce

Jeudi prochain, au cœur du couscous...

Il y aurait quelque 500 variétés de couscous en Algérie

Mettez quelques Algériens ensemble et, si vous avez envie de provoquer la discorde, demandez-leur avec un air faussement naïf quel est le meilleur couscous ? Contemplez alors la terrible empoignade. Puis, prenez le beau rôle en mettant tout le monde d'accord et en proclamant docilement : « *Le meilleur couscous est celui de votre mère* ». Essayez, cela marche à tous les coups. Il est désormais établi que l'art culinaire fait partie de la culture, de même que le patrimoine culturel immatériel d'une nation. Aussi, inscrire sous le signe de l'orge et du blé, la cinquième édition du Festival national de la création féminine, en le centrant sur le couscous, plat national, n'est pas une idée biscornue. Bien au contraire, elle nous plonge au cœur d'un univers où l'histoire, la culture, mais aussi l'économie, se mélangent comme grains en sauce. Et si nous n'en savons pas encore assez, il est confirmé que le couscous remonte au moins à l'Antiquité, qu'il émerge du patrimoine amazigh, qu'il y en aurait quelque 500 variétés en Algérie et, enfin, que ce sont les femmes qui en restent les « prêtresses ». Le Festival, du 5 au 11 juin prochain, au Palais des Raïs,

se propose de mettre en scène le couscous ainsi que toutes les préparations culinaires à base de blé et d'orge, pratique répandue dans l'ensemble de la Méditerranée. Deux expositions serviront de fil d'Ariane à la manifestation. La première réunit une trentaine de cuisinières émérites issues de plusieurs régions d'Algérie et de... Sicile avec une certaine Marilù Terrasi, restauratrice, qui présentera le couscous au poisson de la région de Trapani ! Est-ce une ancienne tradition de cette région d'Italie où les Musulmans sont restés quelque trois siècles ou une in-



novation récente ? C'est ce que nous saurons dans un prochain épisode. Il n'est pas inutile de rappeler ici qu'il existe en Algérie, vers Béjaïa, Jijel et d'autres villes côtières, une variante de couscous au mérrou, assez étonnante. La seconde exposition, avec une vingtaine de créatrices, porte sur les Arts de la table et, notamment, ceux liés aux alimentations mentionnées : vaisselle et couverts traditionnels, linge de table, poteries, vanneries, accessoires, etc. Signalons les conférences alléchantes prévues : « Références historiques et archéologiques du couscous » de Houria Cherid, conservatrice du Musée national des Antiquités ; « Le plat du partage » par notre consœur, Leïla Boukli, auteure d'un livre sur le sujet ; *Couscous d'ailleurs : le couscous de Trapani par l'Italienne précitée ; Du couscous traditionnel à la transformation industrielle* par Sid-Ali Lahlou, restaurateur et manager des établissements du même nom.

Des ateliers de démonstration permettront au public de découvrir les secrets du « sekssou » (couscous étant l'appellation francisée) de même que du berkoukess, de la rechta, de la chekchoukha de l'Est qui est regag à l'Ouest, ou encore de la trida... Un monde, vous disions-nous, qui demeure vivant et succulent, même si la culture des supérettes et des fast-foods est venue le menacer, notamment auprès des jeunes. Mais le couscous n'a pas dit son dernier grain. A. Ferhani

FESTIVAL DE CANNES LE JOURNAL DE AZZEDINE MABROUKI

Le dernier mandat



PHOTOS : D. R.

Un palmarès toujours aussi contrasté...

Ceci dit, le programme a fourni cette année des œuvres magistrales

La Palme d'Or au Turc Nuri Bilge Ceylan est pour une large part méritée, même si son film n'est pas un chef-d'œuvre incontournable. Déjà primé plusieurs fois ici, le cinéaste d'Istanbul s'est glissé maintenant parmi les happy-few possesseurs de la Palme qui n'est pas de pacotille. Le jury a pourtant réussi à dérober à nos yeux au moins deux grandes œuvres : *Timbuktu* de Abderrahmane Sissako, et *Still The Water* de Naomi Kawase, mises hors-champ d'un palmarès qui risque bien de pâtir de cet injuste oubli. Après coup, le jury a eu le bon goût d'expliquer ce qui a favorisé à ses yeux la production turque malgré sa longueur (3h16). Jane Campion a dit avoir aimé les dialogues à la manière de Tchekov et le lent dépèrissement du héros qui se produit par affrontements successifs avec une sœur divorcée et une jeune épouse désemparée. C'est en effet autour

de la figure d'un célèbre acteur de théâtre que le récit se met en scène. Il a quitté Istanbul et possède un hôtel dans les cimes enneigées et splendides du Cappadoce. C'est dans ce huis clos que circulent les sentiments de désir et de haine. La vie réelle est impitoyable et sans appel, dicit Nuri Bilge Ceylan qui, en recevant sa Palme, a dit son soutien à la jeunesse turque qui se bat contre le pouvoir. Pour son dernier mandat, le président du Festival, Gilles Jacob, voyait sans doute la Palme destinée à d'autres. Mais les films français manquaient singulièrement d'audace. Ni *The Search* de Michel Hazanavicius, ni *Saint-Laurent* de Bertrand Bonello, ni *Sils Maria* d'Olivier Assayas ne semblaient convenir à une sélection rigoureuse. Même pas *Goodbye To Language* de Jean-Luc Godard. Du cinéaste suisse, on attendait une œuvre aérée, détendue, au sommet de l'intelligence. On tombe sur des morceaux d'images et de citations méconnaissables, difficilement raccordable. Godard est sur une voie de garage. Il a perdu son rôle d'icône dans le cinéma mondial. Mais le jury lui a donné

un prix à partager avec Xavier Dolan qui passe pour le Québécois rebelle. Ceci dit, à la tête du Festival, le programme du tandem Jacob-Frémaux, en attendant Lescure-Frémaux en 2015, a fourni cette année des œuvres magistrales avec des actrices et acteurs magnifiques. Julianne Moore, dans *Maps Of The Stars* de David Cronenberg, a bien mérité son Prix d'interprétation. Elle joue la belle Havana Segrand qui, avec acharnement et cynisme, s'affirme comme femme et actrice à Hollywood, où les stars se télescopent dans un déchainement de violence et de sexe. Selon Cronenberg, c'est ainsi que vont les choses à l'ombre des studios et sur les pentes de Beverly Hills. L'Anglais Timothy Spall, Prix d'interprétation masculine logique, joue vingt-cinq ans de la vie du peintre Turner (1775-1851) dans *M. Turner* de Mike Leigh. Peintre illustre certes, Turner avait un caractère brut et détestable. Mais c'est justement ce contraste qui séduit : un comportement relevant de l'asile de fous et des tableaux aux paysages splendides. Un authentique marginal en somme. A. M.

«JEAN COCTEAU A DIT UN JOUR QUE «L'HUMOUR EST LA POLITESSE DU DESEPOIR»/ NOUS SOUHAITONS AVOIR SUR SCÈNE DES SPECTACLES COMIQUES/ KATEB, ALLOULA, ROUICHED, ALLALOU, HASSAN EL HASSANI, ETC. ONT TOUS FAIT DE LA COMÉDIE/ LES JEUNES COMÉDIENS ALGÉRIENS QUI FONT DANS LE STAND-UP RENCONTRENT DU SUCCÈS PARTOUT.»

À VRAI DIRE

AHCENE ASSOUS DIRECTEUR DU THÉÂTRE RÉGIONAL DE SIDI BEL ABBÈS



Faut-il revisiter les textes de Alloula, Kaki, Benguet-taf...?

Tout à fait et avec de nouvelles visions. Nous l'avons fait avec Kateb Yacine peut-être parce que j'avais une certaine relation avec lui. J'avais fait partie de sa troupe. Au théâtre de Sidi Bel Abbès, nous avons monté trois textes de lui, dont *La poudre d'intelligence* en 2007. Nous avons fait une vingtaine de représentations de cette pièce, et à chaque fois le public était présent. Pas moins de 200 spectateurs payants à chaque représentation ! Nous avons revisité des textes tragiques en montant la pièce *Chadhaya* (Fragments) qui a décroché plusieurs prix. Nous avons également monté *Les ancêtres redoublent de férocité*. Il y a donc un répertoire qu'il faut revisiter autrement pour présenter les textes au public actuel, pas pour en faire des photocopies. Le texte n'est pas sacré. Il a été écrit pour être mis en scène, retravaillé. Monter Shakespeare en Algérie ou en Angleterre, ce n'est pas la même chose. Je pense également qu'il faut s'intéresser à la littérature algérienne pour prendre des textes pour le théâtre. Cela dit, certains n'ont pas encore les moyens artistiques pour revisiter les grands textes universels. On n'a pas encore vu une grande pièce de Shakespeare montée et jouée par des Algériens en Algérie. Shakespeare a été jusque-là malmené en Algérie. Des textes du dramaturge anglais ont été repris sans en saisir la profondeur et sans les adapter au contexte actuel. Pour adapter les textes universels, il faut une refondation de la mise en scène et du jeu des acteurs, sinon cela n'intéresse personne.

Certains parlent de crise du texte théâtral en Algérie. Est-ce le cas ?

Il n'existe pas de crise de texte en Algérie. Il y a un répertoire algérien. On peut y puiser ce qu'on veut. Idem pour les textes universels. A Sidi Bel Abbès, nous avons un dramaturge qui s'appelle Youcef Mila qui n'est malheureusement pas connu, pas publié. C'est pourtant lui qui a écrit



la pièce *Rah yekheref*, adapté *La poudre d'intelligence*, *Chadhaya*... C'est un auteur de théâtre, pas du théâtre littéraire. Youcef écrit pour la scène, pour les acteurs. Il faut dire aussi que l'écriture dramaturgique n'est pas si simple que cela. Il faut encourager les jeunes auteurs chez nous. Il faut également sortir du répertoire théâtral français, aller ailleurs dans le monde. Il y a de beaux textes à exploiter en Afrique, en Amérique du Sud, en Iran, au Pakistan, en Malaisie. Nous devrions nous intéresser par exemple aux textes de l'Italien Dario Fo. Des textes à adapter au contexte algérien. Les thématiques ne manquent pas. Nous sommes une société dynamique, qui bouge, évolue, conteste, essaie

d'avoir plus d'espaces de liberté. Nous avons une crise de visions scéniques. Le texte est un outil, c'est au metteur en scène de le travailler. On peut avoir un excellent texte, mais on peut passer à côté dans la mise en scène. Il est tout aussi important d'encourager la critique théâtrale en Algérie. Pour avancer, s'améliorer, il faut également des débats.

Faut-il alors évoquer la nécessité de «dépoussiérer» le théâtre algérien ?

Le théâtre algérien doit s'ouvrir sur de nouveaux thèmes, s'éloigner du «héros positif», parler des problématiques actuelles. La relation entre l'individu et la société doit être abordée par cet art. Il faut également casser les tabous, traiter des sujets qu'on refuse d'évoquer par pudeur, par conservatisme ou par hypocrisie. Pour moi, le théâtre doit transcender toutes les morales.

Lors du 8^e Festival du théâtre de Sidi Bel Abbès (fin avril 2014), vous avez organisé un débat sur la Comedia Dell'Arte. Pourquoi ?

Ce débat a été organisé pour des considérations pédagogiques. Nos jeunes doivent savoir que la Comedia Dell'Arte est née en Méditerranée. Elle est donc proche de nous. C'est un théâtre d'improvisation travaillé avec canevas et personnages connus du public. En Algérie, des dramaturges tels que Alloula ou Kaki ont travaillé sur la Comedia Dell'Arte. Il faut noter l'existence d'un manque de formation en Algérie. Ce n'est que depuis plus de vingt ans que la parole s'est libérée...

Il y a parfois du discours direct sur scène...

Ce n'est pas le rôle du théâtre justement. Si nous arrivons à toucher le cœur du spectateur, l'esprit va fonctionner. Le spectateur ne vient pas au théâtre pour qu'on lui fasse des cours ou que le metteur en scène se comporte en maître d'école...

Il n'a pas besoin de cela. Le spectateur se déplace au théâtre pour se divertir. Se divertir intelligemment bien sûr ! Or, nous constatons aujourd'hui que le divertissement a été «enlevé» de la représentation théâtrale. On peut passer beaucoup d'idées dans le divertissement. Les metteurs en scène doivent faire preuve de créativité pour faire réagir le public, le toucher, le bousculer, lui faire plaisir, le provoquer... Encore une fois, le public potentiel existe. On doit le reconquérir.

Parlez-nous de l'expérience du théâtre de Sidi Bel Abbès avec l'université...

L'art et le savoir fonctionnent ensemble. Nous avons toujours eu une relation constante avec l'université de Sidi Bel Abbès, surtout depuis la création de la filière arts. Nous avons encadré des stages de six mois avec les étudiants. Nous avons des rapports avec les troupes qui se créent au sein de l'université. Certains de nos comédiens sont venus de ces troupes. Nous faisons également des représentations dans les campus. Les troupes universitaires répètent et font leur générale chez nous. Ce genre de rapports devrait exister à l'échelle nationale. On doit soutenir le théâtre universitaire, foyer de nouvelles expériences. Le soutien doit se faire sur le plan de la création et de l'encadrement.

F. M.

«Pour moi, le théâtre doit transcender toutes les morales.»



PHOTOS : D. R.

REPÈRES

Ahcène Assous est metteur en scène, directeur du Théâtre régional de Sidi Bel Abbès et commissaire du Festival culturel du théâtre de Sidi Bel Abbès. A partir de 1972, il a été comédien de l'ACT (Action culturelle des travailleurs) dirigée par Kateb Yacine et dont les représentations ont attiré un million de spectateurs en Algérie ainsi qu'en France et en Allemagne. Après l'installation de l'ACT à Sidi Bel Abbès, il devient assistant réalisateur sur *El jelssa marfouaa*, (La séance est levée) de Mohamed Bakhti (1985) et sur *Allel Danger* de Malek Kateb (1986). En 1988, il met en scène *La poudre d'intelligence* de Kateb Yacine, sans doute sa pièce-fétiche. En 1992, Assous a créé la compagnie professionnelle Lamalif. De 1993 à 1996, sa pièce *El Besma el Majrouha* (Sourire blessé), sur un texte de Omar Fetmouche et interprétée par Fadila Assous, effectue une tournée en Algérie (seulement Annaba), puis en Angleterre, au Maroc, en Italie (cinq villes), en Tunisie et en Belgique. Il a coproduit plusieurs pièces avec des théâtres dans le monde (Théâtre de la Guimbarde en Belgique, Centre dramatique de Sfax en Tunisie, Théâtre de Givors en France). En 2007, il met en scène la pièce de Kateb Yacine, *La poudre d'intelligence* (traduction : Y. Mila) qui lui vaut trois prix au festival national du théâtre professionnel d'Alger (texte, musique et jeune talent). En 2010, au même festival, *Chadhaya*, également écrite par Kateb Yacine (adaptation : Y. Mila) obtient le Prix du meilleur spectacle.

BLOC-NOTES

■ **Vente-dédicace**
A la faveur de la clôture du Festival du théâtre amateur de Mostaganem, notre confrère Aziz Mouats dédicacera, aujourd'hui à partir de 14h, son ouvrage *Des louveteaux de Tigdit aux ombres chinoises*, publié aux éditions Apic.

■ La librairie Aurassi Omega organise une lecture des œuvres d'Albert Camus : *Noces à Tipaza* (essai), suivie de *L'exil et le royaume* (la femme adultère) et (l'hôte) ce samedi 31 mai 2014 à partir de 15 h. Le public et la presse sont cordialement invités.

■ **Cinéma d'Alger**
La Cinéma algérienne organise le lundi 2 juin à 18h un hommage à la mémoire de Jean-Louis Hurst. A cette occasion, une projection spéciale du documentaire *Les Frères des frères*, réalisé par Richards Copans, aura lieu en présence d'Annick, la fille de Jean-Louis Hurst. Annick Hurst présentera également en avant-première son premier court métrage intitulé *Le Chemin du vent*. Accès Libre et gratuit.

■ **Exposition**
Dans le cadre de la formation des jeunes commissaires et scénographes d'exposition, le MAMA organise, en partenariat avec le ministère de la Culture, l'ONDA et la galerie ESMA une exposition de photographies de Youcef Nedjimi.

CLÔTURE DU 8^e FESTIVAL NATIONAL DE LA MUSIQUE DIWANE DE BÉCHAR

Sidi Blal de Mascara décroche le premier prix

● La soirée de clôture du 8^e Festival national de la musique diwane a été animée par le groupe Freeklane.

Béchar
De notre envoyé spécial

Le groupe Sidi Blal de Mascara a obtenu le premier prix du 8^e Festival national de la musique diwane, clôturé jeudi soir au stade Ennasr de Béchar. La deuxième place est revenue à Jil Saïd d'Oran. Le groupe Noujoum Diwane de Sidi Bel Abbès est arrivé en troisième position. Les trois lauréats participeront au prochain Festival international de la musique diwane d'Alger, prévu en été. Le jury, présidé par Azzeddine Benyacoub, a fait son choix entre quatorze troupes participantes à la compétition depuis le 23 mai dernier. «S'il n'y avait que trois troupes participantes, deux auraient été mécontentes. Tout le monde voudrait gagner la première place. Nous avons trouvé une plateforme de critères. Il s'agit, entre autres, de la maîtrise et de la technique d'exécution du gumbri par le maâlem, du chant, du costume, de l'occupation de la scène ainsi que de la restitution de l'ambiance diwane», a précisé Azzeddine Benyacoub. Il a reconnu la difficulté du choix entre les membres du jury. «Nous avons obtenu cette première place grâce aux efforts fournis par tout



Cérémonie de remise des prix

PHOTO : D. R.

le groupe. On s'attendait quelque peu à cette distinction en raison du travail que nous avons présenté, assez maîtrisé à mon sens. Nous avons repris une démonstration faite par nos pères dans les années 1970. Notre objectif est de créer une école à Mascara pour assurer la relève», a déclaré Benamar Belarbi, responsable de la troupe Sidi Blal de Mascara. «Je pense que nous avons mérité ce prix. Nous n'avons pas suffisamment préparé notre participation au festival de Béchar. Le temps était très court. Je souhaite que l'année prochaine nous ferons un meilleur résultat avec une

meilleure préparation», a déclaré, pour sa part, le maâlem Houari Rahou de Jil Saïd d'Oran. «La famille des gnawa et l'Ouest algérien ont bien travaillé durant ce festival. Il faut que les jeunes fassent mieux dans le futur pour préserver la tradition du diwane. Ce festival doit être soutenu pour qu'il continue d'exister», a soutenu, de son côté, Maâlem Youz (Youcef Mazouzi) de Noujoum Diwane de Sidi Bel Abbès. En début de soirée, les troupes du diwane de Béchar, qui ont participé à un master class mené par Ahmed Zegouri, ont offert un plateau coloré avec la présence

de trois maâline de gumbri sur scène. Abdelmalek Tifoune, 12 ans, a émerveillé le public nombreux avec un jeu maîtrisé du gumbri. «J'ai toujours vu Abdesselam, mon frère aîné, jouer du gumbri. J'ai appris en observant sa manière de maîtriser l'instrument et surtout il m'a encouragé à apprendre. C'est finalement très facile !», a confié le jeune Abdelmalek quelque peu intimidé par les questions des journalistes. Il envisage de continuer sur la même voie du diwane, celle tracée par ses aînés à Béchar, les maâline : Hakem, Baba, Mohamed, Hamza et Abderrezak. Le groupe Freeklane, qui revient d'Afrique du Sud où il a animé ses premiers concerts à l'étranger, a clôturé le festival en présence d'un public nombreux. Chemseddine Abacha, leader et chanteur du groupe, a constaté que ses chansons sont connues par cœur par le public de Béchar comme Lalla Mira, Khoya Madani ou Bent soltane, les trois succès du premier album sorti en juillet 2013. L'album enregistre un record de ventes.

Fayçal Métaoui

MACIRVIE
Assurance vie · voyage · santé

Assureur officiel
de l'Equipe Nationale

Arménie

Algérie

Tous avec les Verts

CULTURE

EXPOSITION DE MOSAÏQUES DE FARIDA ABERKANE, À CONSTANTINE

L'art de mettre la passion au-dessus de la loi

De la magistrature à l'art. Après de nombreuses années en immersion dans l'univers du droit et des lois, M^{me} Farida Aberkane change de registre et ose une incursion dans l'univers de l'expression picturale, en organisant, pour la première fois, une exposition intitulée : La mosaïque dans toutes ses couleurs, du 18 au 30 mai, au musée Cirta de Constantine. Ses œuvres chamarrées, à caractère floral, animal, géométrique ou abstrait, sont très harmonieuses. Une harmonie de tons qui traduisent l'affection de cette artiste pour les couleurs chatoyantes, celles de la vie. Ses œuvres sont la traduction d'un travail minutieux qui requiert beaucoup de patience. Dans cet entretien qu'elle nous a accordé, cette magistrate à la retraite nous livre ses impressions sur sa passion pour l'expression artistique qu'elle porte en elle depuis toujours et qu'elle n'a fait, à vrai dire, que libérer...

Propos recueillis par
Lydia Rahmani

De la magistrature à la mosaïque, voilà une transition extraordinairement hyperbolique, n'est-ce pas ?

Etre femme de loi n'oblitérait pas en soi les plus petites parcelles artistiques, et la fonction de juger nécessite aussi de l'imagination. Peut-être n'est-ce pas un hasard si dans ma carrière j'ai choisi le contentieux administratif qui, en l'absence de codes, permet de créer des solutions aux litiges au lieu d'appliquer plus facilement des dispositions codifiées.

Ne pensez-vous pas vivre un véritable bouleversement : de l'obligation de réserve à la liberté d'expression inspirée par votre passion pour l'art ? Comment

vivez-vous ce moment ?

Il est évident que l'obligation de réserve à laquelle est astreint le magistrat devient à la longue une véritable nature et ne l'encourage pas à se mettre en avant, surtout lorsqu'il s'agit d'expression artistique. En tout cas, j'en ai le sentiment. Aujourd'hui, d'une certaine manière, je me sens plus libérée et puis avec l'âge on ose le risque. Dessiner, peindre, je le fais avec plus ou moins de bonheur depuis longtemps et sur différents supports, et la fonction de juger — si elle ne constitue pas un véritable encouragement — n'en est pas pour autant un frein. Il suffit de trouver du temps et l'envie entre deux dossiers. Aujourd'hui, je suis à la retraite et cela facilite peut-être l'inspiration et une transition naturelle.

Alors que vous étiez encore magistrate,



Farida Aberkane

étiez-vous déjà traversée par cet amour pour la mosaïque ?

La mosaïque, j'y suis arrivée après ma mise à la retraite, un peu par hasard, après que je me sois essayée à la peinture sur faïence, sur tissu ou la gouache. Une émission à la télévision, un premier essai et puis il y a Internet susceptible de révéler toute vocation. J'avais intitulé mon exposition : La mosaïque dans toutes ses couleurs, et s'il fallait trouver un fil conducteur à mes objets, c'est dans la recherche et l'harmonie des couleurs qu'il faudrait le trouver.

Comment a été accueillie votre exposition ?

Mon exposition a été apparemment bien accueillie, peut-être par le fait que ce genre artistique n'a pas beaucoup d'adeptes, en tout cas à Constantine.

Revenons un peu en arrière. Vous êtes encore présidente du Conseil d'Etat. On vous propose de soumettre une mouture réglementant et protégeant la profession d'artiste. Quelle aurait été votre feuille de route ?

J'ai entendu dire qu'un décret a été adopté par le Conseil de gouvernement, qui réglemente le statut social de l'artiste, en le mettant à l'abri d'une situation précaire de nature à décourager toute création. L'édification de maisons de l'artiste, la multiplication d'expositions et de concours seront autant de motifs d'encouragement et de motivation de l'artiste.

L. R.

BIO EXPRESS

Native de Aïn Beïda, Farida Aberkane, née Benlabed, est Constantinoise de par ses origines. Détentrice d'une licence en droit, elle a intégré le corps de la magistrature en 1969 et exercé différentes fonctions, dont celles de juge à la cour de Constantine, conseillère à la Cour suprême et puis présidente du Conseil d'Etat qu'elle quittera en 2004, pour prendre sa retraite. Elle a suivi également des cours de dessin à l'Ecole des beaux-arts de Constantine et s'est essayée à la peinture sur soie, sur verre et sur faïence avant de se tourner vers la mosaïque.

TÉLÉVISION

TF1

20:55 Divertissement



Le grand concours des animateurs

Une vingtaine de personnalités de la radio et de la télévision s'affrontent autour d'une centaine de questions de culture générale, sous le regard de Carole Rousseau. Trois manches départageront Julien Arnaud, Estelle Denis, Christophe Beaugrand, Thierry Beccaro...

2

20:45 Rugby



Toulon / Castres

Castres Olympique, avec Pierre-Gil Lakafia, champion de France en titre, peut-il conserver le bouchier de Brennus ? En face, c'est le redoutable RCT qui se dresse sur sa route.

3

20:45 Film

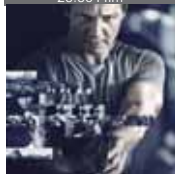


Simple question de temps

Ancienne pianiste de renommée internationale et veuve d'un milliardaire, Laurence Delcourt, aujourd'hui retraitée, gère sa fortune depuis sa magnifique demeure de Cannes. Un jour, son banquier lui présente sa nouvelle dame de compagnie, Vera Balmer, dont la beauté lui rappelle celle de sa jeunesse.

CANAL+

23:30 Film



Jason Bourne : l'héritage

Le programme Treadstone dont Jason Bourne était le cobaye n'était que la partie émergée d'une conspiration plus ténébreuse, ordonnée par d'autres branches du gouvernement et mettant en jeu d'autres agences de renseignement, d'autres programmes militaires, d'autres laboratoires secrets...

arte

20:45 Documentaire



L'histoire de l'électricité L'étincelle

Professeur à l'université du Surrey, en Angleterre, et présentateur sur la BBC, Jim Al-Khalili retrace l'histoire de l'électricité à travers les découvertes de physiciens tels qu'Isaac Newton, Francis Hawkesbury, Georges-Louis Leclerc, Thomas-François Dalibard et Benjamin Franklin.

6

20:50 Série



Hawaii 5-0

Chin se rend à une réunion d'anciens élèves au cours de laquelle une jeune femme est attaquée et meurt dans sa fuite en étant transpercée par son talon aiguille. La victime était la descendante d'un magnat de l'industrie et Jerry, qui l'a connue il y a longtemps, est très affecté par sa mort.

E

20:35 Magazine



Echappées belles : Malte

Le présentateur débarque à La Valette, capitale de l'archipel de Malte. Avec sa guide Daniela, il découvre cette ancienne ville forte qui fut le siège d'un fameux ordre de chevalerie. Raphaël de Casabianca se rend ensuite à Gero, contrée de pêcheurs et de paysans. Puis il revient à Vittoriosa, l'île principale, pour la célébration de la fête de Pâques. Reportages : Malte, carrefour vivant de

4

20:45 Série



Da Vinci's Demons

Le Turc envoie Léonard à la recherche d'un cartographe qui pourrait l'aider à interpréter la carte. Mais cet homme est retenu captif en Roumanie, dans le château de Vlad l'empaleur. Pendant que l'ingénieur se rend dans les Carpates, Lorenzo propose aux Puzzi de marier son frère à Camilla afin de mettre un terme à la guerre entre leurs deux familles...

Direct 8

20:50 Série



Femmes de loi

Le procureur Elisabeth Brochiène demande l'ouverture d'une enquête à la suite du meurtre d'une jeune femme, retrouvée abattue dans un parking. Employée dans un hôtel prestigieux, elle n'avait pas d'antécédent mais il semble qu'elle profitait de son emploi de femme de chambre pour faire chanter les clients adulés.

tmc

20:50 Série



New York, section criminelle Vieux frères

Amber, une call-girl, passe la soirée dans un bar. De retour à son domicile, elle se dispute avec son petit ami, Kevin, et finit par le mettre dehors. Quelques heures plus tard, le corps de Kevin est retrouvé, décapité, dans les égouts.

W9

20:50 Série



Les Simpson

Alors qu'ils sont en train de marcher dans la rue tout en se chamaillant, Bart et Lisa arrivent par hasard dans le laboratoire du professeur Frink. Ce dernier avait prévu que les enfants arriveraient là grâce à son invention, un ordinateur capable de lire dans le futur grâce à l'astrologie. Bart et Lisa sont très intrigués et regardent leur adolescence défiler sur grand écran.

red

20:50 Divertissement



Le super bêtisier de l'année

Le duo d'animateurs continue son exploration des séquences télévisées les plus savoureuses et originales de l'année. Au programme, une compilation d'images qui ont marqué les téléspectateurs et les internautes. Les répliques cultes des candidats de l'émission « Les Anges de la télé-réalité » sont notamment à l'honneur.

JEUX - DÉTENTE

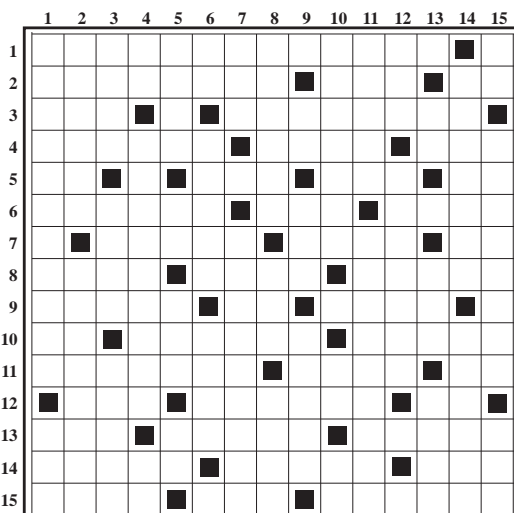
HORIZONTALEMENT : 1. Recherche attentive et suivie 2. Létale. Homme de chambre. Printemps de vie 3. Cocotta. Ventes au plus offrant 4. Passer la langue sur. Lac de Lombardie. Ancien camp médiéval 5. Fin de verbe. Puissance. Élément de cellule. Erbium 6. Courbe en forme d'arc. Attacha. Ancien caractère 7. Piquant. Altier. Crack 8. Dessus de maison. Objet du crime. Nantis 9. Nés. Vache malgré elle. Fleur 10. Squelette. Savoir-faire. Chute d'organe 11. Partie de l'ovule d'une angiosperme. Le mot de la fin. Préposition 12. Point de saignée. Fautes survenue dans un ouvrage. Titre abrégé 13. Ile grecque. Fonçait. Cité antique de l'Asie Mineure 14. Sec. Fait l'objet d'une admiration passionnée. Ultime levée 15. Chef de corps. Libère les fidèles. Donne comme certain.

VERTICALEMENT : 1. Participation. Pianiste français 2. Attachera. On y entasse des ossements humains 3. Marchandise non emballée. Conjonction. Pousse 4. En plus. Répétitions des mêmes actions. Cube de jeu 5. Distance. Service de police. Note. Chef d'œuvre 6. Thallium. Regimbera. Caïmans, aux Antilles 7. On y est au large. Dresserait 8. Remarquable en son genre. Le gros choqué. Pli 9. Caesium. Baie nipponne. Muse de l'Élégie 10. Capitale. Astate. Note 11. Bloc de grêle. Os plat 12. Ville de Chaldée. Végétal ligneux 13. Points opposés. Préfixe de nouveauté. Potelé 14. Portai avec violence. Catégoriser 15. Pronom vague. Nattées. Epoque.

SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENT : HORIZONTALEMENT : 1. ENTHOUSIASTES 2. XERUS. TORTURENT 3. PRISER. DARSE. IE 4. LE. SEIDE. IDEM 5. IENA. AI. ACONIT 6. ARC. SORTIT 7. AVIDITES. ENEIDE 8. TIRE. UR. CAR 9. IRA. ATTACHERAIT 10. OISE. USINE. ORME 11. NL. MUS. RELATE 12. IL. OSIERS 13. STERILE. PRE 14. TE. INAUGURERAIT 15. OTE. FREON. USA.

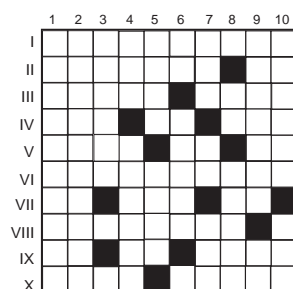
VERTICALEMENT : 1. EXPLICATION. STE 2. NEREE. VIRILITE 3. TRI. NAIRAS. LE 4. HUSSARDE. EM. RIT 5. OSEE. CI. URINE 6. RIA. TUTUS. LA 7. ST. DISERTS. GEUF 8. IODE. OS. AIRS. GR 9. ARA. AR. ACNEIQUE 10. STRICTE. HELE. RO 11. TUS. OINTE. ARIEN 12. EREINTE. ROTS 13. SE. DI. ICARE. PAU 14. NIET. DAIM. PRIS 15. ITEM. VERTES. ETA.

Quinze sur 15 N° 3828



Mots Croisés N° 3828

Par M. IRATNI



HORIZONTALEMENT

I- Hommes d'affaires peu scrupuleux. II- Instrument de musique - Langue. III- Loupée - Estimé. IV- Poisson - Symbole chimique - Femme de lettres américaine. V- Oiseau - C'est idem- Chef d'œuvre. VI- Esprits de compétition. VII- C'est nickel - Ebène verte - Crack. VIII- Instruments d'écoliers. IX- Berné - Issu - Outrage du temps. X- Instinct - Evaluer minutieusement.

VERTICALEMENT

1- Sermonnées. 2- Sans originalité. 3- Echec amoureux. 4- Bon vouloir - Insulaires. 5- Personnes naïves - Pénible à supporter. 6- Moins de deux - Nommer. 7- Celui des cygnes est célèbre - Finit six jours sur sept - Repère de géologue. 8- Mystérieuse source - Havre du désert. 9- Concepts - Pièce de jacket. 10- Querelles conjugales - Symbole de nudité.

SOLUTION N° 3826

HORIZONTALEMENT

I- EXTRA VAGUE. II- GERER - SUR. III- ANISES - ETC. IV- ROT - TESTER. V- ENUMERE - RU. VI- RESERVES. VII- ETES - IVES. VIII- NUE - UNIS. IX- TE - OTE - TAN. X- SENSE - GENE.

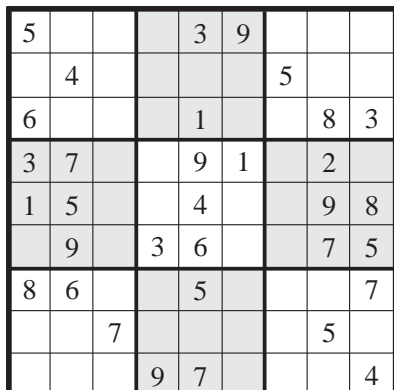
VERTICALEMENT

1- EGAREMENTS. 2- XENON - TUEE. 3- TRITUREE. 4- RES - MES - OS. 5- ARETES - UTE. 6- SEREINE. 7- AS - SERVI. 8- GUET - VESTE. 9- URTERES - AN. 10- CRUS - ANE.

Sudoku N° 127

REGLE DU JEU

Une grille est composée de plusieurs carrés. Chaque carré contient tous les chiffres de 1 à 9. Chaque ligne comme chaque colonne contient aussi tous les chiffres de 1 à 9. Certains chiffres vous sont donnés, à vous de trouver les autres. Pour cela, procédez par déduction et élimination.



Solution Sudoku précédent

4	9	6	7	2	8	3	1	5
3	2	8	6	1	5	4	7	9
7	5	1	4	3	9	2	8	6
8	1	3	2	7	6	5	9	4
6	4	5	9	8	3	1	2	7
9	7	2	5	4	1	6	3	8
5	3	9	1	6	7	8	4	2
2	8	7	3	5	4	9	6	1
1	6	4	8	9	2	7	5	3

Tout Codé N° 3828

Définition du mot encadré

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Qui accorde un délai.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
10	11	4	12	7	11	1	4	8			12	2							
13	P	4	1	10	8	4		8	7	11	2	2	12						
14	1	6	11	4	2	8		1			15	12	1						
12	12			2	1	8	4	1	11	2	9		16						
6		16	8	2	7		12	2	11	5	4	8							
12	17		5	9		9	10		10	8	2	8							
18	8	8	4		6	12	18	12	9		12								
14	5	19	X		6	20	1	8	2		7		7						
8	14		6	14	12	2		8	6	20	11	9							
9	8	6	4	8	7	8	9		11	8	5	3							
16	12	17	1	16															
6	4	11	2	8	2	18	8	4	15										

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT :

NEUD - PASCALE FERRAN

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :

HORIZONTALEMENT : TRAVERSIN / AMAUROSE / ANONNERAS / FUTE / NI / COR / CRETE / RESTAT / GMT / ENTRE / AT / SIEUR / ABER / MS / AME / LI / PESTERAIT / SUER / USE
VERTICALEMENT : TRANSFORMABLES / AMOURETTE / SU / AVANT / RATE / EUNECTES / MER / ERRE / RANIMER / SORNETTES / AU / VISAIT / RU / LIS / NES / ETERNITE.

Fléchés Express N° 3828

action d'attester	brancard	génitrice	mal de jeunesse	couvre-pieds
repentir	gaz rare	pareils à	apparu	
titre religieux				
petit astre				
			fin de verbe	
			petit cube	
infante d'Espagne			action en retour	plonge
égouttoir				
	endure	restitue		
		en rosse		
coule en France. petit bouclier			lac des Pyrénées	
			symbole	
	éttoffe en soie			
	lisières			
Turku		solution		pareseux de nature
			preneur de son	heureuse élue
baie jaune				
mettront		allongeât		
				ville de Moldavie
venus au monde		apparues		

Jeux proposés par gym C Magazine

METTRE FIN AU MENSONGE

Par Rachid Hammouche

(Membre fondateur du MAJD)

Un mensonge a été enraciné dans notre peuple de façon presque constitutionnelle. Ses dévastations ont été incalculables et atteignent le plus profond de notre être. Nous nous déplaçons au milieu de mensonges de façon quasi naturelle... De sorte que la lutte contre le mensonge officiel et constitutionnel doit être le premier pas de toute tentative de réforme. Tel est le jugement porté par Octavio Paz, écrivain et poète mexicain (Prix Nobel 1990 de littérature) sur 70 ans de gestion du Mexique par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (1929-2000). Dans une interview à l'hebdomadaire français L'Express, le 30 octobre 2002, El marhoum M'hamed Yazid disait : « On a falsifié l'Histoire. On a inventé, afin de le gérer, un passé virtuel servant les intérêts de la clique au pouvoir. Ce système perdure. Ceux qui sont aujourd'hui à la tête de l'Etat et qui parlent de démocratie et de liberté d'expression ont toujours été contre les libertés... Pour eux, ce qui compte ce n'est pas la compétence, la capacité d'innovation ni même le patriotisme, mais l'allégeance en échange de privilèges et de faveurs... Avec le recul, je constate qu'en 1962 nous avons acquis une nationalité, mais pas le droit à l'exercice de la citoyenneté. »

Ces deux citations, on ne peut plus d'actualité en Algérie aujourd'hui, montrent que la seule révision de la Constitution qui mérite d'être étudiée est celle qui pourra mettre fin au mensonge officiel et constitutionnel qui a été imposé au peuple algérien depuis l'indépendance.

Le premier mensonge fondamental, c'est l'affirmation d'une République algérienne démocratique et populaire (RADP).

Après l'énorme crise du Conseil national de la révolution algérienne (CNRA) en 1961-1962, une junte militaire a pris le pouvoir par la force et a éliminé le pouvoir civil du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). Quels que soient la sincérité et le patriotisme de ces militaires, même ralliés par des militants civils, ils n'ont jamais eu de culture démocratique à l'esprit.

Ils ont imposé le monopole absolu sur la gestion de l'Histoire, du culte, de la culture, de la politique, de l'information, de l'économie, de l'éducation et la formation, du social et même du sport. De fait, la République algérienne n'a jamais été ni démocratique ni populaire.

Le deuxième mensonge est d'affirmer que l'Etat est la religion de l'Etat.

Outre que l'Etat ne peut avoir de foi, les fléaux sociaux tels que le népotisme, le régionalisme, la corruption, la tromperie, le mensonge, l'injustice, l'exclusion, etc. ont gangrené la quasi-totalité des institutions de l'Etat.

La moralisation de la vie publique et politique ne semble pas avoir été la préoccupation principale du système de pouvoir contrairement aux préceptes de l'Islam.

En l'inscrivant comme religion de l'Etat et non comme religion du peuple, le système a manipulé l'Islam à des fins politiques.

Le troisième mensonge est d'affirmer que l'Islam, l'arabité et l'amazighité sont les composantes fondamentales de l'identité du peuple algérien.

Une stratification géo-ethno-religieuse très clivante, alors que la personnalité algérienne est la résultante fusionnelle des mouvements civilisationnels qu'ont connus la Méditerranée et le Sahara depuis bien avant le Royaume de Numidie (phénicien, numidien, grec, romain, bizantin, arabo-islamique, africain, andalous, maure, turc, européen occidental).

L'algérianité est aussi indivisible que l'Algérie. Pour combattre ces mensonges, casser tous les monopoles, rendre la religion au peuple et renforcer l'identité et l'intégrité de la personnalité algérienne, je propose au débat les modifications et amendements aux chapitres et articles suivants :

PRÉAMBULE

Le 1^{er} Novembre 1954 aura été un des sommets de son destin. Aboutissement d'une longue résistance aux agressions menées contre sa culture, ses valeurs et de son identité, le 1^{er} Novembre aura solidement ancré les luttes présentes dans le passé glorieux de la Nation.

Réuni au sein du Front de Libération Nationale, regroupant tous les courants de pensées, le peuple a versé son sang pour assumer son destin collectif dans la liberté et l'identité culturelle nationale retrouvées. Le 1^{er} juillet 1962, couronnant la guerre populaire par une indépendance payée du sacrifice des meilleurs de ses enfants, le peuple restaure enfin, dans toute sa plénitude, un Etat moderne et souverain. Il est temps de remettre le Flambeau de la Révolution à la jeunesse pour le raviver par son énergie, sa passion et son élan.

Ayant toujours milité pour la liberté et la démocratie, le peuple entend, par cette Constitution, récupérer la légitimité populaire et se doter d'institutions fondées sur la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et qui réalisent la justice sociale, l'égalité et la liberté de chacun et de tous. En approuvant cette Constitution, reflet de ses aspirations, fruit de sa détermination et produit de mutations sociales profondes depuis l'indépendance, le peuple entend ainsi consacrer plus solennellement que jamais la primauté du droit. Fort de ses valeurs spirituelles profondément enracinées, et de ses traditions de solidarité et de justice, le peuple est confiant dans ses capacités à participer réellement et pleinement aux progrès culturels, culturels, sociaux et économiques du monde d'aujourd'hui et de demain.

L'Algérie, terre d'Islam, partie intégrante du Grand Maghreb, des espaces arabe, méditerranéen et africain s'honore du rayonnement de sa Révolution du 1^{er} Novembre et du respect que le pays a su acquérir et conserver en raison de son engagement pour toutes les causes justes dans le monde.

LE PREMIER MENSONGE FONDAMENTAL, C'EST L'affirmation D'UNE REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE (RADP). APRES L'énorme CRISE DU CONSEIL NATIONAL DE LA REVOLUTION ALGERIENNE (CNRA) EN 1961-1962, UNE JUNTE MILITAIRE A PRIS LE POUVOIR PAR LA FORCE ET A ELIMINE LE POUVOIR CIVIL DU GOUVERNEMENT PROVISoire DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE.

DES PRINCIPES GENERAUX REGISSANT LA SOCIETE ALGERIENNE

Chapitre 1 : De l'Algérie

Article 1^{er} - L'Algérie est une République dénommée « République algérienne ». Elle est une et indivisible.

Art. 2 - L'Islam est la religion du Peuple.

Art. 3 - Tamazight et l'arabe sont les langues nationales. L'Etat œuvre à leur promotion et à leur développement sur l'ensemble du territoire national. L'arabe est la langue officielle.

Art. 15 - Les collectivités territoriales de l'Etat sont la Commune et la Wilaya. La Commune est la collectivité de base. Les communes d'une même wilaya et les wilayas d'une même région peuvent se regrouper en collectivité territoriale d'intérêts communs.

Art. 7 - La propriété publique est un bien inaliénable de la collectivité nationale. Elle comprend le sous-sol, les mines et les carrières, les sources naturelles d'énergie, les richesses minérales, naturelles et vivantes des différentes zones du domaine maritime national : les eaux et les forêts.

Elle est, en outre, établie sur les transports ferroviaires, maritimes et aériens, les postes et les

télécommunications, ainsi que sur d'autres biens fixés par la loi.

Art. 25 - La consolidation et le développement du potentiel de défense de la Nation s'organisent autour de l'Armée nationale populaire (ANP).

L'Armée nationale populaire a pour mission permanente la sauvegarde de l'indépendance nationale et la défense de la souveraineté nationale. Elle est chargée d'assurer la défense de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays, ainsi que la protection de son espace terrestre, de son espace aérien et des différentes zones de son domaine maritime. Elle est chargée de développer l'industrie militaire nationale.

Chapitre IV : Des droits et des libertés

Art. 29 - Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, de religion, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale.

Art. 31 bis - L'Etat œuvre à la promotion des droits de la Femme, notamment en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique.

Art. 48 - En matière d'enquête pénale, la garde à vue est soumise au contrôle judiciaire et ne peut excéder quarante-huit (48) heures.

La personne gardée à vue a le droit d'entrer immédiatement en contact avec sa famille et son avocat. La prolongation du délai de garde à vue ne peut avoir lieu qu'exceptionnellement, dans les conditions fixées par la loi.

A l'expiration du délai de garde à vue, il est obligatoirement procédé à l'examen médical de la personne retenue si celle-ci le demande, et dans tous les cas, elle est informée de cette faculté.

Art. 53 - Le droit à l'enseignement est garanti. L'enseignement est gratuit dans les conditions fixées par la loi. L'enseignement fondamental est obligatoire jusqu'à 16 ans. L'Etat organise le système d'enseignement. L'Etat veille à l'égal accès à l'enseignement et à la formation professionnelle.

Art. 57 - Le droit de grève est reconnu. Il s'exerce dans le cadre de la loi. Celle-ci peut en interdire ou en limiter l'exercice dans les domaines de défense nationale et de la sécurité.

Chapitre V : Des devoirs

Art. 62 - Tout citoyen doit remplir loyalement ses obligations vis-à-vis de la collectivité nationale. L'engagement du citoyen envers la Patrie et l'obligation de contribuer à sa défense, constituent des devoirs sacrés et permanents. L'Etat garantit le respect des symboles de la Révolution, la mémoire des chouchada et des moudjahidine. Il œuvre, en outre, à la promotion de l'écriture objective de l'Histoire et de son enseignement aux jeunes générations.

DE L'ORGANISATION DES POUVOIRS

Chapitre 1 : Du pouvoir exécutif

Art. 73 - Pour être éligible à la présidence de la République, le candidat doit :

- jouir uniquement de la nationalité algérienne d'origine ;
- être de confession musulmane ;
- avoir quarante (40) ans révolus et moins de soixante dix (70) ans au jour de l'élection ;
- jouir de la plénitude de ses capacités intellectuelles et physiques ;
- jouir de la plénitude de ses droits civils et politiques ;
- être marié(e) et attester de la nationalité algérienne du conjoint ;
- produire la déclaration publique du patrimoine mobilier et immobilier, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Algérie.

D'autres conditions sont prescrites par la loi.

Art. 74 - La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans.

Le président de la République est rééligible une seule fois.

Art. 77 - Outre les pouvoirs que lui confèrent expressément les dispositions de la Constitution, le président de la République jouit des pouvoirs et prérogatives suivants :

- 1- il est le Chef suprême de toutes les Forces

Armées de la République ;

2- il arrête et conduit la politique de la Défense nationale ;

3- il arrête et conduit la politique extérieure de la Nation ;

4- il préside le Conseil des ministres ;

5- il nomme le chef du Gouvernement et met fin à ses fonctions ;

6- sous réserve des dispositions de l'article 87 de la Constitution, le président de la République peut déléguer une partie de ses prérogatives au chef du Gouvernement

7- il signe les décrets présidentiels ;

8- il dispose du droit de grâce, du droit de remise ou de commutation de peine ;

9- il peut, sur toute question d'importance nationale, saisir le peuple par voie de référendum ;

10- il conclut et ratifie les traités internationaux ;

11- il décerne les décorations, distinctions et titres honorifiques d'Etat.

Art. 78 - Le président de la République nomme :

1- aux emplois et mandats prévus par la Constitution ;

2- aux fonctions supérieures civiles et militaires de l'Etat ;

3- aux désignations arrêtées en Conseil des ministres ;

4- le président du Conseil d'Etat ;

5- le Secrétaire général du Gouvernement

6- le Gouverneur de la Banque d'Algérie ;

7- les responsables des organes de sécurité ;

8- les walis ;

9- le président de la République nomme et rappelle les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires de la République à l'étranger ;

10-11- reçoit les lettres de créances et de rappel des représentants diplomatiques étrangers.

Art. 79 - Le président de la République nomme les ministres sur proposition du chef du Gouvernement. Il nomme les ministres de la Défense et des Affaires étrangères. La qualité de ministre est réservée aux membres du Gouvernement. Le chef du Gouvernement dirige, à cet effet, l'action du Gouvernement. Le chef du Gouvernement arrête son plan d'action en vue de son exécution et le présente en Conseil des ministres.

Art. 80 - Le chef du Gouvernement soumet son plan d'action à l'approbation de l'Assemblée Populaire Nationale. Celle-ci ouvre à cet effet un débat général.

Le chef du Gouvernement peut adapter ce plan d'action, à la lumière de ce débat, en concertation avec le président de la République et le Bureau de l'Assemblée Populaire Nationale.

Le chef du Gouvernement présente au Conseil de la Nation son plan d'action tel qu'approuvé par l'Assemblée Populaire Nationale.

En cas de non-approbation, le plan d'action est soumis à nouveau à l'APN pour une 2^e lecture.

Art. 81 - En cas de non-approbation en 2^e lecture de son plan d'action par l'Assemblée Populaire Nationale, le chef du Gouvernement présente la démission du Gouvernement au président de la République. Celui-ci nomme à nouveau un chef du Gouvernement selon les mêmes modalités.

Art. 83 - Le chef du Gouvernement exécute et coordonne le plan d'action adopté par l'Assemblée Populaire Nationale.

Art. 84 - Le Gouvernement présente annuellement à l'Assemblée Populaire Nationale une déclaration de politique générale.

La déclaration de politique générale donne lieu à débat sur l'action du Gouvernement.

Il peut également donner lieu au dépôt d'une motion de censure par l'Assemblée Populaire Nationale, conformément aux dispositions des articles 135, 136 et 137 ci-dessous.

Le chef du Gouvernement peut demander à l'Assemblée Populaire Nationale un vote de confiance. Si la motion de confiance n'est pas votée, le chef du Gouvernement présente la démission du Gouvernement. Dans ce cas, le président de la République peut, avant l'acceptation de la démission, faire usage des dispositions de l'article 129 ci-dessous.

Le chef du Gouvernement doit également présenter au Conseil de la Nation une déclaration de politique générale.

Art. 85 - Outre les pouvoirs que lui confèrent

CONSTITUTION

OFFICIEL ET CONSTITUTIONNEL

expressément d'autres dispositions de la Constitution, le chef du Gouvernement exerce les attributions suivantes :

- 1- il répartit les attributions entre les membres du Gouvernement, dans le respect des dispositions constitutionnelles ;
- 2- il veille à l'exécution des lois et règlements ;
- 3- il signe les décrets exécutifs ;
- 4- il nomme aux emplois de l'Etat sans préjudice des dispositions des articles 77 et 78 ci-dessus ;
- 5- il veille au bon fonctionnement de l'administration publique.

Art. 86 - Le chef du Gouvernement peut présenter au président de la République la démission du Gouvernement.

Art. 87 - Le président de la République ne peut, en aucun cas, déléguer le pouvoir de nommer le chef du Gouvernement, les membres du Gouvernement, ainsi que les présidents et membres des institutions constitutionnelles pour lesquels un autre mode de désignation n'est pas prévu par la Constitution. De même, il ne peut déléguer son pouvoir de recourir au référendum, de dissoudre l'Assemblée Populaire Nationale, de décider des élections législatives anticipées, de mettre en œuvre les dispositions prévues aux articles 77, 78, 91, 93 à 95, 97, 124, 126, 127, et 128 de la Constitution.

Art. 88 - Lorsque le président de la République, pour cause de maladie grave et durable se trouve dans l'incapacité physique et/ou intellectuelle d'exercer ses fonctions, le Conseil Constitutionnel se réunit de plein droit, et après avoir vérifié la réalité de cette incapacité par tous moyens appropriés, propose, à l'unanimité, au Parlement de déclarer l'état d'empêchement.

Le Parlement siégeant en Chambres réunies déclare l'état d'empêchement du président de la République, à la majorité absolue de ses membres, il est procédé à une déclaration de vacance par démission de plein droit, selon la procédure visée aux alinéas ci-dessus et selon les dispositions des alinéas suivants du présent article

et charge de l'intérim du chef de l'Etat, pour une période maximale de soixante jours (60) jours, le président du Conseil de la Nation, qui exerce ses prérogatives dans le respect des dispositions de l'article 90 de la Constitution. En cas de démission ou de décès du président de la République, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et constate la vacance définitive de la présidence de la République. Il communique immédiatement l'acte de déclaration de vacance définitive au Parlement qui se réunit de plein droit. Le président du Conseil de la Nation assume la charge de chef de l'Etat pour une durée maximale de soixante (60) jours, au cours de laquelle des élections présidentielles sont organisées. Le chef de l'Etat, ainsi désigné, ne peut être candidat à la présidence de la République. En cas de conjonction de la démission ou du décès du président de la République et de la vacance de la présidence du Conseil de la Nation, pour quelque cause que ce soit, le Conseil constitutionnel se réunit de plein droit et constate à l'unanimité la vacance définitive de la présidence de la République et l'empêchement du président du Conseil de la Nation. Dans ce cas, le président du Conseil constitutionnel assume la charge de chef de l'Etat dans les conditions fixées aux alinéas précédents du présent article et à l'article 90 de la Constitution. Il ne peut être candidat à la présidence de la République.

Art. 91 - En cas de nécessité impérieuse, le Haut Comité de Sécurité réunit le président de l'Assemblée Populaire Nationale, le président du Conseil de la Nation, le chef du Gouvernement et le président du Conseil constitutionnel *entendus*, le président de la République décrète l'état d'urgence ou l'état de siège pour une durée déterminée et prend toutes les mesures nécessaires au rétablissement de la situation. La durée de l'état d'urgence ou de l'état de siège ne peut être prorogée qu'après l'approbation du Parlement siégeant en Chambres réunies.

Chapitre II : Du pouvoir législatif

Art. 101 - Les membres de l'Assemblée Populaire

Nationale sont élus au suffrage universel, direct et secret. Les membres du Conseil de la Nation sont élus au suffrage indirect et secret parmi et par les membres des Assemblées Populaires Communales et de l'Assemblée Populaire de Wilaya.

Le nombre des membres du Conseil de la Nation est égal à la moitié, au plus, des membres de l'Assemblée Populaire Nationale. Les modalités d'application du 2^e alinéa ci-dessus sont déterminées par la loi.

Art. 105 - Le mandat du député et du membre du Conseil de la Nation est national. Il est renouvelable et non cumulable avec d'autres mandats ou fonctions. La transhumance interpartis est interdite durant toute la législature.

Art. 109 - L'immunité parlementaire est reconnue aux députés et aux membres du Conseil de la Nation pendant la durée de leur mandat.

Art. 111 - En cas de flagrant délit ou de crime flagrant, il peut être procédé à l'arrestation du député ou du membre du Conseil de la Nation.

Art. 114 - Le président de l'Assemblée Populaire Nationale est élu pour la durée de la législature.

Le président du Conseil de la Nation est élu après chaque renouvellement partiel de la composition du Conseil.

Art. 120 - Pour être adopté, tout projet ou proposition de loi, doit faire l'objet d'une délibération successivement par l'Assemblée Populaire Nationale et par le Conseil de la Nation. La discussion des projets ou propositions de lois par l'Assemblée Populaire Nationale porte sur le texte qui lui est présenté. Le Conseil de la Nation délibère sur le texte voté par l'Assemblée Populaire Nationale et l'adopte à la majorité absolue de ses membres.

En cas de désaccord entre les deux Chambres, une commission paritaire, constituée des membres des deux Chambres, se réunit à la demande du chef du Gouvernement pour proposer un texte sur les dispositions objet du désaccord. Ce texte est soumis par le Gouvernement à l'adoption des deux Chambres et n'est pas susceptible d'amendement, sauf accord du Gouvernement. En cas de persis-

tance du désaccord, ledit texte est retiré.

Le Parlement adopte la loi de finances dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de son dépôt, conformément aux alinéas précédents au plus tard le 31 décembre de l'année fiscale en cours. En cas de sa non-adoption dans le délai imparti, le président de la République promulgue le projet du Gouvernement par ordonnance. Les autres procédures seront fixées par la loi organique visée à l'article 115 de la Constitution.

Art. 123 - Outre les domaines réservés par la Constitution à la loi organique, relèvent également de la loi organique les matières suivantes :

- l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics ;
- le régime électoral ;
- la loi relative aux partis politiques ;
- la loi relative à l'information ;
- les statuts de la magistrature et l'organisation judiciaire ;
- la loi-cadre relative aux lois de finances ;
- la loi de programmation militaire relative à la Défense et à la sécurité nationale.

La loi organique est adoptée à la majorité absolue des députés et des membres du Conseil de la Nation. Elle est soumise à un contrôle de conformité par le Conseil Constitutionnel avant sa promulgation.

Art. 124 - En cas d'urgence et de nécessité absolue, pendant la vacance de l'Assemblée Populaire Nationale ou dans les périodes d'inter-session du Parlement, le président de la République peut légiférer par ordonnance sauf pour les lois cadre.

Le président de la République soumet les textes qu'il a pris à l'approbation de chacune des Chambres du Parlement, à sa prochaine session. Sont caduques les ordonnances non adoptées par le Parlement.

En cas d'état d'exception défini à l'article 93 de la Constitution, le président de la République peut légiférer par ordonnances. Les ordonnances sont prises en Conseil des ministres. **R. H.**

ET REVOILÀ LE DÉBAT SUR L'ARABISATION

Par Nouredine Mimouni

Enseignant à l'université Saâd Dahleb de Blida

La nomination de M^{me} Belghebrat à la tête du secteur de l'Education nationale a donné lieu à la relance d'un vieux débat que l'on avait un peu oublié, celui de l'arabisation. Il est peut-être utile de rappeler que dès le lendemain de l'indépendance, la question de l'arabisation a servi de ligne de démarcation entre deux catégories d'Algériens : les arabisants et les francophones. Cette différenciation avait un contenu idéologique très accentué et véhiculait de dangereux amalgames et des raccourcis indignes et honteux.

Les francophones étaient assimilés à des laïques anti-religieux et à des anti-nationalistes, les tenants de l'arabisation étaient par contre d'authentiques patriotes, des Algériens respectueux de la religion et des traditions séculaires de notre peuple. Il s'est tout de suite trouvé des défenseurs zélés de la langue arabe, adeptes d'un programme d'arabisation au pas de charge.

La langue arabe a servi de cheval de bataille à des groupes d'individus qui croyaient en détenir le monopole et qui étaient bien décidés à s'en servir pour des objectifs et des intérêts bien précis. Le regretté Mostepha Lachref disait dès les premières années de l'indépendance qu'*'il ne fallait pas compter sur ces arabisants zélés pour apprendre la*

langue arabe à notre peuple, ce sont des jaloux qui veulent rester les seuls à maîtriser l'arabe.

L'arabisation de la société, question centrale et légitime, est devenue otage d'un rapport de force et a servi d'instrument de promotion ou d'exclusion sociale. Il est clair aujourd'hui que l'enjeu n'a jamais été la maîtrise de la langue arabe mais la réalisation d'objectifs étroits et de déni des intérêts stratégiques de notre peuple.

Il suffit pour le montrer de faire le point de la situation actuelle et de constater que nous avons « lâché la proie pour l'ombre » et perdu une langue sans en maîtriser une autre, comme le précise le fameux mot des années 1970 : « analphabètes trilingues ». L'arabisation, menée de manière chaotique sur injonction administrative depuis près de quatre décennies, a relégué l'acte d'enseigner, c'est-à-dire transmettre le savoir, au second plan et il était devenu plus important d'arabiser les établissements scolaires que d'enseigner.

Il faut dire aussi que personne ne croyait en ce projet, les défenseurs les plus acharnés de l'arabisation s'arrangeaient toujours pour scolariser leurs proches dans les rares écoles où l'enseignement était en français. Cela pose plusieurs questions importantes : à qui était destinée cette arabisation totale et intégrale ? Qui devait faire les frais de cette langue arabe au rabais, insipide, faite de formules stéréotypées que devaient répéter à l'infini des générations de petits Algériens ?

En effet, comment convaincre à partir

du moment où les tenants de l'arabisation violaient les règles du jeu qu'ils avaient eux-mêmes établies ? Les événements récents montrent bien que ce n'est pas obligatoirement les francophones qui sont francophiles et que la France s'accommode très bien des

IL FAUT AUSSI DIRE QUE PERSONNE NE CROYAIT EN CE PROJET, LES DÉFENSEURS LES PLUS ACHARNÉS DE L'ARABISATION S'ARRANGEAIENT TOUJOURS POUR SCOLARISER LEURS PROCHES DANS LES RARES ÉCOLES OÙ L'ENSEIGNEMENT ÉTAIT EN FRANÇAIS.

arabisants qui l'insultent à longueur de meetings, mais qui lui confient leurs rejets qu'elle abrite et éduque.

Le débat sur l'arabisation est aussi l'arbre qui cache la forêt, car si la langue est importante, l'enseignement aussi a ses règles et c'est un problème de compétences et de spécialistes.

L'enseignement est un ensemble de techniques et des méthodes spécifiques qui peuvent s'appliquer à n'importe quelle discipline, ce sont des moyens à réunir, un personnel à former, une pédagogie et une didactique à appliquer.

Cet aspect a tendance à être occulté et le débat à se focaliser sur la langue, ce qui réintroduit une confusion, depuis longtemps entretenue, entre l'éducation et l'enseignement, c'est comme si l'on voulait que nos écoles éduquent mais n'enseignent pas.

Ce qui est mis en avant dans le débat, c'est la langue arabe et ce qu'elle doit véhiculer comme valeurs, vaste débat qui n'en finit pas de resurgir. Ce n'est pas tant les valeurs qui posent problème, mais leur instrumentalisation et notre histoire tragique en montre tous les dangers. Les zélotes et autres gardiens des constantes, en s'arrogeant le monopole sur les valeurs comme fonds de commerce ou sésame politique, ont fini par réduire la personnalité de notre peuple à des stéréotypes dominés par la paranoïa, l'exclusion et l'invective. Les constantes, selon leurs doctes défenseurs, consistent à classer les Algériens par catégories en fonction de leur propre grille de lecture, comme si notre peuple avait besoin de se diviser au lieu de s'unir.

Il est temps de resituer le débat dans son véritable sens, aujourd'hui tous les cycles de l'éducation sont arabisés de « alif à ya », le débat ne peut plus porter sur l'arabisation, il faudrait bien sûr, un jour, en faire le bilan et se demander pourquoi cela a conduit à une telle im-

passe ? Et comment ceux qui étaient en charge de ce secteur pendant toutes ces années se sont débrouillés pour faire de l'école ce qu'elle est actuellement ? La commission Benzaghoul n'a pas fait le bilan de l'arabisation, mais une évaluation critique des méthodes d'enseignement utilisées à l'aune de ce qui se fait dans le monde et compte tenu des nécessités induites par le développement.

Au-delà même de l'arabisation, le secteur se débat dans des difficultés inimaginables dues en partie au formidable flux des élèves et au retard pris en matière d'équipements et moyens pédagogiques. La situation a été jugée critique et la commission n'a fait que l'énoncer clairement en proposant des solutions nouvelles.

Le secteur a besoin d'un projet clair et consensuel pour élever le niveau de notre enseignement et préparer notre jeunesse aux défis qui l'attendent. Il ne faut pas se tromper de débat, l'école ne peut pas résoudre tous les problèmes de la société, elle ne peut que tenter de transmettre des connaissances, un savoir-faire et des compétences et c'est tout ce qu'il faut lui demander.

Le débat sur l'arabisation est fini, il faut ouvrir le débat sur la compétence et l'efficacité, il faut arrêter des objectifs et définir les moyens nécessaires et assurer un suivi de leur réalisation. L'Algérie a besoin de toutes ses compétences et en exclure certaines pour une raison ou une autre relève tout simplement d'un manque de patriotisme et de la négation de ces valeurs que l'on prétend défendre. **N. M.**

ON VOUS LE DIT

Priorité aux entreprises nationales

Le gouvernement semble avoir opté pour les sociétés nationales pour la réalisation des pénétantes routières, au contraire de l'autoroute Est-Ouest. L'information a été confirmée, jeudi dernier, par le président de la Confédération générale du patronat du BTPH, Abdelmadjid Denouni, lors de l'installation du bureau de wilaya de la confédération de Chlef. Il a ainsi affirmé que le projet de réalisation des pénétantes devant relier les ports à l'autoroute Est-Ouest et aux wilayas des Hauts-Plateaux, sera confié à des groupements d'entreprises nationales. Selon lui, cette décision a été prise par le ministre des Travaux publics et vise à intégrer les entreprises algériennes du secteur dans le programme national de réalisation de liaisons autoroutières, qui relieront des wilayas du Nord à celles des Hauts-Plateaux, à partir de l'autoroute Est-Ouest. Il s'agit, entre autres, des pénétantes de Béjaïa et de Ténès, dont le lancement accuse un retard considérable.

Une nouvelle ligne Chlef-Grenoble

La compagnie aérienne Tassili Airlines a décidé d'ouvrir une nouvelle ligne entre Chlef et Grenoble à partir de juin prochain, a indiqué son directeur commercial lors d'un point de presse animé mardi dernier à Alger. La desserte sera assurée tous les jeudis durant la période allant du 26 juin au 13 septembre 2014, a indiqué le même responsable. L'ouverture de cette ligne répond à la demande des nationaux établis à Grenoble et dans les villes proches de Saint-Étienne et Lyon. Cinq autres vols hebdomadaires seront programmés cet été entre l'aéroport Aboubakr Belkaid de Chlef et ceux de Paris et Marseille, à raison de deux rotations à destination de la capitale française et trois vers la cité phocéenne.

Le tramway fête la Journée de l'enfance

À l'occasion de la Journée de l'enfance, la Société d'exploitation des tramways d'Algérie (Setram), en partenariat avec l'Ecole d'art Profil, célèbre la journée le 1^{er} juin 2014 par un événement éducatif. L'objectif de cette manifestation est d'accorder une attention à cette génération montante, afin de la sensibiliser et de lui faire prendre conscience de ce qu'est le tramway. En prévention des risques, et afin d'accompagner les enfants à s'habituer à ce nouveau mode de transport, la Setram mènera à cette occasion une campagne de sensibilisation et d'information sur la «La tram-attitude». Cette campagne portera sur les comportements et les réflexes que chacun doit adopter afin de préserver sa sécurité et celle des autres, dans l'enceinte du tramway ainsi qu'aux abords proches. De son côté, l'école Profil a programmé un spectacle avec une multitude d'activités et d'animations comprenant des chorégraphies, des jeux d'enfants et plein d'autres surprises.

Macir Vie accompagne les Espagnols

Dans le but de nouer et de développer les relations économiques entre l'Algérie et l'Espagne, Macir Vie adhère au prestigieux cercle du CCIAE, composé d'entreprises algériennes et espagnoles en tant que sponsor et assureur exclusif, afin de leur apporter son savoir-faire dans le domaine des assurances-vie, voyage et santé. Macir Vie est le premier assureur privé qui s'est implanté en Algérie, d'origine 100% algérienne. Rappelons qu'elle accompagne la FAF en proposant des couvertures d'assurance sur mesure destinées aux différents joueurs de l'équipe nationale de football, lors de leurs stages d'entraînement ou compétitions nationales et internationales, telles que la Coupe du monde et la Coupe d'Afrique.

COMMÉMORATION À ORAN

Il y a 75 ans, l'arrivée des réfugiés espagnols



Le Stanbrook avec à son bord plus de 2.000 passagers espagnols au port d'Oran le 29 mars 1939

Un groupe de 94 touristes espagnols a été accueilli, vendredi au port d'Oran, pour un séjour entrant dans le cadre de la commémoration du 75^e anniversaire de l'arrivée des réfugiés espagnols en Algérie. Plusieurs activités culturelles sont inscrites au menu du programme de cette célébration qui se tient jusqu'à dimanche prochain dans différentes villes de la région Ouest du pays, ont précisé les organisateurs lors d'une conférence de presse. La ville d'Oran a accueilli, en mars 1939, le dernier bateau de réfugiés espagnols, le Stanbrook qui avait à son bord plus de 2000 passagers. «Dans la nuit du 28 au 29 mars 1939, le vieux cargo Stanbrook évacua en Algérie sous occupation coloniale les derniers républicains espagnols qui avaient embarqué pour fuir la guerre civile», a indiqué la coordinatrice du comité d'accueil, Natalia Mellado Covas. M^{me} Covas a également évoqué les conditions inhumaines infligées par l'administration coloniale française aux exilés espagnols qui furent internés dans des camps insalubres plusieurs mois durant. De son côté, le secrétaire de la commission espagnole «Stanbrook», Pacual Moreno

Torregosa, a mis l'accent sur «la solidarité exemplaire manifestée par le peuple algérien à l'époque». Il a rappelé dans ce contexte que «la population algérienne s'était mobilisée dès l'arrivée des Espagnols, leur apportant vivres, eau et couvertures, alors que l'administration coloniale avait interdit le débarquement des réfugiés pendant plus d'un mois». La conférence de presse a été présidée par la directrice de la Culture de la wilaya d'Oran qui a suggéré de mettre à profit la présence des hôtes espagnols pour l'élaboration d'un recueil de témoignages et d'un film documentaire autour de cette page de l'histoire en partage entre les deux pays. Une femme qui fut à bord du Stanbrook, alors qu'elle était encore nourrisson à l'époque, figure parmi le groupe de touristes espagnols qui comptent tous au moins un ascendant débarqué de ce navire à Oran. Les présidents des associations locales «Santé Sidi El Houari» et «Bel Horizon» dédiées à la valorisation du patrimoine, ont eux aussi mis en relief l'intérêt de cette commémoration au plan des échanges culturels. Ces associations constituent les partenaires majeurs des manifestations prévues

dans ce cadre, dont des concerts de musique à Oran, des visites d'anciens camps d'internement et des cérémonies de recueillement sur les tombes des réfugiés espagnols à Relizane et à Mostaganem. L'inauguration d'un monolithe à la mémoire du «Stanbrook» et une visite du Fort historique de Santa-Cruz sont également inscrites au programme de ce séjour commémoratif. L'arrivée des réfugiés espagnols en Algérie avait fait l'objet d'une conférence animée le 3 mai dernier à l'Institut culturel Cervantès par l'historienne Eliane Ortega Bernabeu qui a affirmé avoir recensé une cinquantaine de camps d'internement en Algérie, dont cinq à Oran, où les exilés espagnols furent confinés par l'administration coloniale française. «Les républicains espagnols furent traités comme des prisonniers de guerre, alors que c'étaient des civils, hommes, femmes et enfants fuyant la guerre civile en Espagne», avait-elle observé, tout en rappelant qu'un sort encore plus douloureux fut réservé aux populations algériennes forcées au déplacement massif dans nombre de ces mêmes camps de concentration.

APS

POPULATION RURALE À AÏN DEFLA

La Protection civile à la rescousse

Le 1^{er} juin, Journée mondiale de l'enfant, débutera l'opération de prise en charge par des équipes médicales de la Protection civile des populations désshéritées. L'initiative intervient conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, selon un communiqué de presse émanant de ce département ministériel. Ainsi, un vaste programme d'aide en faveur des populations enclavées a été tracé par la direction générale de la Protection civile et des autorités locales. Dans la wilaya de Aïn Defla, sont prévues des sorties médicales qui toucheront 16 zones rurales d'une population de 7000 habitants, dans 9 communes sur les 36 que compte la wilaya de Aïn Defla. Il s'agit notamment des zones enclavées situées sur les monts de l'Ouarsenis (sud du chef-lieu de wilaya) et du Dahra, au Nord. L'équipe médicale itinérante de la Protection civile comprend des médecins urgentistes, des paramédicaux, un psychologue et des agents de la Protection civile. Deux

ambulances, un véhicule tout-terrain, un camion d'incendie et un camion de transport ont été mis à la disposition de cette équipe. Cette dernière a pour mission de prodiguer des soins d'urgence aux malades et blessés et de procéder à des évacuations en cas de nécessité. Parallèlement, les agents de la Protection civile auront pour autre mission la sensibilisation des habitants des zones enclavées sur les accidents domestiques, les piqûres de scorpion, les noyades et la prévention contre les incendies de forêt à l'approche de la saison chaude. Selon le directeur de la Protection civile de la wilaya de Aïn Defla, le lieutenant-colonel Ahmed Hassani, tous les moyens humains et matériels sont prêts pour la réussite de cette opération qui s'étalera dans un premier temps sur quatre mois. Quant à son coup d'envoi, il se fera au douar de Ouled Sida relevant de la commune de Oued Djemaâ, qui est située au sud-est du chef-lieu de wilaya de Aïn Defla, a-t-on encore appris de même source.

Aziza. L

SOMMET DES COMPAGNIES AÉRIENNES

Le vol MH 370 au centre des débats

Le sommet annuel des compagnies aériennes mondiales se tiendra de dimanche à mardi, à Doha, au Qatar et devrait être largement dominé par la question de l'énigmatique et tragique accident de la Malaysia Airlines, qui a constitué un coup de semonce pour le transport aérien. La 70^e assemblée générale (AG) de l'Association internationale du transport aérien (IATA), qui regroupe 240 transporteurs, représentant 84% du trafic aérien mondial, sera un temps de célébration du 100^e anniversaire de l'aviation commerciale. Elle sera aussi un moment d'introspection près de trois mois après la perte énigmatique du Boeing 777 de la Malaysia Airlines. L'avion, parti le 8 mars de Kuala Lumpur avec 239 personnes à son bord pour Pékin, reste à ce jour introuvable. Cet événement, tragique pour les familles des disparus, a constitué un coup de semonce pour le transport aérien et suscité un sentiment profond d'incompréhension dans l'opinion publique qui s'interroge : comment un avion de ligne peut-il disparaître sans laisser de trace ? Aucun débris n'a été détecté dans l'océan Indien où il est supposé s'être abîmé. L'IATA réunit ses membres chaque année pour évoquer les perspectives économiques du secteur. En 2013, elle avait profité de la tenue de son AG au Cap pour évoquer, par ailleurs, la faiblesse en matière de sécurité aérienne en Afrique. Cette année, elle se penchera notamment sur le pistage des avions suivis par satellite, la transmission automatique des données de vol, les technologies pour pister les aéronefs. L'association devrait encourager les différentes initiatives lancées par les autorités internationales ces dernières semaines. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) vient ainsi de constituer un groupe de travail qui doit élaborer, d'ici septembre, des solutions pour pister les avions. Sur le front économique, l'IATA dévoilera ses prévisions de bénéfices du secteur pour 2014. En mars, elle tablait sur 18,7 milliards de dollars précédemment, en raison de la hausse du prix du kérosène.

PHOTO : D.R



SPORTS

RC RELIZANE

La direction veut maintenir le coach

Les dirigeants du Rapid Club de Relizane (RCR) ont fait du maintien de Hamouche Samir à la barre technique de l'équipe leur priorité avant d'entamer les négociations avec les joueurs actuels et ceux appelés à porter les couleurs du club la saison prochaine. Car laisser partir Hamouche équivaut, à leurs yeux, perdre la moitié de la force de l'équipe du RCR qui a réalisé, sous sa houlette, une excellente saison, puisque les Lions de la Mina ont réussi à accéder en Ligue 2. Zerrouki Mohamed et ses collaborateurs veulent barrer au plus vite le chemin aux clubs qui sont sur la trace de Hamouche qui doit annoncer, dit-on, au Rapid de Relizane, le renouvellement de son contrat dans les prochaines semaines. Mais les exigences du coach pour un nouveau bail ne sont pas seulement d'ordre financier. Il veut que l'ossature de l'équipe soit maintenue ainsi que le renforcement de l'effectif par quatre bons joueurs. En technicien expérimenté, il sait pertinemment que la saison prochaine, la direction du club lui assignera certainement la conquête du titre national.

A. Taoui

STADE OLYMPIQUE DE BARAKI

Tahmi relance les Chinois

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, a reçu jeudi, Duan Youngchuang, PDG de China Railway Construction Engineering Group (CRCEG), en charge de la réalisation du stade olympique de Baraki. Cette rencontre a permis aux deux parties d'aborder la question liée au ralentissement des travaux constatés sur les lieux par les services du ministère des Sports et de la wilaya. A cet effet, le professeur Tahmi n'est guère satisfait du non-respect des délais. Pour cela, il a tenu à rappeler aux responsables de l'entreprise chinoise que lors de sa dernière visite sur le chantier en présence du bureau d'études, il a été convenu que le stade serait livré en 2015 et que tout retard ne serait plus admis. M. Tahmi a insisté pour accélérer la cadence des travaux, les gros lots étant prêts et a instruit de désigner un correspondant de son département ministériel chargé aux côtés des services de la wilaya du suivi et de la coordination entre les différents intervenants.

A. C.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE

Tournoi de mini-volley à Alger

La Ligue d'Alger de volley-ball, en partenariat avec la DJSL d'Alger et le concours de sponsors, célébrera la Journée mondiale de l'enfance en organisant un grand tournoi de mini-volley formule 4x4, aujourd'hui au niveau des aires de jeu au front de mer les Sablettes (Caroubier). Cette manifestation sportive regroupera l'ensemble des clubs de la wilaya d'Alger, à savoir le GS Pétroliers, le NR Saidali Alger-Centre, NO Reghaia, CASA Mohamadia, NRB Hammamet, ASC Oued Smar, Olympique Mohamadia, le RJA, le RAMA, WO Rouiba, WAT Aïn Taya, OC Alger et des équipes du village SOS Enfants de Draria, les invités d'honneur de ce tournoi.

Nacer Mustapha

USM BEL ABBÈS

Serrar, nouveau président du club



PHOTO : DR

L'USM Bel Abbès (Ligue 1) a un nouveau staff dirigeant. Jeudi dernier, l'ex-président de l'ES Sétif, Abdelhakim Serrar, a acquis officiellement 53,5% des actions de la société SSPA/USMBA. Il a racheté la totalité des parts que détenait M. Benchinoun, devenant, de ce fait, président du conseil d'administration du club phare de la Mekerra. Deux opérateurs économiques de la wilaya, Yahia Amroun et Ilyes Moussa, ont, pour leur part, racheté respectivement 21,5% et 2,5% des actions mises en vente par les dirigeants sortants. «Le rachat des actions s'inscrit dans le cadre de la restructuration du club et de sa recapitalisation», explique M. Amroun, ancien président du CRB, Sfisef, et probable prochain directeur général de la société. Intervenant en marge de la signature des contrats de deux nouvelles recrues, Toufik Aït Lefki (gardien de but) et Adlène Farès (milieu de terrain offensif), à l'hôtel Eden, le nouveau patron du club a précisé que l'opération de recrutement des joueurs devait

être clôturée avant le 25 juin, date à laquelle l'USMBA débutera la préparation d'intersaison. «C'est une grande responsabilité que de diriger un club de la stature de l'USMBA. Ce n'est pas une mince affaire, car j'hérite d'un club complètement déstructuré», a-t-il déclaré, estimant que son plan d'action portera en priorité sur l'apurement des dettes, un recrutement de qualité et la réorganisation du club. Et de préciser : «La seule condition que j'ai posée lors de l'acquisition des actions est de ne pas endosser les dettes non justifiées. Je ne prends que les dettes justifiées par des pièces comptables authentifiées.» Pour ce faire, l'ex-défenseur de l'équipe nationale table sur un budget prévisionnel de 35 milliards de centimes pour la prochaine saison. Abdelhakim Serrar a, par ailleurs, précisé que les pourparlers avec l'entraîneur suisse Alain Geiger n'ont pas abouti. Il s'est refusé, à ce propos, d'avancer un quelconque nom, «d'autant que les négociations n'ont pas été finalisées», dira-t-il.

M. Abdelkrim

MO BÉJAÏA

Adrar démissionnaire

Les choses vont mal au conseil d'administration de la formation du MO Béjaïa, puisque après la démission du manager général Sadij et de l'entraîneur Amrani, c'est au tour du président du CA, Akli Adrar, de jeter l'éponge sans pour autant évoquer les raisons. En effet, nos tentatives pour joindre l'intéressé afin d'avoir plus d'information se sont avérées vaines, alors que l'on a appris, dans la journée d'hier,

que le boss des Crabes aurait décidé de démissionner pour contester certains faits qui se déroulent actuellement. L'initiative prise par certains actionnaires de mener des négociations avec Hakim Medane sans sa concertation aurait été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. A l'instar de son manager général, le président Adrar aurait souhaité ce que tout se déroule avec le cautionnement de tous les membres

du CA. L'assemblée générale des actionnaires, qui est prévue pour ce lundi, sera chaude dans la mesure où chacun des actionnaires veut faire des révélations. Cela se passe au moment où le recrutement se trouve au point mort, ajoutant à cela la barre technique qui est vacante depuis mardi dernier après la démission de Amrani à cause du flou qui persiste au sein du staff dirigeant.

L. Hama



PHOTO : DR

MSP BATNA

L'AGEx de la dernière chance

Finalement, après un premier report de l'AGEx, pour absence de quorum et à cause du climat délétère qui l'avait entourée, cette assemblée a donc eu lieu dans la double journée, jeudi dernier. Les 37 membres présents ont approuvé à l'unanimité la démission du président du CSA, Saâd Zender, et ont élu les commissions. Concernant la commission des candidatures, sa présidence a échu à Fouad Abab-

sa, quant à celle des recours, elle est présidée par Adel Belagha. Sitôt lesdites commissions installées, il a été convenu que l'opération de dépôt des dossiers de candidature s'étalerait du 1^{er} au 5 juin. La date des recours est fixée pour le 7 juin. A propos de l'élection par l'assemblée générale du nouveau président du CSA/MSPB, elle aura lieu le 10 juin. A noter que les membres de l'AG ont exigé du futur président de

l'association de ramener «un projet solide et ambitieux et de rompre avec les vieilles pratiques et méthodes archaïques de gestion qui ont achevé le Mouloudia». Pour les supporters, véritables dindons de la farce de cette pièce tragi-comique, ils exigent «du sang neuf et la rupture avec tous les anciens dirigeants seuls responsables de la situation dramatique de notre club qui ne mérite pas un tel sort !» tonnent-ils furieux.

A. N.

MEETING D'EUGÈNE

Makhloufi pour la 2^e fois sur le mile

Une année après avoir terminé 11^e sur l'épreuve du mile avec un chrono de 3'52"94, au meeting d'Eugène (Etats-Unis), Taoufik Makhloufi retrouvera aujourd'hui la même piste où il est engagé (1609 m). En fait, s'il avait le choix, Makhloufi aurait privilégié le 800 m au lieu du mile. Malgré cela, l'objectif de Makhloufi à Eugène est d'effacer la déconvenue de l'an dernier et, pourquoi pas, signer sa première victoire de la saison. Tout est possible pour Makhloufi qui est resté sur deux bonnes performances au cours des réunions de Doha sur 1500 m (3'30"40) et Shanghai sur 800 (1'44"74). Pour la 2^e course de sa carrière sur le mile, Makhloufi, qui est managé cette saison par le Hollandais Jos Hermens, a sûrement

tiré les enseignements de ses dernières sorties. Ses adversaires, comme le Kenyan Asbel Kipruto Kiprop ou le jeune Djiboutien Ayanleh Souleiman (champion du monde du 1500 m en salle 2014), qui vont animer l'épreuve, feront aussi leur rentrée sur le mile. Tandis qu'au meeting international de Marseille prévu cet après-midi, Lyes Mokdel effectuera sa 3^e compétition sur le 110 m haies avec un bon coup à jouer, en affrontant le Cubain Dayron Robles, champion olympique à Pékin 2008, et le Français Martinot Lagarde Thomas. Durant ce même rendez-vous, d'autres Algériens seront en lice : Abdelmalik Lahoulou, l'émigré Mehdi Bouhenna (400 m haies) et Hamdane Chouaïb (800 m). C. B.

وكالة هيپون للسياحة HYPPONE TOURS
 Depuis 1999
إمكانيات للجامعين ومتقاعدي الجيش
عمرة
 عمرة
 أول مرة
 125 000 DA
 عمرة
 أول مرة
 160 000 DA
 عمرة
 أول مرة
 135 000 DA
 و الباقي على 6 أشهر
 من جوان إلى نوفمبر 2014
هيپون تور. وكالة الثقة والأمان
 Alger : 023 82 22 22 / 023 82 21 85 / 0780 803 481
 Annaba : 038 83 69 87 / 038 84 35 72 / 0560 912 306 / 0560 913 680

PUBLICITÉ

SPORTS

MONDIAL 2014

ISLAM SLIMANI.

Attaquant de l'EN

«Nous sommes optimistes»

Le buteur des Verts, Islam Slimani (Sporting Lisbonne), s'est dit optimiste pour ce qui est des chances des Verts d'atteindre le second tour du Mondial.

Propos recueillis par Abdelghani Aïchoun



PHOTO: SAMI K.

Comment se présente ce match amical face à l'Arménie ?

C'est une rencontre amicale, comme toutes les autres. Que l'on joue face à l'Arménie ou le Brésil, cela ne change rien. Le résultat ne compte pas. L'essentiel c'est de mettre en œuvre les automatismes et de voir comment on est physiquement.

Le stage s'est bien déroulé ?

Les choses se sont déroulées dans la sérénité comme d'habitude d'ailleurs. Tout se passe bien. On est un bon groupe, une famille. On se prépare comme il se doit afin d'être prêts pour le jour J.

Etant le buteur de l'équipe nationale, une grande pression pèse sur vous ?

Slimani seul ne pourra rien faire. C'est tout le groupe qui est motivé. Personnellement, je me sens bien physiquement. C'est le plus important. Pour le reste, que tu inscrives des buts ou non en championnat, l'équipe nationale est une autre affaire. De toute façon que ce soit en club ou en équipe nationale, un joueur est obligé de faire de son mieux pour marquer des buts. C'est mon travail. Je vais donc tout faire pour être à la hauteur des attentes des supporters.

Etes-vous optimistes pour une qualification au second tour du Mondial ?

Bien sûr. Sinon, qu'est-ce que l'on est en train de faire ici. Si quelqu'un n'est pas ambitieux et n'a pas d'objectif, il n'avancera jamais.

Cela est valable pour tous les métiers, pas seulement en football. On partira au Brésil, j'espère, pour réaliser de bons résultats et rendre heureux tous les Algériens. A.A.

BERNARD CHALLANDES. SÉLECTIONNEUR DE L'ARMÉNIE

«Un match difficile face à l'Algérie»

Le nouveau sélectionneur suisse de l'équipe de l'Arménie, Bernard Challandes, s'attend à un match difficile face à l'Algérie. «J'ai regardé le match Algérie-Slovénie (2-0). Beaucoup de joueurs algériens évoluent en Europe. Ils ont un bon entraîneur, et ce sera un match difficile», a déclaré Challandes à la presse. Le technicien suisse n'a pas tari d'éloges sur les partenaires de Sofiane Feghouli. «Ils sont bien préparés physiquement, ils jouent agressifs et rapides. Quoi qu'il en soit, il est très important de voir le comportement de notre équipe contre un tel adversaire», a-t-il souligné. En prévision de cette rencontre, les partenaires de Sarkisov ont rejoint Crans-Montana, mercredi, au lendemain du match amical remporté face aux Emirats arabes unis (4-3). Bernard Challandes devrait apporter quelques changements, notamment au niveau de la défense qui n'a pas donné satisfaction. «Notre jeu ne m'a pas satisfait, nous avons commis des erreurs tactiques. En un mot, notre défense n'était pas parfaite», a-t-il expliqué. Contre les Verts, le sélectionneur suisse comptera sur les vedettes de l'équipe évoluant à l'étranger, notamment la star de Dortmund, Henrikh Mkhitaryan, pour tenter de faire un bon résultat avant de boucler sa série de trois rencontres amicales face à l'Allemagne. «L'équipe n'est pas encore prête, nous avons à peine dix séances d'entraînement depuis notre premier stage à Erevan qui a débuté le 21 mai. On ne peut pas demander aux joueurs de faire mieux, mais il faut qu'ils prennent les matchs amicaux comme des rencontres officielles avec le maximum de concentration et de sérieux. Nous allons affronter une équipe qui va participer à sa seconde Coupe du monde consécutive. Nous ne pouvons pas nous attendre à un match facile face à l'Algérie», a-t-il conclu. (APS)

ALGÉRIE – ARMÉNIE
CE SOIR (17h) À SION, (SUISSE)

Test révélateur pour les Verts avant le Brésil

● La sélection nationale disputera ce soir (17h), à Sion (Suisse), le premier de ses deux matchs amicaux programmé lors de son stage en Suisse, en affrontant une modeste équipe de l'Arménie (33^e mondial).



PHOTO: DR

Galop d'entraînement de la sélection nationale à Genève (Suisse)

Les Verts, après deux semaines de stage à Alger, attaquent la dernière ligne droite de leur préparation avant le Mondial, avec un ultime stage d'une semaine à Genève (Suisse), avant de rallier le Brésil le 7 juin prochain pour entamer son aventure dans le Mondial 2014. A pied d'œuvre depuis jeudi dernier à Genève, les capés de Halilhodzic seront mis à l'épreuve à l'occasion d'un premier test, en affrontant, ce soir au stade du Tourbillon à Sion, la sélection de l'Arménie, pour le premier des deux matchs amicaux programmés lors du séjour en terre suisse. Un test révélateur dans la mesure où les coéquipiers du capitaine Madjid Bougherra disputeront là leur premier match amical à l'approche du Mondial, près de trois mois après la confrontation face à la Slovaquie (5 mars, ndlr). Un premier test donc, même si l'Arménie reste un modeste adversaire, en atteste sa victoire difficile face aux Emirats arabes unis (4-3), et qui prépare les éliminatoires de l'Euro-2016. Un premier match amical à l'approche du Mondial, qui servira de répétition générale avant le

départ des Verts pour le Brésil, d'autant plus que le technicien bosnien compte aligner son équipe type, tout en testant quelques variantes avec les six changements qu'il opérera lors de cette confrontation, qui verra certainement la participation du néo-international Ryad Mahrez (Leicester) pour sa première compétition avec les Verts. Un match test face à un adversaire de niveau très moyen et qui sera aussi l'occasion pour le Bosnien de trancher la question du joueur qui ne fera pas le déplacement au Brésil, puisque 23 éléments seulement sont appelés à prendre part au Mondial, et dont la liste doit être transmise au plus tard demain à la FIFA. Un joueur que le coach national choisira entre Yebda, Belkalem et Guedioura, même si tout indique que c'est le dernier nommé qui devrait être écarté. A noter enfin que pour ce match, un seul élément est incertain, il s'agit de l'avant-centre du FC Porto, Nabil Ghilas, blessé à la cheville mais qui sera opérationnel pour le second match face à la Roumanie, mercredi prochain, à Genève. T.A.S.

DES VOYAGES ORGANISÉS, PARIS-GENÈVE

L'amour du maillot ». Telle pourrait être la devise inscrite dans les gènes de Jaoueb quand il s'agit des Fennecs. Une empreinte amoureuse qui a poussé cette Franco-Algérienne, originaire de Maghnia, à se lancer un défi personnel : transporter en Suisse une cinquantaine de supporters pour encourager l'Algérie face à l'Arménie et à la Roumanie. «Je voulais y aller seule au départ. Après réflexion, je me suis dit qu'il fallait essayer d'emmener un maximum de personnes», confie la jeune femme de 29 ans. Et pour un baptême du feu, l'intérêt est au rendez-vous. La quasi-inexistence d'initiative de ce genre interpelle une partie du public et suscite bien des interrogations. Certains pensent qu'il s'agit là d'une arnaque. Une fois les doutes dissipés, les 56 places du match de Sion (package à 80 euros comprenant le voyage plus l'entrée au stade) trouvent preneurs en moins de trois jours. Agréablement surprise par l'enthousiasme, cette fan du PSG n'en revient toujours pas : «Je ne m'attendais pas à un tel engouement.» Mais avant de connaître cette réussite, celle qui est assistante de direction dans une banque d'investissement a dû essuyer le refus sorniois des loueurs de cars. «Au début, je disais naïvement que c'était pour encourager l'équipe d'Algérie. Certains n'ont

rien voulu savoir. D'autres surestimaient la prestation ou avançaient que leur planning était surchargé. J'ai trouvé deux assurances qui m'ont fait un devis à 450 euros. Mais quand elles ont su que c'était pour un match de l'Algérie, elles se sont rétractées», dit-elle désolée. Cependant, ces fins de non-recevoir n'ont pas impacté sa détermination. Sa persévérance lui a permis de trouver la perle rare en la personne de Adel (Adel Voyages à Clichy-sur-Seine). Un compatriote, par ailleurs supporter des Verts, qui a accepté de baisser son prix de 40% afin de faciliter le projet. Pensant en avoir fini avec toutes ces péripéties, la Parisienne a dû composer avec les autorités suisses du canton du Valais. En effet, un appel téléphonique inopiné de la police locale s'est vite transformé en mini-enquête sur son identité. «La personne s'est présentée comme étant un représentant du canton. Elle a voulu savoir si j'étais sûre de pouvoir encadrer les personnes. Elle m'a demandée de lui faxer mon passeport.» Comme les milliers de supporters qui iront en Suisse, ils seront également nombreux à donner de la voix au Brésil. Et parmi cette multitude, on retrouvera une nouvelle fois Jaoueb et cinq de ses amis. Quand on aime, on ne compte plus les kilomètres ! Nasser Mabrouk

Fret Cargo

La trentaine de supporters algériens, notamment des familles qui se sont déplacées à l'aéroport de Genève pour accueillir les coéquipiers de Madjid Bougherra et prendre des photos souvenir, ont attendu longtemps et en vain. La délégation algérienne a été acheminée directement à son hôtel la Résidence par un bus qui l'a transportée directement à partir de la zone du fret cargo. Une grosse déception pour les fans des Verts qui pensaient pouvoir approcher leurs idoles. «Nous sommes venus pour les encourager et les soutenir, certains ont fait un long déplacement, malheureusement, ils ont quitté l'aéroport en catimini, on est déçus», a indiqué Hakim, un natif de Chevalley qui réside en Suisse depuis 12 ans.

Garde rapprochée

Une équipe de police d'élite algérienne constituée de dix personnes, dont un cadre supérieur, triée sur le volet par la DGSN, veille à la sécurité de la délégation algérienne durant son stage en Suisse. Les membres de cette équipe ont entamé leur mission avec les Verts depuis une quinzaine de jours à Sidi Moussa. Ils seront également du voyage au Brésil à l'occasion de la Coupe du monde 2014. Ils travailleront de concert avec les autorités brésiliennes.

Habillage

Match World Group, la société chargée de la programmation des deux matchs amicaux de l'Algérie face à l'Arménie et la Roumanie a mis à la disposition des partenaires du capitaine Madjid Bougherra un luxueux bus habillé aux couleurs de l'Algérie avec des portraits géants des joueurs et un slogan «1, 2, 3, viva l'Algérie».

Exclusivité

Trois chaînes de télévision algériennes privées et publiques, EPTV, Echourouk et Dzaïr TV ont acheté les coulisses du stage des Verts en Suisse. Les envoyés spéciaux de ces trois organes ont effectué le déplacement à Genève dans le même avion que la délégation. Ils ont été également autorisés à suivre la séance de débriefing effectuée jeudi au stade de Genève. Selon des informations, les trois chaînes ont déboursé une somme estimée à 50 millions de dinars chacune.

Presse

Les médias algériens sont présents en grand nombre en Suisse pour assurer la couverture du stage et des deux matchs amicaux de l'Algérie face à l'Arménie, le 31 mai, et le 4 juin contre la Roumanie. Outre l'APS, six chaînes de télévision algériennes ont fait le déplacement ainsi que des quotidiens sportifs et généralistes. APS



MÉDIA ÉLECTRONIQUE

Al Huffington Post Algérie lancé

● Après la Tunisie en 2013, Al Huffington pose son curseur sur l'Algérie et prochainement au Maroc.

C'est fait. Depuis le 27 mai dernier, Al Huffington Post Algérie, journal d'information gratuit d'origine américaine, est dans les « kiosques » électroniques. « Hormis l'auteur de ces lignes, le journal est formé d'une équipe de jeunes déjà connectés. Avec leur enthousiasme, associé à une exigence professionnelle et éthique, ils ambitionnent d'en faire un média qui comptera en Algérie », écrit le journaliste Saïd Djaâfar, directeur éditorial de l'édition algérienne du Huffington.

On retrouve des journalistes de talents comme Akram Belkaid, El Kadi Ihsane, des militants politiques, des activistes et des blogueurs qui racontent sur



cette plateforme une Algérie en mouvement et qui bouge en dehors du système politique qui est, lui, totalement figé dans le passé. Une appréciation différente

d'un pays dont l'aspiration au changement reste une exigence de l'heure. « Le Huffington Post avec sa plateforme innovante et exigeante, nous offre ainsi la possibilité de permettre l'émer-

gence d'un lecteur « maghrébin » qui s'intéresse aussi bien à ce qui se passe en Algérie qu'en Tunisie ou au Maroc. Le HuffPost Algérie est dans cette ambition : se parler entre Maghrébins et dire le Maghreb au monde », se donne Jeff comme ambition pour ce nouveau média.

Après la Tunisie en 2013, Huffington pose son curseur sur l'Algérie et prochainement au Maroc. Le Huffington Post compte actuellement des éditions aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie, au Japon, au Canada, en Allemagne, au Brésil, en Corée du Sud ; il totalise 90 millions de visiteurs uniques par mois. H. O.

COMMENTAIRE

Encore une diversion

Par Tayeb Belghiche

Le juge antiterroriste français, Marc Trévidic, devait débarquer aujourd'hui à Alger pour reprendre son enquête sur l'assassinat des 7 moines de Tibhirine. Mais il n'a pas reçu l'invitation officielle des autorités algériennes, ce qui l'oblige à reporter à plus tard ses investigations. S'il reçoit les autorisations nécessaires. Enlevés en 1996 dans leur monastère par le GIA, dirigé à l'époque par Djamel Zitouni, les moines ont été ensuite assassinés et leurs têtes ont été retrouvées dans un sac accroché à un arbre. Trois moines, qui avaient pu échapper à la vigilance des terroristes, et les paysans de la région ont reconnu que l'enlèvement a été organisé par les islamistes de Zitouni. Mais c'est un militaire algérien déserteur, Abdelkader Tigha, qui a jeté le doute en prétendant, en 2011, que les services algériens ont organisé le coup pour « faire du chantage auprès de la France et jeter le discrédit sur les mouvements islamistes ». Pour rappel, cet individu a déserté l'ANP quand celle-ci a découvert qu'il se livrait à des braquages et a rançonné des citoyens, lorsque, fait gravissime, il portait l'uniforme. Le côté aventurier de cet homme n'a jamais été mis en évidence. Et c'est un ancien attaché militaire à l'ambassade de France à Alger qui relancera l'affaire que « le frère d'un officier algérien lui a raconté que les moines ont été tués par erreur par un hélicoptère de l'armée algérienne ».

Or, toutes les enquêtes menées jusqu'à ce jour, notamment par El Watan, ne laissent aucun doute sur les assassins. Et c'est à se demander pourquoi on empêche, pour la seconde fois, le juge Trévidic de faire son travail. Si l'Algérie n'a rien à se reprocher, la logique aurait voulu qu'on lui ouvre toutes les portes pour clore définitivement le dossier. Or, cette manière d'agir permet d'entretenir la suspicion et donne toute latitude aux forces hostiles à l'Algérie de chercher à tout prix à vouloir salir les services algériens, comme vient de le faire Amar Saadani, dont la place est ailleurs que là où il est confortablement assis. L'Algérie est dans une très forte zone de turbulences qui menace sa sécurité et sa stabilité. L'armée algérienne a autre chose à faire que de s'occuper d'accusations malveillantes ayant pour objectif de jouer sur son moral et l'affaiblir. La fin de non-recevoir faite au juge français ne contribue guère à instaurer un climat de sérénité. Peut-on faire peur à l'ANP par les moyens les plus mesquins ?

INTERNET

GOOGLE OUVRE LA PORTE AU DROIT À L'OUBLI NUMÉRIQUE EN EUROPE



■ Google a ouvert aux Européens la possibilité de demander à être « oublié » par ses services de recherche sur internet, se conformant ainsi à une décision de la Cour européenne de justice. La justice européenne a estimé le 13 mai que les particuliers avaient le droit de faire supprimer des résultats de recherche les liens vers des pages comportant des informations personnelles les concernant, notamment si elles sont périmées ou inexactes, en s'adressant directement

à l'exploitant du moteur de recherche. Pour se conformer à cette décision, le géant américain a mis en ligne jeudi soir un formulaire accessible aux Européens pour demander la suppression de résultats de recherche. « L'arrêt implique pour Google de faire des arbitrages difficiles entre le droit à l'oubli d'un particulier et le droit à l'information du public », a souligné un porte-parole du groupe, dans une déclaration envoyée à l'AFP. Google va mettre en place un comité consultatif

pour l'aider à trouver un équilibre entre ces deux impératifs. « C'est une initiative passionnante, qui va probablement exiger des réflexions ardues et assez philosophiques », a commenté Luciano Floridi, professeur d'éthique à l'Oxford Internet Institute. La vice-présidente de la Commission européenne, Viviane Reding, s'est félicitée vendredi de cette décision. « C'est une bonne chose que Google ait annoncé qu'il allait finalement prendre les mesures nécessaires pour respecter la loi européenne. » Avant le lancement de ce formulaire, le groupe californien avait déjà reçu des milliers de demandes de suppression de liens, comme celles d'un pédophile et d'un homme politique cherchant à se faire réélire, ont précisé les médias. L'arrêt a suscité certaines inquiétudes chez les experts et les acteurs du secteur technologique, qui y voient un risque d'ouvrir la porte à la censure et s'interrogent sur la difficulté de mettre en place un tel droit à l'oubli. Certains craignent aussi que permettre aux particuliers de contrôler leur historique sur internet ne freine le journalisme d'investigation.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Les routes de l'ouest du pays meurtrières

■ Une moyenne de 11 accidents de la circulation par jour a été enregistrée durant les premiers mois de l'année en cours à travers les routes de l'ouest du pays, selon un bilan présenté à l'occasion de portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale, organisées jeudi à Oran. Le réseau routier de l'ouest du pays comptabilise deux morts et 18 blessés en moyenne par jour, a-t-on souligné lors des journées portes ouvertes organisées aux palais des expositions à Medina Jdida (Oran). Le nombre d'accidents de la circulation, qui sont souvent « sanglants », a enregistré cette année une « nette baisse » grâce à un nombre de mesures prises, dont l'intensification des campagnes de

sensibilisation qui ont touché les différentes couches et catégories de la population, a indiqué le commandant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran. Le lieutenant-colonel Djilali Tahri a ajouté que cette baisse est liée également aux mesures de dissuasion traduites par la multiplication des points de contrôle et l'utilisation de moyens technologiques performants obligeant les usagers de la route à respecter les règles de la conduite, notamment la limitation de vitesse. D'autres dispositifs ont été mis en place par le commandement régional de la gendarmerie dans l'ouest du pays, afin de coordonner les actions préventives dans ce domaine, a-t-il ajouté. R. S.

météo			
Aujourd'hui		Demain	
13° 28°	☀	ALGER	15° 24°
18° 29°	☀	ORAN	17° 24°
12° 28°	☀	CONSTANTINE	12° 23°
26° 38°	☀	OUARGLA	24° 38°